



N° 2016-02

Publié le : 01 mars 2016

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



ARRETES DE MADAME LA PREFETE

**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**

SOMMAIRE
ARRETES DE MADAME LA PREFETE

N°	Date	Titre
16-049	08/01/2016	Arrêté portant délégation de signature de M. André BENKEMOUN Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
2016/AGAJ-009	01/02/2016	Arrêté portant liste des représentants de l'administration pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime
2016/AGAJ-010	01/02/2016	Arrêté portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime
16-107	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux »
16-108	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare »
16-109	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage aquatique »
16-110	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage déblaiement »
16-111	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques radiologiques »
16-112	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques chimiques et biologiques »
16-113	08/02/2016	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité «prévention »



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES DE L'ÉTAT**

Coordination interministérielle

Arrêté n° 16- 049 du 8 janvier 2016

portant délégation de signature

de M. André BENKEMOUN

Directeur départemental des services

d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1424-1 et suivants ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs ;
Vu la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;
Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
Vu les décrets n° 95-260 du 8 mars 1995 et n° 97-645 du 31 mai 1997 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du Président de la République en date du 17 décembre 2015, nommant Mme Nicole KLEIN, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
Vu l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 5 juillet 2012 portant nomination du Colonel André BENKEMOUN, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à compter du 1^{er} septembre 2012 ;
Vu l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 26 juillet 2013 portant nomination du Lieutenant-colonel Marc VITALBO, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à compter du 1^{er} septembre 2013 ;
Vu l'arrêté n°2013/BGP-1395 du Ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 03

Préfecture de la Seine-Maritime - 7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX - Standard : 02 32 76 50 00
Site Internet : www.seine-maritime.gouv.fr

décembre 2013 portant promotion au grade de Colonel de sapeurs-pompiers professionnels à Monsieur Marc VITALBO.

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2011 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2011 portant création de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Considérant la nécessité de garantir le bon fonctionnement et la continuité du service public d'incendie et de secours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'article L 1424-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, délégation de signature est donnée à Monsieur André BENKEMOUN, Colonel de sapeurs-pompiers professionnels de la Seine-Maritime, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime à l'effet de signer toutes les décisions, instructions et correspondances relatives ;

- à la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers, notamment la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;
- à la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours ;
- au contrôle et la coordination des corps communaux ;
- aux affectations individuelles de défense des sapeurs-pompiers ;
- aux diplômes et attestations résultant de la participation des sapeurs-pompiers aux formations et qualifications.

Sont exclues du champ de cette délégation :

- les correspondances adressées au Président de la République, au Premier Ministre, aux ministres, aux parlementaires, au président du conseil départemental et au président du conseil régional,
- les avis et actes décisionnels relatifs à la carrière du directeur départemental adjoint du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et ceux concernant le médecin-chef du Service de santé et de secours médical de la Seine-Maritime.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur André BENKEMOUN, Colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée par Monsieur Marc VITALBO, Colonel de sapeurs-pompiers professionnels, Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours.

La préfète,



Nicole KLEIN

Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication.(ou sa notification).



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

AR R E T E N° 2016 / AGAJ-009 portant liste des représentants de l'administration pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime

VU :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- l'arrêté du 29 novembre 2005 portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- le décret du Président de la République en date du 17 décembre 2015 nommant Madame Nicole KLEIN, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime.
- l'arrêté préfectoral n°16-005 en date du 01 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc MAGDA, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine- Maritime.
- l'arrêté n°2014/BVOL-1267 du 23 octobre 2014 portant liste des représentants de l'administration pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- la composition du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

AR R E T E

Article 1^{er} -

La liste des représentants de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime est arrêtée comme suit :

Membres titulaires du CASDIS 76				Membres suppléants du CASDIS 76			
Monsieur	LEMONNIER	Luc	Conseiller départemental	Madame	TESSIER	Dominique	Conseillère départementale
Monsieur	TASSERIE	Sebastien	Conseiller départemental 1 ^{er} vice-président	Madame	LUCOT-AVRIL	Virginie	Conseillère départementale
Madame	DURANDE	Florence	Conseillère départementale	Madame	SINEAU PATRY	Cécile	Conseillère départementale
Monsieur	LEJEUNE	Michel	Conseiller départemental	Monsieur	BERTRAND	Nicolas	Conseiller départemental
Madame	ALLAIS	Sophie	Conseillère départementale 2 ^{eme} vice-présidente	Madame	MSICA GUEROUT	Christelle	Conseillère départementale
Madame	COTTEREAU	Chantal	Conseillère départementale	Monsieur	ROUSSELIN	Jean-Louis	Conseiller départemental
Madame	LEFEBVRE	Blandine	Conseillère départementale	Madame	CARON	Marine	Conseillère départementale
Madame	THIBAudeau RAINOT	Florence	Conseillère départementale	Monsieur	DUVAL	Christian	Conseiller départemental
Madame	CANU	Pierrette	Conseillère départementale	Madame	FLAVIGNY	Catherine	Conseillère départementale
Monsieur	REGNIER	Didier	Conseiller départemental	Monsieur	MARCHE	Frédéric	Conseiller départemental
Monsieur	CORITON	Bastien	Maire de Caudebec-en-Caux 5 ^{eme} membre	Madame	VIEUBLE	Nacéra	Conseillère départementale
Madame	FIRMIN-LE- BODO	Agnès	Maire-adjoint du Havre	Madame	DUPARC	Fabienne	Maire de Notre-Dame-de-Bli- quetuit
Monsieur	THEVENOT	Jean-Pierre	Maire de Cany-Barville	Monsieur	BLOND	Eric	Maire-adjoint de Fauville-en- Caux
Monsieur	JOUAN	Gérard	Maire de la Chaussée 3 ^{eme} vice-président	Madame	GAUTIER-HUR- TADO	Maria-Do- lorès	Maire de Saint-Martin-du Ma- noir
Monsieur	COUTEY	Guillaume	Maire de Malaunay, membre de la CREA	Madame	DIALLO	Dieynaba	Conseillère municipale de Petit- Couronne, membre de la CREA
				Monsieur	LEROY	Philippe	Maire de Franqueville St Pierre, membre de la CREA

Article 2 -

Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

L'arrêté n°2014/BVOL-1267 du 23 octobre 2014 portant liste de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires est abrogé,

Article 4 -

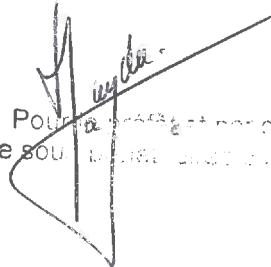
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Normandie et de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 5 -

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Rouen, le **01 FEV. 2016**

La Préfète


Pour la préfète et par délégation
Le soussigné, directeur de cabinet

Jean-Marc MAGDA



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

AR R E T E N° 2016 / AGAJ-010 portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime

VU :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- l'arrêté du 29 novembre 2005 portant organisation du conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- le décret du Président de la République en date du 17 décembre 2015 nommant Madame Nicole KLEIN, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime.
- l'arrêté préfectoral n°16-005 en date du 01 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc MAGDA, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine- Maritime.
- l'arrêté n°2014/BVOL-1849 du 21 janvier 2015 portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- la composition du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la composition de la commission administrative et technique du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

AR R E T E

Article 1^{er} -

La liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires de la Seine-Maritime est arrêtée comme suit :

GRADE	Nom	Prénom	CIS	Qualité
Caporaux				
Cap	DELEPINE	Sébastien	Criel-sur-Mer	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Cap	HENRY	Jonathan	Doudeville	Membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
C/C	LESENNE	Ludivine	Eu	Membre titulaire de la commission administrative et technique
Sous-officiers				
Adj	NOURY	Stéphanie	Neufchâtel-en-Bray	Membre suppléant de la commission administrative et technique
A/C	RENARD	Angela	Yport	Membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
A/C	ANQUETIL	Sylvie	Franqueville-St-Pierre	Membre suppléant de la commission administrative et technique
A/C	FORTINI	Bruno	Le Tréport	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
S/C	BOU	Frédéric	Tôtes	Membre titulaire de la commission administrative et technique et membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Sgt	COTARD	Mehdi	Yvetot	Membre suppléant de la commission administrative et technique
S/C	PLANTE	Philippe	Grand-Couronne	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
GRADE	Nom	Prénom	CIS	Qualité

Officiers				
Cne	BOCLET	Jean-Bernard	Aumale	Membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Cne	VACLE	Nicolas	Elbeuf	Membre titulaire de la commission administrative et technique
Ltn	BONTE	William	Le Trait	Membre suppléant de la commission administrative et technique
Ltn	GUEROULT	André	Yvetot	Membre suppléant de la commission administrative et technique et membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Ltn	MOLLET	Nicolas	Valmont	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Ltn-Cl	NIVESSE	Georges	Dieppe	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Officiers du SSSM				
Med-Cdt	BOURGOIN	Jean-Luc	Cany-Barville	Membre suppléant du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires
Med-Cdt	DE SANTIS	Marc	Saint-Saens	Membre titulaire du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires

Article 2 -

Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

L'arrêté n°2014/BVOL-1849 du 21 janvier 2015 portant liste des représentants des sapeurs-pompiers volontaires pouvant siéger au conseil de discipline départemental des sapeurs-pompiers volontaires est abrogé,

Article 4 -

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Normandie et de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 5 -

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Rouen, le **01 FEV. 2016**

La Préfète

[Signature]
 Pour le Préfet, par délégation
 Le Secrétaire général, directeur de cabinet
[Signature]
 Jean-Marc MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° ~~16-107~~ du ~~10~~ **8 FEV 2016**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux »

La Préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux »,
- l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux :

**OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS**

LE FICHANT	YOHANN	IMP 2
------------	--------	-------

BARENTIN

POUSSET	SEBASTIEN	IMP 3
---------	-----------	-------

CAVELIER	MARC	IMP 2
----------	------	-------

CAUCRIAUVILLE

MALANDAIN	YOANN	IMP 2
-----------	-------	-------

DIEPPE

GOUTEUX	PASCAL	IMP 3
---------	--------	-------

GRANDSIRE	JEREMIE	IMP 3
-----------	---------	-------

LEGRAS	JACQUES	IMP 3
--------	---------	-------

MOUCHEL	THOMAS	IMP 3
---------	--------	-------

SELLIER	NICOLAS	IMP 3
---------	---------	-------

BACHELET	EMILIE	IMP 2
----------	--------	-------

CREVIER	LUDOVIC	IMP 2
---------	---------	-------

DENIS	MATTHIEU	IMP 2
-------	----------	-------

DESPRES	LUDIVINE	IMP 2
---------	----------	-------

FORTINI	BRUNO	IMP 2
---------	-------	-------

GIBASSIER	MATHIEU	IMP 2
-----------	---------	-------

SMET	FLAVIEN	IMP 2
------	---------	-------

EU

LEVILLAIN	FREDERIC	IMP 2
-----------	----------	-------

RYCKEBUSCH	STEPHANE	IMP 2
------------	----------	-------

GAMBETTA

GIFFARD	JULIEN	IMP 3
LEQUEN	VINCENT	IMP 3
NOTHEAUX	DANIEL	IMP 3
PATON	NICOLAS	IMP 3
TASSERIE	VINCENT	IMP 3
ASTIC	MEHDI	IMP 2
CATE	JULIEN	IMP 2
DELAPORTE	JEROME	IMP 2
DUVAL	CEDRIC	IMP 2
DUVAL	HELENE	IMP 2
GUILLOT	DAMIEN	IMP 2
LECOQ	YANN	IMP 2
LEFRANCOIS	JEAN MICHEL	IMP 2
LESCAROUX	QUENTIN	IMP 2
LESUEUR	CHRISTOPHE	IMP 2
LOT	CYRILLE	IMP 2
MADELAIN	FLORENT	IMP 2
MARTINE	CEDRIC	IMP 2
RICHARD	DIDIER	IMP 2
TEPHANY	FLORIAN	IMP 2
TOSTAIN	MANUEL	IMP 2
VANDIER	CYRIL	IMP 2

LE HAVRE-NORD

AMELINE	FREDERIC	IMP 3 SH
CAVELIER	BENOIT	IMP 3 SH
DEMEILLERS	ANTHONY	IMP 3 SH
LENOIR	STEPHANE	IMP 3 SH
BOULET	THOMAS	IMP 2 SH
DUCREUX	ROMAIN	IMP 2 SH
DUPRE	SYLVAIN	IMP 2 SH
FRADET	NICOLAS	IMP 2 SH
GASSE	SEBASTIEN	IMP 2 SH
GREGOIRE	CHRISTOPHE	IMP 2 SH
GUILLEMOT	JUDICAEL	IMP 2 SH
LE DREZEN	LOIC	IMP 2 SH
LEAL	ANAI	IMP 2 SH
MADON	EMILIEN	IMP 2 SH
MONET	ARNAUD	IMP 2 SH
PECQUERI	DAVID	IMP 2 SH
RINNA	VINCENT	IMP 2 SH

SH *qualifié sauveteur hélicopté*

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 27 février 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement et les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,

Pour la Préfète, par délégation
Le sous-préfet, chef de cabinet

Jean-Marc MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 16-108 du 8 FEV. 2016

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 31 juillet 2014 fixant le référentiel emplois, activités, compétences des « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare »,
- l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare, pour des opérations dont la profondeur n'excède pas 30 et 12 mètres :

**OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS**

LEQUEN	JULIEN	SAL 2 SNL
--------	--------	-----------

PAILLETTE	JULIEN	SAL 1 (x)
-----------	--------	-----------

DIEPPE

BONTE	BERTRAND	SAL 2 SNL
JAN	RENAUD	SAL 2 SNL
LEFRANCOIS	CLEMENT	SAL 2 SNL
LENOIR	JEAN-BAPTISTE	SAL 2
ROCHETTE	EMMANUEL	SAL 2 SNL
TRANCHARD	CHRISTOPHE	SAL 2 SNL
AVRIL	VINCENT	SAL 1
DOLE	FABIEN	SAL 1
JAMET	TONY	SAL 1

LE HAVRE-SUD

BRUNE	PHILIPPE	SAL 2 SNL SH
HAMADACHE	ALEXANDRE	SAL 2 SNL SH
LHEUREUX	LAURENT	SAL 2 SNL SH
MACHARD	PHILIPPE	SAL 2 SNL SH
PAUMELLE	XAVIER	SAL 2 SNL SH
SIMON	PASCAL	SAL 2 SNL SH
VANBESIEN	FRANCOIS	SAL 2 SNL SH

AUGER	ANTOINE	SAL 1 SH
BALZE	BAPTISTE	SAL 1 SH
DEMEURE	FABIEN	SAL 1 SH
DESGROUAS	YANN	SAL 1 SH
FICHE	MAXIME	SAL 1 SH
FONTAINE	AURELIEN	SAL 1 SH
HAREL	FLORIAN	SAL 1 SH
LHOSTIS	FLORIAN	SAL 1 SH
MAITREPIERRE	AYMERIC	SAL 1 SH
SCREVE	MATHIEU	SAL 1 SH
SERGENT	YOHANN	SAL 1 SH

NEUFCHATEL-EN-BRAY

DUVAL	ARNAUD	SAL 2 SNL
-------	--------	-----------

ROUEN-SUD

ROUALO	GWENael	SAL 3 SNL
BANGOURA	DAVID	SAL 2 SNL
BEUZELIN	PASCAL	SAL 2 SNL
MOUFADDAL	YACINE	SAL 2 SNL
ORANGE	CEDRIC	SAL 2 SNL
PAUTRET	JEAN-FRANCOIS	SAL 2 SNL
BOUREL	EMMANUEL	SAL 1
DUFAYET	CHRISTOPHE	SAL 1
LE CLOITRE	ARNAUD	SAL 1
LEVESQUE	JOHANN	SAL 1
MOLON	YOANN	SAL 1
PESTRIMAUx	LUDOVIC	SAL 1
POUVREAU	FREDERIC	SAL 1
RENOULT	STEPHANE	SAL 1
ROYER	GILLES	SAL 1
SERGENT	MICKAEL	SAL 1

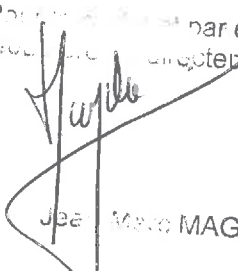
(x) **SAL qualifié pour des opérations dont la profondeur n'excède pas 12 mètres**
SNL qualifié surface non libre
SH qualifié sauveteur hélicoptéré

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 27 février 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,

Par  par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet

J2a Marie MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° ~~16-109~~ du ~~16~~ - 8 FEV. 2016

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage aquatique »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage aquatique »,
- l'arrêté préfectoral du 17 mars 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage aquatique au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux opérations de sauvetage aquatique :

OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS

CADINOT	STEPHANE	SAV 3 Conseiller technique départemental
LEFORT	ETIENNE	SAV 2
LEQUEN	JULIEN	SAV 2
PAILLETTE	JULIEN	SAV 1

CAUDEBEC-EN-CAUX

DURAND	MICKAEL	SAV 2
--------	---------	-------

DIEPPE

BONTE	BERTRAND	SAV 3
FURIC	ROMAIN	SAV 3
HAMARD	LAURENT	SAV 3
JAMET	TONY	SAV 3
JAN	RENAUD	SAV 3
LEFRANCOIS	CLEMENT	SAV 3
LEUILLIER	MATHIEU	SAV 3
ROCHETTE	EMMANUEL	SAV 3
TRANCHARD	CHRISTOPHE	SAV 3
VIOGNE	ALBAN	SAV 3
AVRIL	VINCENT	SAV 2
CHARTIER	MAXIME	SAV 2
HOUDAILLE	VINCENT	SAV 2
LENOIR	JEAN-BAPTISTE	SAV 2
MICHOT	ERIC	SAV 2
SCHERRER	DIMITRI	SAV 2
BREMAND	NICOLAS	SAV 1
DOLE	FABIEN	SAV 1
QUERIEL	JEREMIE	SAV 1
THEBAULT	CEDRIC	SAV 1

DUCLAIR

CHEVALIER	THIERRY	SAV 3
BERMENT	FLORIAN	SAV 1
DEVERGNES	EMMANUEL	SAV 1
LHOMME	THIERRY	SAV 1
MATEUF	ROMAIN	SAV 1
MORETTI	BERNARD	SAV 1
ROBERT	NICOLAS	SAV 1
VESTU	VALENTIN	SAV 1

ELBEUF

LABOULAIS	CHRISTOPHE	SAV 3
LANGLOIS	BRUNO	SAV 3
MARQUIS	CEDRIC	SAV 3
DURAND	MICKAEL	SAV 2
BERMENT	FLORIAN	SAV 1
BODIN	MATHIEU	SAV 1
COPIN	ALEXANDRE	SAV 1
DEPERIERS	EMMANUEL	SAV 1
DEVE	CHRISTOPHER	SAV 1
DIRUY	ARMAND	SAV 1
GALOPIN	KEVIN	SAV 1
GLARAN	EMMANUEL	SAV 1
GROSMANE-JAMES	FLORIAN	SAV 1
GUILLE	EDOUARD	SAV 1
JAFFRES	PIERRE	SAV 1
JOUENNE	STEPHANE	SAV 1
LE MONNIER	JEAN-FRANCOIS	SAV 1
LEVACHER	ARNAUD	SAV 1
MONNIER	ELOISE	SAV 1
PRAY	CEDRIC	SAV 1
RICHARD	HERVE	SAV 1
VINCENT	KEVIN	SAV 1

ETRETAT

BERTHAUT	MATTHIEU	SAV 3
HELIN	ROMAIN	SAV 3
JEAN	ERIC	SAV 3
VANHEECKHOET	WILFRID	SAV 3
ANQUETIN	CHRISTOPHE	SAV 2
LEPREVOST	MICKAEL	SAV 2
LETELLIER	CEDRIC	SAV 2
BURAY	GAEL	SAV 1
DELAUNAY	JEROME	SAV 1
THIEULENT	NICOLAS	SAV 1

EU - LE TREPORT

DIEVAL	JEAN-MARC	SAV 3
FORTINI	BRUNO	SAV 3
LABOULAIS	CHRISTOPHE	SAV 3
BARE	LOIC	SAV 2
DEFEBVIN	ERIC	SAV 2
JULIEN	DIDIER	SAV 2
MOPIN	NICOLAS	SAV 2

FECAMP

BOBEE	JONATHAN	SAV 3
DELHAY	YANNICK	SAV 3
FERTILLET	PETER	SAV 3
HODIERNE	ARNAUD	SAV 3
CASTELOT DENIS	QUENTIN	SAV 2
ROCHE	MATHIEU	SAV 2
VEZIER	JEROME	SAV 2
BEAUFILS	CHRISTOPHE	SAV 1
CORNU	VINCENT	SAV 1
THEBAULT	DAMIEN	SAV 1

GRAND-COURONNE

ALFARO	CAMILLE	SAV 1
BOUCOURT	STEEVE	SAV 1
ROUSSEL	PHILIPPE	SAV 1
TREFFE	ROMAIN	SAV 1

LE GRAND-QUEVILLY

FORTIN	FREDERIC	SAV 2
--------	----------	-------

LE HAVRE-SUD

BALZE	BAPTISTE	SAV 3 SH
BRUNE	PHILIPPE	SAV 3 SH
DEMEURE	FABIEN	SAV 3 SH
FONTAINE	AURELIEN	SAV 3 SH
HAMADACHE	ALEXANDRE	SAV 3 SH
LHEUREUX	LAURENT	SAV 3 SH
MACHARD	PHILIPPE	SAV 3 SH
PAUMELLE	XAVIER	SAV 3 SH
SIMON	PASCAL	SAV 3 SH
VANBESIEU	FRANCOIS	SAV 3 SH

AUGER	ANTOINE	SAV 2 SH
DESGROUAS	YANN	SAV 2 SH
FICHE	MAXIME	SAV 2 SH
HAREL	FLORIAN	SAV 2 SH
LHOSTIS	FLORIAN	SAV 2 SH
MAITREPIERRE	AYMERIC	SAV 2 SH
SCREVE	MATHIEU	SAV 2 SH
SERGEANT	YOHANN	SAV 2 SH
TETEREL	YANNICK	SAV 2 SH

HERVIOU	FRANÇOIS	SAV 1
---------	----------	-------

LE TRAIT

SCHERRER	DIMITRI	SAV 2
SINAEVE	MICKAEL	SAV 2
BONTE	WILLIAM	SAV 1
CHAUMIER	FABIEN	SAV 1
FOLOPPE	MARC MICKAEL	SAV 1
SINAEVE	JASON	SAV 1

NEUFCHATEL-EN-BRAY

DUVAL	ARNAUD	SAV 3
-------	--------	-------

NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON

BEAUFILS	CHRISTOPHE	SAV 1
BRIFFAULT	FRANCOIS	SAV 1
CORONA	FLORENT	SAV 1
LECOINTRE	ROMUALD	SAV 1
LEJEUNE	FREDERIC	SAV 1
NOEL	PASCAL	SAV 1

ROUEN-SUD

BANGOURA	DAVID	SAV 3
MOUFADDAL	YACINE	SAV 2
ORANGE	CEDRIC	SAV 2
ROUALO	GWENAEL	SAV 2
ROYER	GILLES	SAV 2
BEUZELIN	PASCAL	SAV 1
BOUREL	EMMANUEL	SAV 1
DUFAYET	CHRISTOPHE	SAV 1
DUPONT	JULIEN	SAV 1
LE CLOITRE	ARNAUD	SAV 1
LEVESQUE	JOHANN	SAV 1
MOLON	YOANN	SAV 1
PAUTRET	JEAN-FRANCOIS	SAV 1
PESTRIMAU	LUDOVIC	SAV 1
POUVREAU	FREDERIC	SAV 1
RENOULT	STEPHANE	SAV 1
SERGENT	MICKAEL	SAV 1

SAINT-VALERY-EN-CAUX

JOUEN	CHRISTOPHE	SAV 3
TEPHANY	FLORIAN	SAV 3
BOURGEOUX	RICHARD	SAV 2
DUBRUNQUEZ	JEROME	SAV 2
LEQUESNE	PIERRE	SAV 2
PHILIPS	FREDERIC	SAV 2
PUEYO	VALENTIN	SAV 1

SH *qualifiés sauveteur hélicoptère*

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 17 mars 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

De La Préfète
et par délégation
Le Secrétaire, directeur de cabinet

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **16-110** du **8 FEV. 2016**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage déblaiement »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 8 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage déblaiement »,
- l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage déblaiement au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux opérations de sauvetage déblaiement :

**OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS**

KOPYLA	EDDY	SDE 3 Conseiller technique départemental
MILAN	GILBERT	SDE 3 Conseiller technique départemental adjoint
LAGON	BENOIT	SDE 3
ROYER	JEAN-MARIE	SDE 3
BOURDAIN	STEPHANE	SDE 2
CIVES	NICOLAS	SDE 2
TALON	ERICK	SDE 2
SCHERZER	FRANCOIS	SDE 2
CAUMONT	JEAN-CHARLES	SDE 2
LEBORGNE	CEDRIC	SDE 2
PLANQUAIS	CHRISTOPHE	SDE 2
WAWRZYNIAK	MARC	SDE 2
JAHIER	STEPHANE	SDE 1
MERCIER	JONATHAN	SDE 1

CANTELEU

COWLEY	GAETAN	SDE 2
DROUET	MICHAEL	SDE 2
FILLATRE	DANIEL	SDE 2
LOQUIN	ARNAUD	SDE 2
LUCAS	SEBASTIEN	SDE 2
NABAIS	JOACKIM	SDE 2
PICARD	JEROME	SDE 2
TAFFOREAU	JEAN-CHRISTIAN	SDE 2
ANDRE	DOMINIQUE	SDE 1
BOUGON	STEPHANE	SDE 1
BOUILLER	ALEXIS	SDE 1
BOULANT	EMMANUEL	SDE 1
CHANDELIER	THOMAS	SDE 1
CHAUMIER	FABIEN	SDE 1
CHEVALIER	JOHN	SDE 1
CHOLEAU	ANTOINE	SDE 1
DIENIS	ROMAIN	SDE 1
DOUBLET	JEAN	SDE 1
DUCHESNE PETAUT	JEROME	SDE 1
DUCOEUR	ANNABELLE	SDE 1
GRISEL	JULIEN	SDE 1
HAPDEY	NICOLAS	SDE 1
HERVE	MATHIEU	SDE 1
LEBON	VINCENT	SDE 1
LECLERC	MICHAEL	SDE 1
LEGRAND	JACQUES	SDE 1
LEMONNIER	GUILLAUME	SDE 1
LESEILLE	ARNAUD	SDE 1
MAILLET	SYLVAIN	SDE 1

MAOUI	SAMIR	SDE 1
MELLIER	VINCENT	SDE 1
MENDY	BLAISE	SDE 1
ORANGE	ALLAN	SDE 1
PRUVOST	GUILLAUME	SDE 1
QUESNEY	DAVID	SDE 1
VUYLSTEKE	KARL	SDE 1

CODIS

DELAUNAY	PHILIPPE	SDE 2
----------	----------	-------

FECAMP

BUQUET	VINCENT	SDE 2
HOUARD	PATRICK	SDE 2
MONVILLE	ALAIN	SDE 2
BELLENGER	ARNAUD	SDE 1
BENARD	GUILLAUME	SDE 1
BOBEE	JONATHAN	SDE 1
CADREN	SERGE	SDE 1
DELHAY	YANNICK	SDE 1
DURIEUX	NICOLAS	SDE 1
HAMEL	NICOLAS	SDE 1
LAFFILAY	FLORENT	SDE 1
LEFEBVRE	JEREMY	SDE 1
LEJEUNE	ROMUALD	SDE 1
LEPILLER	LUDOVIC	SDE 1
LEVARAY	RICHARD	SDE 1
MANOURY	FABRICE	SDE 1
MARCHAND	MATHIEU	SDE 1
OLIVIER	ROMAIN	SDE 1
PREVOST	NICOLAS	SDE 1
VARIN	JOAKIM	SDE 1

NEUFCHATEL-EN-BRAY

HAUDELIN	OLIVIER	SDE 2
AUDEBERT	ENGUERRAND	SDE 1
COUCQ	OLIVIER	SDE 1

ROUEN-SUD

GLASSET	PHILIPPE	SDE 2
LUCOT	LAURENT	SDE 2

SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE

DUBUC	CYRIL	SDE 1
-------	-------	-------

SAINT-VALERY-EN-CAUX

VIOGNE	ARNAUD	SDE 2
--------	--------	-------

SOTTEVILLE-LES-ROUEN

DOURVILLE	THOMAS	SDE 2
-----------	--------	-------

YVETOT

DEVERGNES	EMMANUEL	SDE 2
-----------	----------	-------

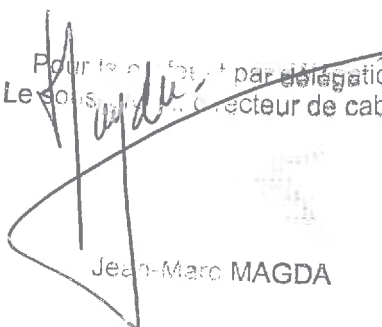
Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 27 février 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,

Pour le préfet, par délégation
Le sous-préfet, Directeur de cabinet



Jean-Marc MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° *16-111* du *8* **FEV. 2016**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques radiologiques »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux « risques radiologiques »,
- l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques :

OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS

MACHILLOT	PIERRE	RAD 4 Conseiller technique départemental
GONDE	DIDIER	RAD 4 Conseiller technique départemental adjoint
AUDOUIN	DAVID	RAD 4
BOYER	JEAN-MICHEL	RAD 4
MAHE	ERWAN	RAD 4
ALLEAU	ERIC	RAD 3
BALTENNECK	MAXIME	RAD 3
CALTERO	CLAUDE	RAD 3
CAUMONT	FABRICE	RAD 3
CHAUVEL	THOMY	RAD 3
COLIBERT	HERVE	RAD 3
COLLEMANT	FRANCOIS	RAD 3
COLNOT	THIERRY	RAD 3
CROS	ALEXANDRE	RAD 3
DAVY	THIERRY	RAD 3
DIDOT	ERIC	RAD 3
DUBOIS	ALAIN	RAD 3
ERICHER	DAMIEN	RAD 3
GOMEZ	PATRICE	RAD 3
HELLO	VINCENT	RAD 3
HUET	CHRISTOPHE	RAD 3
HURE	JULIEN	RAD 3
KOPYLA	EDDY	RAD 3
LEBORGNE	CEDRIC	RAD 3
LEROUX	ANTHONY	RAD 3
LEROY	JEREMY	RAD 3
LETOURNELLE	OLIVIER	RAD 3
MACAREZ	CECILE	RAD 3
MARGRIT	VALERIE	RAD 3
MARTIN	CHRISTOPHE	RAD 3
MORDRET	LAURENT	RAD 3
NOEL	REMY	RAD 3
OMONT	FRANCK	RAD 3
PASSANI	JEAN NOEL	RAD 3
PAYSANT	MATHIEU	RAD 3
PELICANT	ALAIN	RAD 3
PELLOIN	WILLIAM	RAD 3
PERDRIX	SAMUEL	RAD 3
PERROT	SYLVERE	RAD 3
PHILIP	RONAN	RAD 3
PIETTE	YOANN	RAD 3
RENAULT	PHILIPPE	RAD 3

REYNE	DAVID	RAD 3
RICHARD	SEBASTIEN	RAD 3
ROBERT	YANNICK	RAD 3
SCHERZER	FRANCOIS	RAD 3
STEFIC	WILFRIED	RAD 3
STER	BENOIT	RAD 3
TACONNET	LUC	RAD 3
THEBAULT	DAMIEN	RAD 3
TIRELLE	ERIC	RAD 3

BONTE	WILLIAM	RAD 2
DELOUSTAL	AURELIE	RAD 2
DOLE	FABIEN	RAD 2
DUPRE	CYRIL	RAD 2
GOGNET	JOHAN	RAD 2
GOSSELIN	THIERRY	RAD 2
GRUMETZ	LAURENT	RAD 2
JAZE	RAYNALD	RAD 2
JOLY	CLEMENT	RAD 2
KEREBEL	ERWAN	RAD 2
LAMARRE	WILLY	RAD 2
LAMBERT	FRANCK	RAD 2
LEFEVRE	ANNE	RAD 2
LEFORT	BLANDINE	RAD 2
LEMAITRE	JEAN-MARC	RAD 2
LEQUEN	JULIEN	RAD 2
LESPAGNOL	HENRI	RAD 2
QUEYROI	FREDERIC	RAD 2
URBAIN	MICKAEL	RAD 2
VIOGNE	CHRISTOPHE	RAD 2
WAWRZYNIAK	MARC	RAD 2

SERVICE DE SANTE

JAHIER	STEPHANE	Adjoint Menace NRBC
BREE	FLORIAN	

BOLBEC

LAMAILLE	THOMAS	RAD 1
----------	--------	-------

CANTELEU

LEBON

VINCENT

RAD 2

CAUCRIAUVILLE

BAUDRY	TONY	RAD 2
BOISHUS	CYRIL	RAD 2
DURAND	PHILIPPE	RAD 2
ETANCELIN	PIERRE	RAD 2
FOURNIL	JOHAN	RAD 2
GUEGUEN	OLIVIER	RAD 2
GUEZOU	MICKAEL	RAD 2
HELLIER	MAXIME	RAD 2
LE BON	MARC	RAD 2
M BODJI	DAOUDA	RAD 2
MANOURY	JEAN-CHRISTOPHE	RAD 2
MARIE	JEAN-CHARLES	RAD 2
MOUCHARD	JEREMY	RAD 2
PASQUER	DELPHINE	RAD 2
TISSIER	KEVIN	RAD 2
URVOY	GUENOLE	RAD 2
WAREMBOURG	CHRISTOPHE	RAD 2
BRITO	THIERRY	RAD 1
CHAPELLE	GREGORY	RAD 1
DELAMARE	CEDRIC	RAD 1
DENIS	OLIVIER	RAD 1
DRENT	CLAUDE	RAD 1
FONTAINE	YOANN	RAD 1
HAUCHARD	PHILIPPE	RAD 1
LAMBERT	GILLES	RAD 1
LANNOY	PASCAL	RAD 1
TESSIER	FRANCK	RAD 1

CODIS

LEMESLE

FABRICE

RAD 2

DIEPPE

ANDRE	CHRISTOPHE	RAD 2
ANDRIEU	QUENTIN	RAD 2
AVRIL	VINCENT	RAD 2
BISSON	THIERRY	RAD 2
DESPRES	LUDIVINE	RAD 2
DIOLOGENT	FRANCK	RAD 2
DRAULT	OLIVIER	RAD 2
GIBASSIER	MATHIEU	RAD 2
GILLET	PIERRE	RAD 2
GOUTEUX	PASCAL	RAD 2
JAMET	TONY	RAD 2
JAN	RENAUD	RAD 2
LEGRAS	JACQUES	RAD 2
MARTIN	JEAN-JACQUES	RAD 2
MONCHICOURT	MARIE	RAD 2
MOUCHEL	THOMAS	RAD 2
ROCHETTE	EMMANUEL	RAD 2
SELLIER	NICOLAS	RAD 2
TRANCHARD	CHRISTOPHE	RAD 2
LENOIR	JEAN-BAPTISTE	RAD 1
LEUILLIER	MATHIEU	RAD 1
LEVALLOIS	CHRISTOPHE	RAD 1
TESSIER	THIERRY	RAD 1
TRANEL	EMMANUEL	RAD 1

GAMBETTA

DESCHAMPS	THIERRY	RAD 3
ANGOT	GUILLAUME	RAD 2
BAILLY	MATTHIEU	RAD 2
BARON	GUILLAUME	RAD 2
BERTIN	SAMUEL	RAD 2
BLUSSEAU	ROMAIN	RAD 2
BUTELET	JULIEN	RAD 2
CHRETIEN	FRANCOIS	RAD 2
FORFAIT	MICKAEL	RAD 2
GIUGIA	ALAIN	RAD 2
GOUJON	WILLIAM	RAD 2
HAUGUEL	FREDERIC	RAD 2
LAVENANT	VICTORIEN	RAD 2
LE GOFF	MATHIEU	RAD 2
LEQUEN	VINCENT	RAD 2
LOISEL	JEROME	RAD 2
METAIS	BENOIT	RAD 2
MONTEIRO	JOSE	RAD 2
POISSON	MICHAEL	RAD 2

PRIGENT	CHRISTOPHE	RAD 2
RICQUIER	MICKAEL	RAD 2
ROUSSEL	SEBASTIEN	RAD 2
SCHLENKER	DIDIER	RAD 2
TASSERIE	VINCENT	RAD 2
VALLEE	JULIEN	RAD 2
VINCENT	RENAUD	RAD 2
ZAYER	THIERRY	RAD 2

AUZOU	VINCENT	RAD 1
BAUER	MICKAEL	RAD 1
COLLIN	MATTHIEU	RAD 1
DISSE	CHRISTOPHER	RAD 1
LARRAT	THIBAUT	RAD 1
PHILIPPON	THOMAS	RAD 1
POUCHET	FABRICE	RAD 1
POURCHOT	NICOLAS	RAD 1
TUNCQ	BRUNO	RAD 1

LE GRAND-QUEVILLY

DRAULT	SABRINA	RAD 2
--------	---------	-------

SAINT-VALERY-EN-CAUX

HUE	JOHNY	RAD 2
TANNAI	RICHARD	RAD 2
VIOGNE	ARNAUD	RAD 2

YVETOT

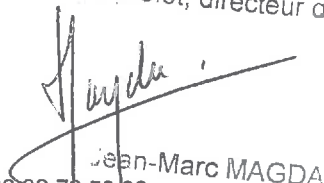
ANDRE	MATHIEU	RAD 2
POPOVITCH	THOMAS	RAD 1

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 27 février 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
La Préfète
Préfet, directeur de cabinet


Jean-Marc MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 16-112 du 8 FEV. 2016

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques chimiques et biologiques »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 23 mars 2006 fixant le guide national de référence relatif aux « risques chimiques et biologiques »,
- l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 et la mise à jour du 21 juillet 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques :

OFFICIERS DE LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT
ET PERSONNELS SHR DES CIS

MAHE	ERWAN	Conseiller technique départemental
CROS	ALEXANDRE	Conseiller technique départemental adjoint
AUDOUIN	DAVID	RCH 4
BOYER	JEAN-MICHEL	RCH 4
MACHILLOT	PIERRE	RCH 4
PERROT	SYLVERE	RCH 4
ALLEAU	ERIC	RCH 3
BALTENNECK	MAXIME	RCH 3
CAUMONT	FABRICE	RCH 3
CHAUVEL	THOMY	RCH 3
COLIBERT	HERVE	RCH 3
COLNOT	THIERRY	RCH 3
DAVY	THIERRY	RCH 3
DIDOT	ERIC	RCH 3
DUBOIS	ALAIN	RCH 3
ERICHER	DAMIEN	RCH 3
GONDE	DIDIER	RCH 3
HELLO	VINCENT	RCH 3
HUET	CHRISTOPHE	RCH 3
HURE	JULIEN	RCH 3
KOPYLA	EDDY	RCH 3
LEROUX	ANTHONY	RCH 3
LEROY	JEREMY	RCH 3
LETOURNELLE	OLIVIER	RCH 3
MACAREZ	CECILE	RCH 3
MARGRIT	CHRISTOPHE	RCH 3
MARTIN	CHRISTOPHE	RCH 3
NOEL	REMY	RCH 3
OMONT	FRANCK	RCH 3
PASSANI	JEAN-NOEL	RCH 3
PAYSANT	MATHIEU	RCH 3
PELICANT	ALAIN	RCH 3
PELLOIN	WILLIAM	RCH 3
PERDRIX	SAMUEL	RCH 3
PHILIP	RONAN	RCH 3
PIETTE	YOANN	RCH 3
QUEYROI	FREDERIC	RCH 3
RENAULT	PHILIPPE	RCH 3
REYNE	DAVID	RCH 3
RICHARD	SEBASTIEN	RCH 3
ROBERT	YANNICK	RCH 3

SCHERZER	FRANCOIS	RCH 3
STEFIC	WILFRIED	RCH 3
STER	BENOIT	RCH 3
TACONNET	LUC	RCH 3
THEBAULT	DAMIEN	RCH 3
TIRELLE	ERIC	RCH 3

BONTE	WILLIAM	RCH 2
COLLEMANT	FRANCOIS	RCH 2
DECHAMPS	OLIVIER	RCH 2
DELOUSTAL	AURELIE	RCH 2
DOLE	FABIEN	RCH 2
DUPRE	CYRIL	RCH 2
GOGNET	JOHAN	RCH 2
GOMEZ	PATRICE	RCH 2
GOSSELIN	THIERRY	RCH 2
JAZE	RAYNALD	RCH 2
KEREBEL	ERWAN	RCH 2
LAMARRE	WILLY	RCH 2
LAMBERT	FRANCK	RCH 2
LEBORGNE	CEDRIC	RCH 2
LEFEVRE	ANNE	RCH 2
LEFORT	BLANDINE	RCH 2
LEMAITRE	JEAN-MARC	RCH 2
LESPAGNOL	HENRI	RCH 2
URBAIN	MICKAEL	RCH 2
VIOGNE	CHRISTOPHE	RCH 2
WAWRZYNIAK	MARC	RCH 2

DESBOIS	THIBAUT	RCH 1
JOLY	CLEMENT	RCH 1
LEQUEN	JULIEN	RCH 1
LETROUX	PHILIPPE	RCH 1
MENDY	EMMANUEL	RCH 1
MERCIER	JONATHAN	RCH 1

SERVICE DE SANTE

JAHIER	STEPHANE	Adjoint menace NRBC
BREE	FLORIAN	

BOLBEC

LAMAILLE	THOMAS	RCH 1
----------	--------	-------

CANTELEU

LEBON	VINCENT	RCH 2
-------	---------	-------

CAUCRIAUVILLE

BAUDRY	TONY	RCH 2
BOISHUS	CYRIL	RCH 2
CHAPELLE	GREGORY	RCH 2
DELAMARE	CEDRIC	RCH 2
DENIS	OLIVIER	RCH 2
DURAND	PHILIPPE	RCH 2
ETANCELIN	PIERRE	RCH 2
FONTAINE	YOANN	RCH 2
FOURNIL	JOHAN	RCH 2
GUEGUEN	OLIVIER	RCH 2
GUEZOU	MICKAEL	RCH 2
HELLIER	MAXIME	RCH 2
LAMBERT	GILLES	RCH 2
LANNOY	PASCAL	RCH 2
LE BON	MARC	RCH 2
M BODJI	DAOUDA	RCH 2
MANOURY	JEAN-CHRISTOPHE	RCH 2
MARIE	JEAN-CHARLES	RCH 2
MOUCHARD	JEREMY	RCH 2
PASQUER	DELPHINE	RCH 2
TESSIER	FRANCK	RCH 2
URVOY	GUENOLE	RCH 2
WAREMBOURG	CHRISTOPHE	RCH 2
DRENT	CLAUDE	RCH 1
GIRARD	LAURENT	RCH 1
GODEY	AURELIEN	RCH 1
HAUCHARD	PHILIPPE	RCH 1
LALAS	YANNICK	RCH 1
ROUSSIGNOL	MICKAEL	RCH 1
TIFAGNE	MICKAEL	RCH 1
TISSIER	KEVIN	RCH 1

CODIS

LEMESLE	FABRICE	RCH 2
---------	---------	-------

DIEPPE

ANDRE	CHRISTOPHE	RCH 2
ANDRIEU	QUENTIN	RCH 2
AVRIL	VINCENT	RCH 2
BISSON	THIERRY	RCH 2
DESPRES	LUDIVINE	RCH 2
DIOLOGENT	FRANCK	RCH 2
GILLET	PIERRE	RCH 2
GOUTEUX	PASCAL	RCH 2
JAMET	TONY	RCH 2
JAN	RENAUD	RCH 2
LEGRAS	JACQUES	RCH 2
LENOIR	JEAN-BAPTISTE	RCH 2
MARTIN	JEAN-JACQUES	RCH 2
MONCHICOURT-PECQUEUX	MARIE	RCH 2
ROCHETTE	EMMANUEL	RCH 2
SELLIER	NICOLAS	RCH 2
TRANCHARD	CHRISTOPHE	RCH 2
TRANEL	EMMANUEL	RCH 2
BACHELET	EMILIE	RCH 1
DRAULT	OLIVIER	RCH 1
GLE Y	MICKAEL	RCH 1
LEUILLIER	MATHIEU	RCH 1
LEVALLOIS	CHRISTOPHE	RCH 1
MOUCHEL	THOMAS	RCH 1
TESSIER	THIERRY	RCH 1

ELBEUF

DUVAL	BENOIT	RCH 2
GLARAN	EMMANUEL	RCH 2
LEFRANÇOIS	DOMINIQUE	RCH 2
MABIRE	MICKAEL	RCH 2
SCELLES	ETIENNE	RCH 2
CHANTIER	PASCAL	RCH 1
CLAPISSON	PHILIPPE	RCH 1
DIRUY	ARMAND	RCH 1
JOUENNE	STEPHANE	RCH 1
LANGLOIS	BRUNO	RCH 1
LE MONNIER	JEAN-FRANCOIS	RCH 1
LEGRAND	STEPHANE	RCH 1
ODIE	FREDERIC	RCH 1

GAMBETTA

ANGOT	GUILLAUME	RCH 2
AUZOU	VINCENT	RCH 2
BAILLY	MATTHIEU	RCH 2
BARON	GUILLAUME	RCH 2
BAUER	MICKAEL	RCH 2
BERTIN	SAMUEL	RCH 2
BLUSSEAU	ROMAIN	RCH 2
BUTELET	JULIEN	RCH 2
CHRETIEN	FRANCOIS	RCH 2
DESCHAMPS	THIERRY	RCH 2
FORFAIT	MICKAEL	RCH 2
GIUGIA	ALAIN	RCH 2
GOUJON	WILLIAM	RCH 2
LE GOFF	MATHIEU	RCH 2
LEQUEN	VINCENT	RCH 2
LOISEL	JEROME	RCH 2
METAIS	BENOIT	RCH 2
MONTEIRO	JOSE	RCH 2
PHILIPPON	THOMAS	RCH 2
POISSON	MICHAEL	RCH 2
PRIGENT	CHRISTOPHE	RCH 2
RICQUIER	MICKAEL	RCH 2
ROUSSEL	SEBASTIEN	RCH 2
SCHLENKER	DIDIER	RCH 2
TASSERIE	VINCENT	RCH 2
TUNCQ	BRUNO	RCH 2
VALLEE	JULIEN	RCH 2
VINCENT	RENAUD	RCH 2
ZAYER	THIERRY	RCH 2
BESACE	XAVIER	RCH 1
BUREAUX	OLIVIER	RCH 1
COLLIN	MATTHIEU	RCH 1
COUDERT	BENJAMIN	RCH 1
GIFFARD	JULIEN	RCH 1
HAUGUEL	FREDERIC	RCH 1
LARRAT	THIBAUT	RCH 1
LAVENANT	VICTORIEN	RCH 1
MAYEU	NICOLAS	RCH 1
POUCHET	FABRICE	RCH 1
POURCHOT	NICOLAS	RCH 1
REBISCHUNG	CYRILLE	RCH 1
SAGEOT	STEPHANE	RCH 1

LE GRAND QUEVILLY

DRAULT	SABRINA	RCH 2
OUBIHI	HICHAM	RCH 1

SOTTEVILLE-LES-ROUEN

ANDRIEU	BLAISE	RCH 2
BOULANGER	NICOLAS	RCH 2

YVETOT

ANDRE	MATHIEU	RCH 2
POPOVITCH	THOMAS	RCH 2

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : Les arrêtés du 27 février 2015 et du 21 juillet 2015 sont abrogés.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,

Pour l'arrêter et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet



Jean-Marc MAGDA

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° *16-113* du *8* **FEV. 2016**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « prévention »

La Préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- l'arrêté du 25 janvier 2006 modifié fixant le guide national de référence relatif à la spécialité « prévention »,
- l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2015 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à exercer la spécialité « prévention » au titre de l'année 2015,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms suivent sont déclarés aptes, au titre de l'année 2016, à exercer la spécialité « prévention »


BENKEMOUN	ANDRE	Directeur départemental
VITALBO	MARC	Directeur départemental adjoint
PORCELLI	PATRICK	PRV 3 Responsable départemental
FILLEBIEN	VALERIE	PRV 3
RONDEAU	JEAN-PIERRE	PRV 3
TROCHU	PAUL	PRV 3
CAPRON	REGIS	PRV 2
CHEVALIER	THIERRY	PRV 2
GONDE	DIDIER	PRV 2
HIS	JEAN-LUC	PRV 2
JUBERT	JOCELYN	PRV 2
LAGON	BENOIT	PRV 2
LATISTE	FABRICE	PRV 2
LEMAIRE	OLIVIER	PRV 2
LEMAITRE	JEAN-MARC	PRV 2
PELICANT	ALAIN	PRV 2
PHILIP	RONAN	PRV 2
ROBERT	YANNICK	PRV 2
ROUTIER	SEBASTIEN	PRV 2
STER	BENOIT	PRV 2
ZABIEGO	FRANCK	PRV 2
PRIGENT	SEBASTIEN	PRV 1
TRAN	VANESSA	PRV 1

Article 2 : L'aptitude peut être retirée temporairement à tout agent non à jour en matière de formation de maintien des acquis.

Article 3 : L'arrêté du 6 janvier 2015 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et le Responsable départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,
 Pour Le sous-préfet par délégation
 Directeur de cabinet


 Jean-Marc MAGDA

SOMMAIRE
ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2015/AGAJ-109	24/12/2015	Arrêté portant délégation de signature à Madame Pauline MASSON chef du service Administration générale – groupement Emplois Activités et Compétences
2016/AGAJ-002	27/01/2016	Arrêté portant constitution d'une régie de recettes pour la vente de matériels
2016/AGAJ-003	27/01/2016	Arrêté portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant



ARRETE N°2015/AGAJ-109
portant délégation de signature à Madame Pauline MASSON
chef du service Administration générale –
groupement Emplois Activités et Compétences

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Pauline MASSON, chef du service Administration générale, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service administration générale,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

ARTICLE 2 :

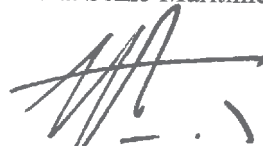
Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à Monsieur le Préfet et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **24 DEC. 2015**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

BUREAU DU COURRIER

- 6 JAN. 2016

**PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME**

Notifié le **13/01/2016**



Pauline MASSON

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



ARRETE N° 2016/AGAJ-002
Portant constitution d'une régie de recettes
pour la vente de matériels

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Le Président du Conseil d'administration, Ordonnateur,

Vu

- le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- la délibération n°2015-CA-41 du Conseil d'administration du 15 octobre 2015 autorisant le Président à signer les actes nécessaires à la création d'une régie de recettes pour la vente de matériels, en application de l'article L 3211-2 du code général des collectivités territoriales ;
- l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 janvier 2016 ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Il est institué une régie de recettes auprès du Groupement des Finances et de la Commande publique du Service Départemental d'Incendie et de Secours (Sdis) de la Seine-Maritime.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à Yvetot, au sein de la Direction départementale, 6 rue du Verger.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits liés à la vente, par le Sdis, de matériels.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants (12) :

1° : Paiement par virement bancaire ;

2° : Paiement par carte bancaire sur le site de vente en ligne ;

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une facture.

ARTICLE 5 : L'intervention du régisseur et son suppléant a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 30 000 €.

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, et au minimum une fois par mois (20).

ARTICLE 8 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès du Trésor Public.

ARTICLE 9 : Le régisseur verse auprès du comptable la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

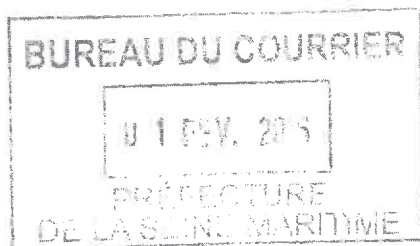
ARTICLE 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le Président du Conseil d'administration et le comptable public assignataire du Sdis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée, notifiée et publiée au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.



YVETOT, le 27 JAN. 2016

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER



ARRETE N° 2016/AGAJ-003
Portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu :

- la délibération n°2015-CA-41 du Conseil d'administration en date du 15 octobre 2015 créant une régie de recettes pour la vente de matériels ;
- l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental en date du 12 janvier 2016.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Madame Béatrice DUFOUR est nommée régisseur titulaire de la régie de recettes créée pour la vente de matériels par le SDIS, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Béatrice DUFOUR sera remplacée par Madame Magali HEBERT mandataire suppléant.

ARTICLE 3 : Madame Béatrice DUFOUR est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 3 800 euros. En sa qualité de mandataire suppléant, Madame Magali HEBERT n'est pas astreinte à constituer un cautionnement.

ARTICLE 4 : Madame Béatrice DUFOUR, régisseur titulaire, percevra une indemnité de responsabilité d'un montant annuel de 320 euros pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 5 : Madame Magali HEBERT, mandataire suppléant, percevra une indemnité de responsabilité d'un montant annuel de 320 euros pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 6 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont conformément à la réglementation en vigueur personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 7 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

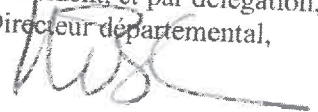
ARTICLE 9 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

ARTICLE 10 : Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et le Payeur Départemental de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 27 JAN 2016

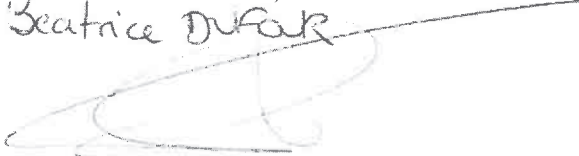
Pour le Président, et par délégation,
Le Directeur départemental,



Colonel André BENKEMOUN

Le Régisseur,

Beatrice DUFAR



Le Mandataire suppléant,

DAGAL HEBON





DELIBERATIONS DU BUREAU ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 13 janvier 2016

Réunion du 27 janvier 2016

Réunion du 05 février 2016

SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
13/01/2016	2016-BCA-03	GEAC	Formation complémentaire des jeunes sapeurs-pompiers volontaires recrutés
13/01/2016	2016-BCA-04	GEAC	Volume horaire des formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA) des sapeurs-pompiers volontaires
13/01/2016	2016-BCA-05	GEAC	Convention de participation aux frais pour le colloque sur la mise en place d'une surveillance des baignades organisé par le Sdis 17
13/01/2016	2016-BCA-06	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires et autorisations à recourir à des transformations de postes budgétaires
13/01/2016	2016-BCA-07	GAGAJ	Autorisation au Président pour la mise en œuvre de la protection fonctionnelle et l'accompagnement d'un agent du Sdis 76 – Dossier PJ/2016-02
13/01/2016	2016-BCA-08	GAGAJ	Cession d'une partie de voirie à la commune de Pavilly pour classement dans le domaine public communal – Régularisation surface
27/01/2016	2016-BCA-11	GAGAJ - GEAC	Convention annuelle de recette cadre avec l'ENSOSP – Autorisation de signature
27/01/2016	2016-BCA-12	GFCP	Actualisation des tarifs et des participations demandés par le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime aux bénéficiaires de certaines prestations
27/01/2016	2016-BCA-13	CFCP	Convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27
27/01/2016	2016-BCA-14	GTI	Sortie d'actif d'un véhicule pour don à l'Ecole Nationale de Police de Rouen Oissel
27/01/2016	2016-BCA-15	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires
27/01/2016	2016-BCA-16	GEAC	Convention de mise à disposition d'un agent du Département au profit du Sdis 76

05/02/2016	2016-CA-01	GFCP	Création d'une autorisation de programme pour l'acquisition des matériels des équipements spécialisées et unités opérationnelles spécifiques
05/02/2016	2016-CA-02	GFCP	Ajustement des autorisations de programme votées
05/02/2016	2016-CA-03	GFCP	Subventions 2016
05/02/2016	2016-CA-04	GFCP	Reprise anticipée de résultats de l'exercice 2015 (budget principal)
05/02/2016	2016-CA-05	GFCP	Budget primitif 2016

N°2016-BCA-03

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FORMATION COMPLEMENTAIRE DES JEUNES SAPEURS-POMPIERS
VOLONTAIRES RECRUTES**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article 78 du décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires précise que les titulaires du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers bénéficient, au titre de la formation initiale, de la validation des formations qu'ils ont reçues durant leur activité de jeunes sapeurs-pompiers.

L'arrêté du 8 octobre 2015, relatif aux jeunes sapeurs-pompiers précise dans :

- l'article 13 que les dispositions de l'arrêté du 10 octobre 2008 (abrogé) précité peuvent rester applicables aux jeunes sapeurs-pompiers ayant débuté le cursus de formation avant l'entrée en vigueur du présent texte jusqu'au terme de leur formation,
- l'annexe 1 (référentiel de formation) précise que l'acquisition de ces compétences fera l'objet d'un complément de formation au moment de l'engagement en qualité de sapeur-pompier volontaire afin de valider la formation adaptée aux missions qui lui seront effectivement confiées.

Ces différents textes imposent au Service départemental d'incendie et de secours de mettre en place des dispositifs de formation spécifiques et adaptés en fonction des unités de valeurs validées.

L'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires indique que les modalités d'organisation de la formation, des évaluations, leur forme et leur contenu sont fixés par l'assemblée délibérante du Service départemental d'incendie et de secours, sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Aussi, après une période expérimentale d'un an, il vous est proposé, pour approbation, la mise en place de la formation complémentaire des jeunes sapeurs-pompiers volontaires recrutés.

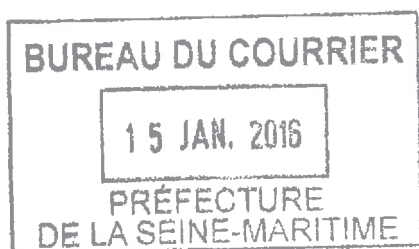
Ce complément de formation est basé sur le principe d'une formation réalisée sous tutorat au sein du centre de secours. Les jeunes sapeurs-pompiers recrutés en qualité de sapeur-pompier volontaire acquerront les connaissances manquantes relatives au module 5 (techniques opérationnelles – opérations diverses) et module 4 (incendie). Ils seront formés dans leurs centres par des formateurs internes.

Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 11 décembre 2015 avec avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

André GAUTIER

N°2016-BCA-04

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**VOLUME HORAIRE DES FORMATIONS DE MAINTIEN ET DE
PERFECTIONNEMENT DES ACQUIS (FMPA)
DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires précise que le maintien dans l'activité peut être conditionné par des formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA). Ces formations ont pour objet la préservation et l'amélioration des compétences.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis sont fixées par le président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis de spécialités sont fixées par les référentiels qui les régissent.

*

* *

Les formations continues sont intégrées au parcours de formation obligatoire du sapeur-pompier volontaire tout au long de son engagement et sont nécessaires pour tenir des activités en particulier à caractère opérationnel.

Les sapeurs-pompiers volontaires effectuent, tout au long de leur engagement, de la FMPA dont l'objectif est le maintien voire l'amélioration des compétences de chacun.

Ces FMPA peuvent être organisées au niveau national, zonal, départemental, territorial ou au sein du centre de secours.

Lorsqu'un sapeur-pompier volontaire effectue une garde au sein d'un centre mixte, au même titre que le sapeur-pompier professionnel, il participe à la manœuvre de la garde.

*

* *

Au titre de la FMPA, les sapeurs-pompiers volontaires participent à des manœuvres régulières dont les contenus pédagogiques sont conformes au programme départemental et fixés par le chef de centre.

Le volume horaire de ces manœuvres est fixé à **40h par an pour chaque SPV**, réparties de la façon suivante :

➤ **Module Secours d'urgence aux personnes (SUAP) :** Thèmes conformes au référentiel interne de formation équipier véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV)
Exemples : massage cardiaque externe, brancardage, bilans.

➤ **Module Incendie :**
Exemples : techniques de lances, phénomènes thermiques, passage à Vulcain, appareil respiratoire isolant.

➤ **Module Divers :** Techniques opérationnelles – actualités
Exemples : ouverture de porte, secours routier, mise en œuvre de nouveaux matériels, lot de sauvetage et de protection contre les chutes.

➤ **Module Conduite :** Utilisation des engins d'incendie et de secours (conduite, pompe...)
Exemples : FMPA Conduite engin-pompe (COD1), Conduite de niveau 6 (COD 6) – Fourgon Pompe Tonne (FPT) – conduite VSAV.

La pratique de l'activité physique et sportive pour les sapeurs-pompiers volontaires fait partie intégrante des activités de la formation continue et doit être favorisée par le chef de centre.

- **Module Indicateurs de la condition physique (ICP) :** les sapeurs-pompiers volontaires doivent réaliser les indicateurs de la condition physique une fois par an.

TYPE DE MODULE	VOLUMEHoraire
Module SUAP	6 H
Module Incendie :	34 H (réparties entre les différents modules en fonction du programme)
Module Divers	
Module Conduite	
Total	40 H
Module ICP	2H

Le maintien en activité opérationnelle est lié à la réalisation de la FMFA.

Les volumes horaires consacrés à l'encadrement des FMFA et des ICP assurés par le formateur ne sont pas comptabilisés dans son contingent de 40 H de FMFA.

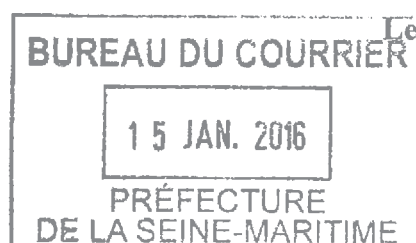
Le comité technique s'est prononcé le 23 novembre 2015 avec avis défavorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration,

Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu le 11 décembre 2015 un avis favorable à l'unanimité.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°2016-BCA-05

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTICIPATION AUX FRAIS
POUR LE COLLOQUE SUR LA MISE EN PLACE
D'UNE SURVEILLANCE DES BAINNADES ORGANISE PAR LE SDIS 17**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime (Sdis 17) a organisé un colloque sur la mise en place d'une surveillance de baignade les 26 et 27 novembre 2015. Trois agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ont participé à l'évènement.

Il est proposé au Sdis 76, une convention de participation aux frais engagés par le Sdis 17 pour l'organisation du colloque. A ce titre, le Sdis 76 devra s'acquitter d'une somme forfaitaire de 50 euros par personne.

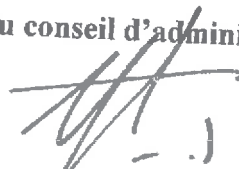
Dans ce cadre, il convient d'approuver les termes de la convention ci-jointe et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

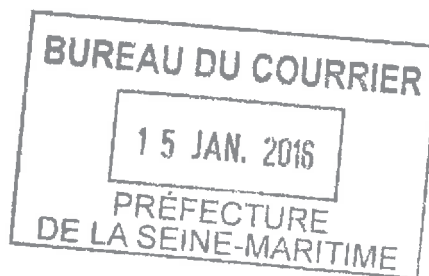
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ci-jointe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



N°2016-BCA-06

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES ET
AUTORISATIONS A RECOURIR A DES TRANSFORMATIONS
DE POSTES BUDGETAIRES**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

a) au sein de la filière des sapeurs-pompiers

- 1 poste de sergent transformé en poste d'adjudant,
- 6 postes de caporal transformés en postes de caporal-chef.

b) Au sein de la filière administrative

- 1 poste de technicien transformé en poste d'attaché,
- 1 poste d'agent de maîtrise transformé en poste d'adjoint technique 2^{ème} classe.

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par un non titulaire recruté sur la base de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Pour une durée d'un an ou trois ans selon le grade :

- chef de service administration et finances, rédacteur principal de 1^{ère} classe à attaché au groupement Est,
- chef de service maintien en fonctionnement des bâtiments et réseaux, technicien principal de 1^{ère} classe à ingénieur au groupement Technique et immobilier,
- infirmier sapeur-pompier professionnel au groupement Ouest,
- chargé de mission TIC et communication, attaché au service Communication.

Ces modifications sont inscrites dans le tableau, ci-joint.

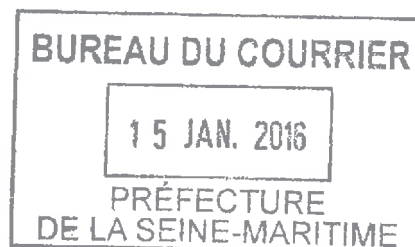
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



N°2016-BCA-07

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION AU PRESIDENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ET L'ACCOMPAGNEMENT
D'UN AGENT DU SDIS 76 – DOSSIER PJ/2016-02**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément à la délibération du conseil d'administration du 27 mai 2015 portant délégation de compétences, le Bureau doit donner au président, une autorisation pour mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents du Service départemental d'incendie et de secours.

En effet, l'art 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que « les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales ». Cette garantie est également étendue aux non-titulaires.

Aussi, les agents publics bénéficient de la protection de leur administration contre les attaques dont ils sont victimes à l'occasion de leurs fonctions mais également lorsque leur responsabilité est mise en cause à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de toute faute personnelle détachable du service.

*

**

Le 03 mai 2015, madame Sabrina Hubert et messieurs Bruno Aubry et Alaric Vaxelaire, sapeurs-pompiers affectés au centre d'incendie et de secours de Rouen-Gambetta ont été engagés pour dégager une personne bloquée dans un ascenseur sur la commune de Rouen.

Alors que les sapeurs-pompiers arrivaient sur les lieux avec leur véhicule, un individu a donné un coup de pied dans leur véhicule et les a insulté. Une fois leur véhicule stationné, les sapeurs-pompiers se sont dirigés vers l'ascenseur où il n'y avait personne. Ce même individu a de nouveau insulté les sapeurs-pompiers et a craché sur la veste de l'un d'eux.

Une enquête a été diligentée par les services de police Rouen contre les auteurs de ces faits. A ce jour, cet individu a été identifié et une audience se tiendra devant le tribunal correctionnel de Rouen le 2 février 2016.

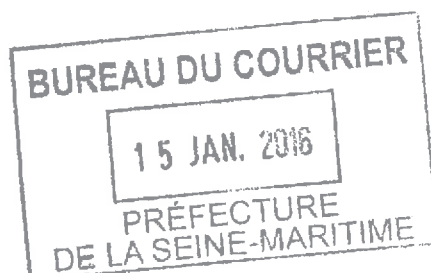
Aussi, je vous demande de m'autoriser à mettre en œuvre la protection fonctionnelle dans le cadre de ce dossier, soit :

- prendre tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires pour accompagner madame Sabrina Hubert et messieurs Bruno Aubry et Alaric Vaxelaire,
- recourir le cas échéant au service d'un avocat,
- engager les frais relatifs à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized, handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and strokes.

André GAUTIER

N°2016-BCA-08

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CESSION D'UNE PARTIE DE VOIRIE A LA COMMUNE DE PAVILLY
POUR CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL –
REGULARISATION SURFACE**

Le 13 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Par délibération du Conseil d'administration du 17 novembre 2010, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) avait donné son accord à la cession de 280 m² du terrain d'assiette du centre d'incendie et de secours de Pavilly au profit de la commune afin qu'elle puisse le classer dans son domaine public.

L'emprise foncière a fait l'objet d'une division cadastrale et d'une renumérotation. En effet, les parcelles initiales cadastrées section AT 314 et AT 803 d'une superficie totale de 20a 03ca sont désormais cadastrées section AT 979 et AT 978 (15a 93ca – emprise du centre d'incendie et de secours) comme figurant sur le plan joint.

La parcelle cadastrée section AT 979 de 415 m² destinée à la cession ne correspondant plus pour sa superficie aux termes de la délibération prise par le Sdis 76, il convient de délibérer à nouveau afin de permettre la cession.

Ainsi, il vous est proposé d'autoriser la cession de la parcelle cadastrée section AT 979 d'une superficie de 415 m² au profit de la commune de Pavilly et d'autoriser le président à valider le mode de cession et à régulariser la cession par la signature de tous les actes nécessaires.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 15.09.2011
 Numéro d'ordre du registre de constatation des droits : 15.09.2011

Cachet du service d'origine :

Rouen, 15.09.2011

Mme FRUITIERE V
 technicien géomètre

CERTIFICATION
 (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
 B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 11-04-2011 par M. Eric LARSON géomètre à LA VAUPALIERE.
 Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6483

A Colonel Eric RENE, le 15.09.2011

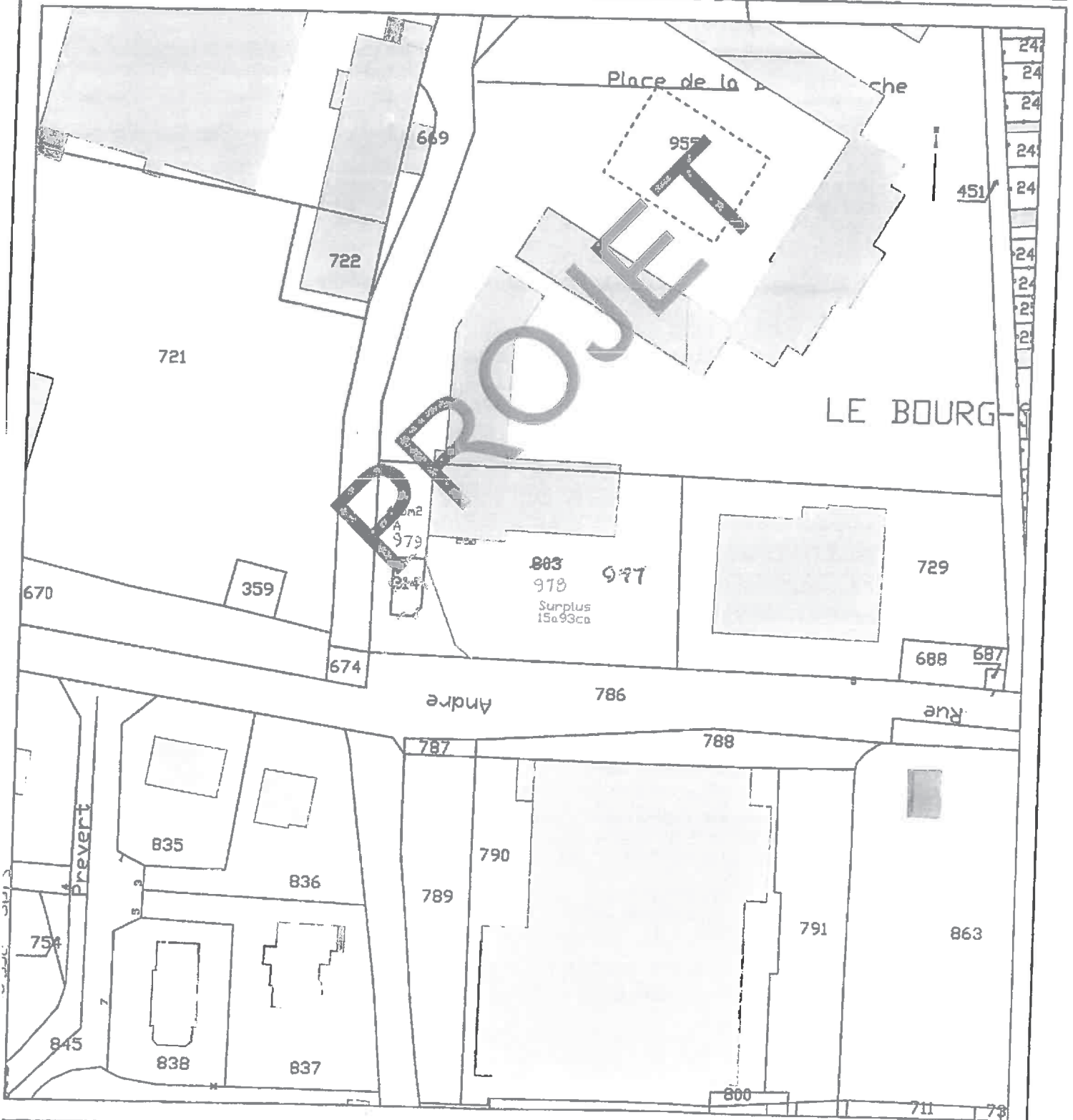
Section : AT
 Qualité du plan :

Echelle d'origine : 1/1000
 Echelle d'édition : 1/1000
 Date de l'édition : 21/08/2011
 Support numérique :

Document d'arpentage dressé par M. Eric LARSON
 à : LA VAUPALIERE
 Date : 21/08/2011
 Signature : Eric LARSON

(1) Payer les mémoires dus. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (plan révisé par voie de mise à jour), dans le cas contraire, les propriétaires peuvent avoir effectué par ailleurs le piquetage.
 (2) Casité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc.).
 (3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (propriétaire, avocat représentant, etc.).

Colonel Eric RENE



N°2016-BCA-I1

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION ANNUELLE DE RECETTE CADRE AVEC L'ENSOSP –
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers organise annuellement des actions de formation au bénéfice des officiers du Sdis 76.

Ce partenariat prend, pour ses aspects financiers, la forme d'une convention de recettes cadre annuelle, faisant suite à la tarification des formations par le Conseil d'administration de l'ENSOSP.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

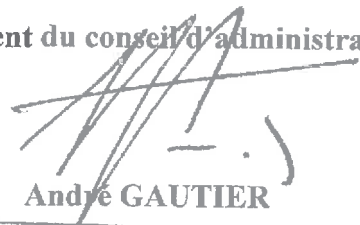
Les dépenses seront imputées sur le chapitre 011 « Charges à caractère général » du budget du Service départemental d'incendie et de secours.

*

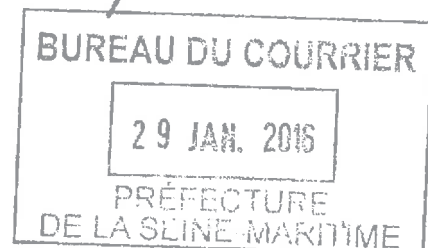
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER





Convention de recettes cadre n° 2016-82 - RC - SDIS 76

Entre les soussignés :

L'École Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers,
située au 1070, rue du Lieutenant Parayre, BP 20316, 13798 AIX-EN-PROVENCE cedex 3,
déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 93.13.14092.13 auprès du Préfet de région de
Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET n° 180 092 496 000 25,

Représentée par le Directeur de l'ENSOSP,

Ci-après dénommée « l'ENSOSP »,

D'une part,

Et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de SEINE MARITIME
situé 6, Rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDIX

Représenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

Organisme de formation n° 2396 800 3176, SIRET n° 287 600 019 000 49

D'autre part,

Vu le décret n° 2004-502 du 7 juin 2004 relatif à l'École Nationale Supérieure
des Officiers de Sapeurs-Pompiers ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'ENSOSP approuvant le règlement intérieur, en
date du 28 juin 2007 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'ENSOSP approuvant, le règlement de
scolarité, en date du 24 avril 2008 ;

Vu la délibération du conseil de perfectionnement de l'ENSOSP approuvant le règlement des
évaluations en date du 27 février 2008 ;

Vu le calendrier des formations ;

Il est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET ET CONTENU DE LA CONVENTION

Le « bénéficiaire » confie à l'ENSOSP la charge d'organiser les actions de formation répertoriées au calendrier annuel de l'ENSOSP. Les agents du bénéficiaire s'inscrivent à ces formations selon les modalités prévues au dit calendrier.

À ce titre, l'agent placé sous l'autorité du directeur de l'ENSOSP durant sa scolarité en sa qualité de stagiaire, d'élève ou d'auditeur est soumis au règlement intérieur, aux règlements de scolarité et d'évaluation en vigueur au sein de l'établissement. Il est tenu de se conformer aux instructions et consignes qui lui sont données. En cas d'incidents répétés ou de manquement grave, le Directeur de l'ENSOSP pourra prendre des mesures d'ordre intérieur pouvant aller jusqu'à l'exclusion de l'établissement afin de préserver le bon fonctionnement de l'école.

Pour les seules formations d'intégration, l'autorité détenue par le directeur de l'ENSOSP s'étend aux champs suivants : l'accomplissement des actions de formation, la représentation officielle de l'ENSOSP sur le territoire français et à l'étranger et lors des manifestations sportives.

ARTICLE 2 – SCOLARITÉ

Le directeur de l'ENSOSP informe dans les meilleurs délais l'employeur de tout incident ou accident rencontré durant la formation par les élèves, les stagiaires et les auditeurs. Le directeur peut émettre à l'attention des autorités d'emploi un avis circonstancié sur le savoir être et la manière de servir des élèves, des stagiaires et des auditeurs au cours de leur scolarité ou de leur stage.

ARTICLE 3 – VALIDITÉ – ANNULATION DES INSCRIPTIONS

Le calendrier annuel de l'ENSOSP, les demandes d'inscription transmises par le bénéficiaire et la tarification annuelle de l'ENSOSP valent pièces contractuelles et font partie intégrante de la présente convention.

En cas de maladie grave ou de décès, l'inscription individuelle du stagiaire à une formation devient caduque.

Les annulations de présence aux formations doivent être communiquées par lettre recommandée ou par télécopie ou courriel à l'ENSOSP, 15 jours calendaires avant le début de la formation. Dans ce cas, seuls les droits d'entrée seront facturés au SDIS. Passé ce délai, viendront s'ajouter les frais pédagogiques et les frais fixes. En cas d'absence constatée du candidat le 1^{er} jour du stage viendra s'ajouter le forfait logistique commandé pour la semaine en cours. Le SDIS bénéficiaire peut proposer, en remplacement, un autre candidat pour cette formation et seuls les droits d'entrée seront à nouveau facturés.

En cas de force majeure, dûment justifiée, l'ENSOSP pourra exonérer partiellement ou totalement les frais de stage.

ARTICLE 4 – TARIFICATION

4.1 – Tarif en vigueur

Les tarifs concernant les actions de formation sont arrêtés par délibération du Conseil d'Administration de l'ENSOSP et disponibles sur le portail internet de gestion des formations « FORMALTIS » de l'ENSOSP.

La tarification appliquée sera celle en vigueur au 1^{er} jour du stage.

Le bénéficiaire a l'autorisation de ne pas recourir à la prestation complète de restauration et d'hébergement et dans ce cas, il lui sera facturé uniquement les repas de midi. Dans le cas inverse, les frais logistiques seront facturés selon les tarifs en vigueur suivant la prestation commandée.

L'option retenue devra être portée obligatoirement dans l'imprimé « commande de formation valant inscription ». Les frais logistiques correspondants seront facturés selon les tarifs en vigueur au 1^{er} jour du stage.

4.2 – Conditions

Hors les frais logistiques, les autres dépenses s'attachant à l'action de formation sont dues intégralement sur la base du forfait ; sauf pour les stagiaires qui sont dispensés de certains modules de formation pour lesquelles une proratisation sera appliquée.

L'ENSOSP se réserve le droit de modifier le calendrier des formations si nécessaire et dans ce cas le SDIS bénéficiaire ne sera pas facturé si des stagiaires préalablement inscrits sont dans l'incapacité de pouvoir se réinscrire sur d'autres sessions de formation.

4.3 – Formations et modules non programmés

Ces actions feront l'objet d'un tarif spécifique. Un devis sera préalablement transmis au bénéficiaire pour acceptation.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PAIEMENT

Le règlement des formations s'effectue en fin de stage.

Pour le règlement de ces actions de formation, l'ENSOSP, ordonnateur, émet un titre de recette accompagné de l'attestation de présence du stagiaire.

Le comptable assignataire chargé des encaissements est l'agent comptable de l'ENSOSP.

Les encaissements seront effectués sur le compte de l'ENSOSP n° 10071 13000 00001006415 05 TR PUFRP1 ouvert à la Trésorerie Générale de Marseille.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ - ASSURANCES

Le stagiaire, durant la formation ainsi que pendant les trajets aller et retour pour se rendre sur les lieux de formation, continue à relever du régime des accidents du travail, comme s'il assurait un service normal au sein de sa collectivité.

En cas d'accident de trajet ou hors formation, le bénéficiaire est tenu de prendre contact le plus rapidement possible avec le responsable du stage au sein de l'ENSOSP. En cas d'accident durant la formation, l'ENSOSP s'engage à en aviser dès que possible le bénéficiaire.

Chaque co-contractant reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Le bénéficiaire et l'ENSOSP assument toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'ils encourent envers les tiers et leurs ayants droits, en application du droit commun, en raison de tout dommage corporel matériel et immatériel causé aux tiers notamment par les stagiaires ou leur matériel ainsi que par le personnel ou le matériel placé sous leur direction ou leur garde.

ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE

L'ENSOSP se réserve le droit de sous-traiter tout ou partie des actions de formation.

ARTICLE 8 – DURÉE

La convention est conclue pour la période du **1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017**.

ARTICLE 9 – MODIFICATION, RÉSILIATION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

L'ENSOSP se réserve le droit de résilier cette convention avant son terme, en cas de manquement aux obligations du bénéficiaire et/ou du stagiaire.

Cette résiliation n'a pas d'effet rétroactif et s'entend sous réserve des dispositions prévues aux pièces mentionnées à l'article 3.

Tout litige portant sur l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

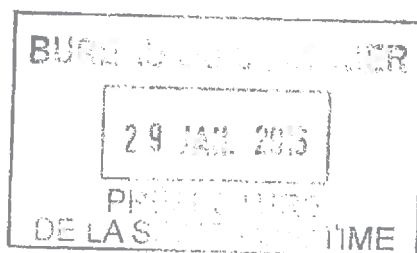
Fait en 2 exemplaires à Aix-en-Provence, le 18 décembre 2015

Monsieur le Président
du Conseil d'Administration,

Le Directeur de l'ENSOSP,

(Nom et qualité)
(Cachet)

Colonel Francis MENÉ



N°2016-BCA-12

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS ET DES PARTICIPATIONS DEMANDES PAR LE
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME AUX BENEFICIAIRES DE CERTAINES PRESTATIONS**

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.1424-42 du Code général des collectivités territoriales en ses alinéas 1 et 2, dispose que « *le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L.1424-2.*

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration ».

En dehors des dispositions de conventions particulières (conventions interdépartementales d'assistance mutuelle avec les Sdis limitrophes, conventions de surveillance des baignades et des activités nautiques, ...) ou de tarifs fixés par voie réglementaire, le Service départemental d'incendie et de secours procède à la facturation de participation aux frais essentiellement en raison d'intervention de secours mais également au titre de l'activité de formation.

L'actualisation des prestations facturées au titre des activités de formation est intervenue par délibération en septembre dernier¹, tant s'agissant des frais de restauration et d'hébergement que pour ce qui concerne la location de salles ou la mise à disposition de moyens pédagogiques.

L'objet du présent rapport est de procéder à la révision annuelle des tarifs pratiqués dans le domaine des secours, dans le cadre des dispositions suivantes :

- assurer de manière exceptionnelle, en particulier lorsque les moyens du gestionnaire des routes ne sont pas disponibles, à titre gratuit les interventions pour le dégagement des voies publiques ;
- facturer sur barème les interventions dont l'urgence n'est pas caractérisée et ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime ;
- facturer auprès des bénéficiaires lorsque la loi l'autorise les petits matériels détériorés et les consommables (émulseurs, barrage, poudres extincteurs, ...) à leur valeur de remplacement.

Considérant l'évolution des prix à la consommation et l'augmentation des charges de structure, une actualisation des tarifs à hauteur de 0,3% (arrondi à l'euro supérieur) est proposée, applicable à compter du 1^{er} mars 2016.

¹ Délibération n°2015-BCA-53 du 09 septembre 2015.

	Tarif 2015	Tarif 2016	2015 et 2016
TYPE DE SORTIE NON URGENTE HORS SECOURS A PERSONNE	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT	PLUS DE 2 HEURES OU SANS FORFAIT
Ouverture de porte	261 €	262 €	Sans objet
Inondation de locaux	261 €	262 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées Hors lieux publics qui restent gratuits	104 €	105 €	Forfait quelle que soit la durée et les moyens engagés
Pollution	261 €	262 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels
Réquisitions de l'autorité judiciaire	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels
Ascenseurs	261 €	262 €	Sans objet
Service de sécurité	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels
Prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objet flottant	261 €	262 €	Sans objet
TARIF HORAIRE DE MOBILISATION DES MATÉRIELS Toute heure commencée est due. La durée est calculée de l'horaire de départ à l'horaire de retour au CIS			
Type d'engin	Tarif 2015	Tarif 2016	Observations
FPT	261 €	262 €	Y compris engins assimilés (FPTL, FPTSR, FPT, FPTGP...)
EPS / BEA	261 €	262 €	
CCF	261 €	262 €	Y compris engins assimilés (CCR, CCI...)
MPE	166 €	167 €	Y compris tous les moyens légers d'épuisement... (VTU + REP)
HYDROSUB (CEDGP)	365 €	366 €	
VTU	104 €	105 €	
VRT	261 €	262 €	Tous les engins risques technologiques (FRT, Cellule Dépollution...)
Autres véhicules (VSAV, VPC, VSAQ, Cellule...)	261 €	262 €	
VL / VLR / VLHR / VLRTC	105 €	106 €	
FMOGP	365 €	366 €	
FRAIS DE GESTION par facture émise	35 €	35 €	

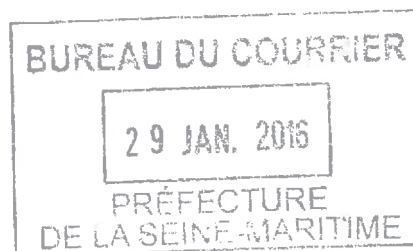
*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2016-BCA-13

- Membres théoriques
: 5
- Membres en exercice
: 5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE
LE SDIS 76 ET LE SDIS 27**

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Afin de mutualiser leurs achats le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27) proposent la formation d'un groupement de commandes.

Ce groupement vise à la réalisation de consultations conjointes ayant pour objet l'achat de :

- matériels opérationnels et fournitures de petit équipement pour les opérations de secours à personne, diverses et de lutte contre les incendies,
- effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administratives et techniques,
- équipements de protection individuels et collectifs,
- équipements et tenues pour les équipes spécialisées,
- maintenance des équipements et matériels d'incendie et secours,
- matériels de transport et matériel mobile d'incendie et de secours.

La convention constitutive, dont le projet est annexé, au présent rapport :

- définit les modalités de fonctionnement du groupement,
- désigne le coordonnateur par type d'achat et fixe ses missions,
- précise les obligations des membres, du lancement de la consultation jusqu'à la phase d'exécution de chaque marché.

Pour l'année 2016, eu égard aux marchés qui arrivent à échéance, le groupement de commandes sera limité aux marchés spécifiés dans la convention à savoir ceux relatifs aux équipes spécialisées et à l'habillement. Pour ces derniers, le Sdis 76 en sera le coordonnateur.

Pour les marchés supérieurs aux seuils européens, une Commission d'appel d'offres (CAO) *ad hoc* sera constituée et composée d'un représentant de la CAO de chaque membre du groupement élu parmi ses membres ayant voix délibérative. Cette CAO sera présidée par le représentant du coordonnateur.

L'ensemble des coûts de procédure relatifs au montage et au fonctionnement du groupement concerné est supporté par le coordonnateur désigné. Les missions du coordonnateur ne donnent lieu à aucune rémunération.

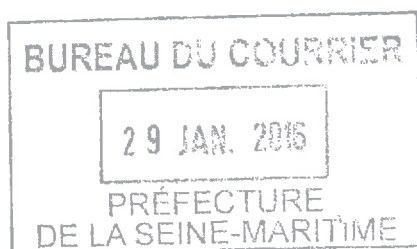
Conformément aux dispositions de l'article 8.VII.1 du code des marchés publics, le Sdis 27 et le Sdis 76, chacun pour ce qui le concerne, s'assurera de la bonne exécution du marché.

Ce groupement est conclu pour une durée indéterminée.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

André GAUTIER

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR PLUSIEURS MARCHES DE FOURNITURES ET SERVICES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics, la présente convention constitutive définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes constitué pour plusieurs consultations à lancer, clairement identifiées à l'article 1, pour satisfaire les besoins conjoints du service départemental d'incendie et de secours de l'Eure et du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

La présente convention est conclue entre :

D'UNE PART

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux – CS 70613 - 27006 Evreux Cedex, représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de l'Eure, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 25 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 27 »

ET D'AUTRE PART

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de la Seine-Maritime, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du [jour mois année], ci-après dénommé « le SDIS 76 »

Les entités visées ci-dessus étant collectivement dénommées « les membres »

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Objet

La présente convention crée un groupement de commandes tel que prévu au VII-1^o de l'article 8 du code des marchés publics en vue du lancement de plusieurs consultations conjointes ayant pour objet l'achat de :

- matériels opérationnels et petits équipements pour les opérations de secours à personne, de lutte contre les incendies et les opérations diverses ;
- effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administratives et techniques ;
- équipements de protection individuelle et collective ;
- équipements et tenues pour les équipes spécialisées ;
- maintenance des équipements et matériels d'incendie et de secours ;
- matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours.

Article 2 : Modification de la présente convention

La présente convention peut subir des modifications qui ne sauraient être rétroactives. Ces modifications prennent la forme juridique d'un avenant et doivent être acceptées par les membres du groupement.

L'adhésion au groupement est possible par avenant, après acceptation par l'ensemble des membres du groupement.

Article 3 : Modalités de fonctionnement du groupement

L'adhésion au groupement résulte de l'initiative spontanée de chacun des membres. L'adhésion et la sortie dudit groupement s'effectuent pour chacun des membres par décision de l'organe délibérant. Une copie de cette décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Le membre sortant supporte les conséquences financières, le cas échéant.

Lorsqu'un membre propose une consultation conjointe, les autres membres s'autorisent à refuser cette proposition, notamment au regard du faible intérêt financier ou de la contrainte administrative induite.

Article 4 : Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement sera pour l'année 2016 :

- pour les besoins relatifs aux équipements et tenues pour les équipes spécialisées : le SDIS 27, représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du CASDIS de l'Eure ;
- pour les besoins relatifs aux effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique : le SDIS 76, représenté par Monsieur André Gautier, Président du CASDIS de la Seine-Maritime.

Pour les autres projets d'achats, le coordonnateur sera désigné par avenant après délibération des assemblées délibérantes des membres du groupement.

Article 5 : Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des marchés publics, à la passation du marché public.

A ce titre, il doit notamment assurer :

- la rédaction du marché public et sa communication aux membres du groupement en vue de la validation commune ;
- la consultation des opérateurs économiques ;
- le secrétariat de la commission d'appel d'offres ;
- la rédaction du rapport d'analyse des offres ;
- l'information des candidats non retenus ;
- la signature du marché ;
- la rédaction du rapport de présentation et transmission au contrôle de légalité ;
- la notification du marché au titulaire ;
- la publication de l'avis d'attribution ;
- le règlement à l'amiable des litiges nés à l'occasion de la passation du marché ;
- l'action en justice tant en demande qu'en défense pour les litiges nés à l'occasion de la passation du marché.

Le coordonnateur assure les opérations relatives à l'exécution administrative des marchés, notamment en matière de reconduction, d'avenants ou de marchés complémentaires éventuels.

Article 6 : Dispositions relatives à l'attribution du marché

L'analyse des offres est réalisée conjointement par les membres du groupement.

Un représentant de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de chaque membre du groupement est élu parmi ses membres ayant voix délibérative.

La CAO est présidée par le représentant du coordonnateur.

Le coordonnateur procédera à la convocation des membres de la CAO du groupement et assurera le secrétariat de ladite commission.

Les marchés inférieurs aux seuils européens seront passés selon une procédure adaptée, conformément au Code des marchés publics. Dès lors, la personne habilitée à signer les marchés à procédure adaptée du

membre coordonnateur est habilitée à signer les marchés du groupement de commandes passés selon une procédure adaptée.

Toutes les consultations lancées en procédure adaptée pourront faire l'objet d'une négociation conformément aux dispositions du Code des marchés publics. Les modalités de négociation seront précisées dans chaque règlement de consultation.

Article 7 : Achèvement des missions du coordonnateur

Le coordonnateur rend compte de ses missions par la communication aux autres membres du groupement, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'un rapport présentant le bilan des missions lui incombant.

Article 8 : Obligation des membres concernant l'exécution des marchés

Les membres assurent chacun en ce qui les concerne l'ensemble des opérations relatives à l'exécution des marchés, notamment en matière d'émission des bons de commande.

Article 9 : Conditions financières

L'ensemble des coûts de procédure relatifs au montage et au fonctionnement du groupement de commandes est supporté par le coordonnateur concerné. Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

Chaque membre prend en charge le paiement de ses commandes auprès du titulaire du marché.

Article 10 : Durée du groupement

Les relations contractuelles issues de la présente convention prennent effet à compter de la signature du dernier des membres.

Le groupement de commande est constitué pour une durée indéterminée.

Article 11 : Litiges

A défaut d'accord amiable entre les membres, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rouen.

La présente convention est établie en autant d'exemplaires que de membres.

A Evreux, le

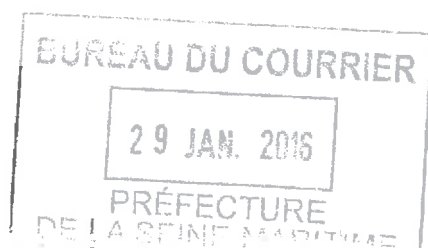
Le Président du CASDIS de l'Eure

Sébastien LECORNU

A Yvetot, le

Le Président du CASDIS de la Seine-Maritime

André GAUTIER



N°2016-BCA-14

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SORTIE D'ACTIF D'UN VEHICULE POUR DON A L'ECOLE NATIONALE
DE POLICE DE ROUEN OISSEL**

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La sortie de l'actif du service du véhicule de secours et d'assistance aux victimes suivant est proposée :

N° Inventaire comptable	Année	Marque-modèle	Immat.	Km	Prix d'acquisition
2006000000154	2006	Renault Master L3H2	2553 YK 76	83 176	64 296,54 €

Ce véhicule n'a plus vocation à être utilisé par le service. Plutôt que d'être vendu comme initialement prévu, il est proposé de faire don de l'engin à l'Ecole nationale de police de Rouen-Oissel (ENP), dans le cadre des relations partenariales avec cette institution.

L'ENP souhaite en effet disposer, pour un usage interne uniquement, d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, lequel serait affecté à leur infirmerie pour la prise en charge d'éventuels élèves blessés sur leur site.

Les frais de transfert, ainsi que l'ensemble des futurs frais de gestion de ce véhicule sont laissés à l'entière charge de l'Ecole nationale de police de Rouen-Oissel.

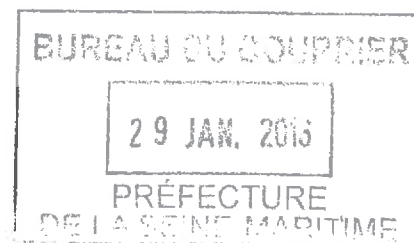
*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le don d'un véhicule de type « VSAV » à l'Ecole nationale de police de Rouen Oissel ainsi que la signature par le président de tous les documents nécessaires à cette opération.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2016-BCA-15

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par un non titulaire recruté sur la base de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

Pour une durée d'un an :

- Assistant administratif, adjoint administratif de 1^{ère} classe au groupement Prévention ;
- Electromécanicien, adjoint technique de 1^{ère} classe au groupement Sud ;
- Adjoint au chef de service, rédacteur au service Communication.

Ces modifications sont inscrites dans le tableau, ci-joint.

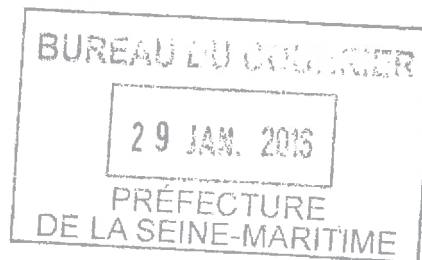
*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André BAUTIER



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES AU 1er mars 2016

EFFECTIFS		POSTES BUDGÉTAIRES				PRÉVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/03/2016			ECART POURVUS / BUDGÉTAIRES
		BCA du 13/01/2016	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 05/02/2016	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
A1	Colonel	3			3	2	0	2	-1
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1
	Capitaine	36			36	36	0	36	0
B1	Lieutenant hors classe	6			6	6	0	6	0
B2	Lieutenant 1ère classe	40			40	39	0	39	-1
B3	Lieutenant 2ème classe	34			34	28	0	28	-6
C1	Adjoints	179			179	179	0	179	0
	Sergents	239			239	227	0	227	-12
C2	Caporal-chef	37			37	37	0	37	0
	Caporal	193			193	192	0	192	-1
C3	Sapeur 1° classe	114			114	113	0	113	-1
FILIERE SPP hors SSSM		913	0	0	913	890	0	890	-23
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	1			1	1	0	1	0
	Médecin de 1ère classe	1			1	0	1	1	0
	Pharmacien 1ère classe	1			1	1	0	1	0
	Pharmacien 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A2	Infirmier d'encadrement	1			1	1	0	1	0
B1	Infirmier-chef	2			2	2	0	2	0
B2	Infirmier principal	1			1	1	0	1	0
B3	Infirmier	1			1	0	1	1	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	8	2	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	0			0	0	0	0	0
A2	Attachés Territoriaux	14			14	9	5	14	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	30	4	34	-2
C	Adjoints Administratifs	99			99	94	5	99	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		149	0	0	149	133	14	147	-2
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	9			9	6	3	9	-1
B	Techniciens territoriaux	29			29	21	8	27	-2
C1	Agents de Maîtrise	26			26	24	1	25	-1
C2	Adjoints Techniques*	39			39	34	3	37	-2
FILIERE TECHNIQUE		103	0	0	103	84	13	97	-6
TOTAUX		1176	0	0	1176	1116	29	1145	-31
Emplois temporaires	Sapeur 1° classe	8			8	0	0	0	-8
	Lieutenant 2ème classe	1			1	0	0	0	-1
	Sergent-chef	1			1	1	0	1	0
		10	0	0	10	1	0	1	-9

	nombre
contractuels	9
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	10
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	1
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité...)

N°2016-BCA-16

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 5
- Votants : 5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU DEPARTEMENT
AU PROFIT DU SDIS 76**

Le 27 janvier 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 28 décembre 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le département de la Seine-Maritime met à disposition du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à titre gracieux, madame Angélique TURMEL au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe. Elle assurera les fonctions de gestionnaire administrative au sein du groupement Emplois, Activités et Compétences pour une durée de 8 mois à compter du 1^{er} février 2016.


Les modalités de cette mise à disposition sont détaillées dans la convention jointe en annexe.

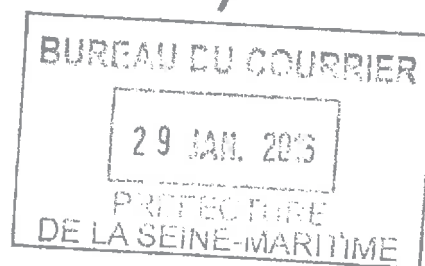
Il convient d'approuver les termes de la convention ci-jointe et d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

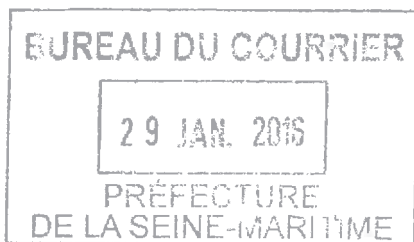
*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER





CONVENTION

CONCERNANT LA MISE A DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE DEPARTEMENTAL AUPRES DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME

Article 1^{er} –

Le Département met à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime un fonctionnaire territorial relevant de la catégorie B de la filière administrative afin d'occuper les fonctions de gestionnaire administratif.

Cet agent sera mis à disposition à compter du 1^{er} février 2016 pour une période de 8 mois, soit jusqu'au 30 septembre 2016 inclus.

Article 2 –

Le fonctionnaire départemental mis à disposition en application de la présente convention est placé pour son emploi sous l'autorité du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime.

Celui-ci fixe l'organisation de son service et de ses congés par référence aux règles en vigueur au sein de la collectivité d'accueil.

Article 3 –

Le fonctionnaire mis à disposition demeure soumis aux règles de gestion propres au cadre d'emplois auquel il appartient.

Les pouvoirs de nomination, de notation et de discipline relèvent du Président du Département.

Article 4 –

La rémunération du fonctionnaire mis à disposition correspond au grade et à l'échelon qu'il détient en qualité de fonctionnaire territorial.

Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à l'indemnisation des frais ou sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions.

Article 5 –

Le Département de la Seine-Maritime assure la charge des indemnités en cas de maladie, d'accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions et des allocations temporaires d'invalidité. Le régime d'indemnisation de la Fonction Publique Territoriale s'applique dans ces cas.

Article 6 –

L'agent mis à disposition bénéficie des mêmes possibilités de formation que celles offertes aux agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime. Les frais de formation inhérents à sa fonction seront supportés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime.

Article 7 –

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime est exonéré du remboursement au Département de la rémunération, des charges sociales et des frais de formation de l'agent mis à disposition.

Article 8 –

L'interruption de la mise à disposition de ce fonctionnaire est prononcée par décision du Président du Département. Elle peut être faite :

- sous réserve d'un préavis de 2 mois maximum :
 - à la demande de l'agent
 - à la demande du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime
 - à la demande du Président du Département
- sans préavis,
 - pour raisons disciplinaires par accord entre le Président du Département et le Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime.

Article 9 –

La présente convention est conclue pour la période du 1^{er} février 2016 au 30 septembre 2016 inclus.

Elle peut être modifiée pendant cette période d'un commun accord entre les parties.

Fait à Rouen, le

Le Président
du Service Départemental d'Incendie et de
Secours de la Seine Maritime

André GAUTIER

Le Président du Département

Pascal MARTIN

**DENOMINATION DU FONCTIONNAIRE DEPARTEMENTAL
MIS A DISPOSITION du 1^{ER} FEVRIER 2016 AU 30 SEPTEMBRE 2016**

Région Haute Normandie

NOM - Prénom	Grade	Période	Durée de temps de travail pour le SDIS De Seine Maritime
TURMEL ANGÉLIQUE	Rédacteur territorial principal 2 ^{ème} classe	01/02/2016 au 30/09/2016	100%

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
1
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME POUR L'ACQUISITION
DES MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES ET
UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES**

Le 05 février 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 janvier 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

M. Luc LEMONNIER à M. Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAudeau-RAINOT.
MM. Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Capitaine André HENRY - représenté, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La réponse opérationnelle du Service départemental d'incendie et de secours face aux risques particuliers présents sur le territoire s'appuie pour partie sur l'engagement d'équipes spécialisées ou d'unités opérationnelles spécifiques. Chaque type de risque particulier nécessite en effet, des compétences, des techniques et une dotation en matériels adaptée.

Dans le cadre des dispositions du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et de son catalogue des risques particuliers, l'optimisation de la réponse opérationnelle face à ces risques, suppose un ajustement des dotations en matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques sur la période de 2016 à 2020. L'ouverture d'une autorisation de programme (AP) dédiée est proposée afin d'anticiper et programmer de bonne manière les acquisitions à opérer, sur les plans financier et juridique (passation des marchés publics...). La mutualisation de ces achats avec d'autres Sdis est encouragée, au travers notamment du projet de groupement de commandes avec le Sdis de l'Eure (un rapport séparé).

Un programme d'acquisition sur cinq années à partir de 2016 est proposé, pour un montant global de 1 401 895 €. Ce programme concerne l'ensemble des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques existantes et à développer. Il s'articule autour des trois grands types de risques particuliers : le risque aquatique, le risque périlleux et le risque technologique.

Le risque aquatique

87 459 € sont prévus sur la période pour redéployer et renforcer la couverture opérationnelle du risque aquatique, notamment de surface dans le secteur d'Eu. Les acquisitions projetées se feront à la faveur d'une harmonisation des matériels entre les différentes équipes réparties sur le territoire.

Le risque périlleux

908 436 € sont dédiés à renforcer la réponse opérationnelle face aux risque périlleux, notamment selon trois axes :

- l'évolution et la modernisation nécessaires des outils de Sauvetage Déblaiement et de manœuvre de forces de l'équipe spécialisée sauvetage déblaiement, ainsi que l'acquisition de matériels liée au renforcement de la réponse opérationnelle sur le bassin de Neufchâtel-en-Bray en complémentarité des moyens présents sur Fécamp et Canteleu.
- Le redéploiement partiel de moyens de l'équipe « groupe d'intervention en milieux périlleux GRIMP » de Dieppe sur Eu dans le cadre de la structuration d'une réponse de bassin en complémentarité des équipes présentes au Havre-Nord, Rouen-Gambetta et Dieppe, ainsi que le renouvellement de moyens matériels existants.
- Le développement et la dotation de moyens matériels d'investigation de longue durée en réponse à des risques liés à des sites particuliers de types tunnels, parkings souterrains, grottes...

De la même manière, les moyens d'intervention à bord des navires seront ajustés avec comme assise territoriale :

- Canteleu en lien avec la zone portuaire,
- Le Havre-sud en lien avec la zone portuaire,
- Dieppe avec la présence du terminal du ferry.

Le risque technologique

Une enveloppe de 406 000 € est prévue pour renouveler, compléter et moderniser les matériels opérationnels de la réponse face aux risques technologiques et de la menace non conventionnelle de type NRBCe (nucléaire, radiologique, biologique, chimique).

Considérant ces différents éléments, la création d'une AP dédiée à l'acquisition des matériels des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques est proposée pour un montant total de 1 401 895€, avec la ventilation prévisionnelle en crédits de paiement suivante :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Acquisition matériels équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	1 401 895,00	506 095,00	432 200,00	182 200,00	148 200,00	133 200,00

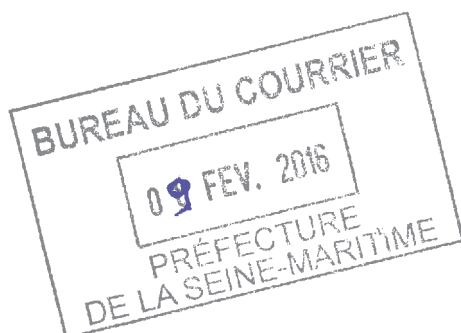
Détail par risque de l'autorisation de programme :

Risques	Montant	Crédits de paiement				
		2016	2017	2018	2019	2020
Risques aquatiques	87 459,00	35 459,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
Risques périlleux	908 436,00	389 436,00	338 000,00	88 000,00	54 000,00	39 000,00
Risques technologiques	406 000,00	81 200,00	81 200,00	81 200,00	81 200,00	81 200,00

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized blue ink signature of André Gautier.

André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
1
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 05 février 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 janvier 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

M. Luc LEMONNIER à M. Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.
MM. Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Capitaine André HENRY - représenté, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'expression des besoins dans le cadre de la préparation budgétaire 2016 conduit à modifier l'échéancier en crédits de paiement (CP) de certaines Autorisations de Programme (AP) votées par le service.

Le présent rapport vise à en expliciter les motifs, la concrétisation comptable des relissages en question s'opérera avec le vote du budget primitif 2016, objet d'un rapport dédié.

I – Autorisation de programme de la politique immobilière

Construction du Cis le Havre-Sud

Le programme pour la construction du nouveau centre d'incendie et de secours du Havre-Sud est en cours de finalisation. Le Sdis va prochainement s'attacher l'assistance de spécialistes de l'économie de la construction et du développement durable, d'une part afin de s'assurer d'une bonne maîtrise financière du projet côté équipe de maîtrise d'œuvre, et d'autre part pour identifier des cibles environnementales visant à maîtriser les futurs coûts d'exploitation, mais également pour rechercher des financements associés.

Le concours de maîtrise d'œuvre sera lancé à la suite.

Au regard des éléments présentés, il vous est proposé d'ajuster ainsi les crédits de paiement afin de coller au nouvel échéancier de l'opération :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement					
		Crédits déjà consommés	2015	2016	2017	2018	2019
Le Havre sud	10 200 000,00	0,00	600 000,00	3 101 609,00	6 000 000,00	498 391,00	0,00
	10 200 000,00	0,00	600 000,00	100 000,00	2 665 000,00	5 400 000,00	1 435 000,00

II – Autorisation de programme relative à l'acquisition du matériel roulant

Le conseil d'administration, par délibération du 13 février 2015, a adopté le plan d'acquisition 2015-2018 des matériels roulants et navigants et l'ouverture d'une autorisation de programme dédiée pour un montant total de 11 830 400 €.

Ladite délibération mentionnait des ajustements probables en phase d'exécution avec l'adoption du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr). Ce besoin se vérifie aujourd'hui. Les conclusions du schéma amènent en effet à ajuster le profil du parc roulant du service, dans le cadre d'une enveloppe financière globale qui reste inchangée.

L'acquisition de véhicules de soutien sanitaire opérationnel s'avère par exemple nécessaire pour répondre à l'objectif d'assurer une réponse de proximité du service de santé et de secours médical. Le développement d'une prise en charge adaptée des victimes en surpoids impose l'acquisition de véhicule(s) approprié(s). L'introduction au plan d'acquisition d'un VSAV¹ bariatrique est en conséquence proposée.

¹ Véhicule de Secours Aux Victimes.

Toujours dans le droit fil des préconisations du Sdacr, l'acquisition d'un bras élévateur aérien supplémentaire de 22 mètres est proposée, comme le renouvellement des outils de la chaîne de commandement avec l'achat de véhicules dédiés.

De même, l'analyse fine de la couverture opérationnelle des risques particuliers tels que les risques routiers, conduit à réorienter les acquisitions de moyens grande puissance de type fourgon pompe tonne grande puissance (FPTGP) au profit de camions citernes grande capacité (CCGC) optimisant notamment de la défense des autoroutes et du transport des matières dangereuses. Par ailleurs, la dotation du service en moyens en adéquation avec la capacité réelle des petits centres d'incendie et de secours est proposée sous la forme de véhicules de première intervention (VPI).

Ce type d'engins est préférable à l'achat de fourgons pompe tonne prévu initialement.

Le réajustement des acquisitions initiales associé à la redéfinition de la politique de maintenance de certains matériels, et donc de leurs durées d'utilisation à l'instar des trois échelles pivotantes séquentielles de 30 mètres, permet le redéploiement des moyens financiers à enveloppe constante.

La mutualisation des achats envisagés avec d'autres Sdis est recherchée. Elle peut prendre appui sur le groupement de commandes envisagé avec le Sdis de l'Eure (voir rapport séparé).

Plan 2015 – 2018 révisé d'acquisition de matériels roulants et navigants (page n°3)

Types	PROGRAMME : 2015 - 2018										PROGRAMME MODIFIE									
	INITIAL					MODIFIE					2015 (previsions)					2015 (realise)				
	Nbre	Montant	Nbre	Montant		Nbre	Montant	Nbre	Montant		Nbre	Montant	Nbre	Montant		Nbre	Montant	Nbre	Montant	
<i>Véhicules de secours</i>																				
VSAV	38	2 740 500,00	38	2 653 979,00	3 028 064,00						9	621 000,00	9	623 953,00	10	693 281,00	10	700 233,00	9	636 512,00
VSAB	0	0,00	1	91 941,00																
VSSO	0	0,00	4	76 360,00																
VSRM	1	205 500,00	1	205 784,00							1	205 500,00	1	75 563,00	1	130 221,00				
<i>Véhicules d'extinction</i>																				
CCFM	1	237 000,00	0	0,00																
CCGC	0	0,00	2	560 000,00																
CCR	1	249 500,00	1	252 019,00							1	249 500,00		120 656,00	1	131 363,00	1	280 000,00	1	280 000,00
FPT	6	1 624 500,00	4	1 061 920,00							2	513 000,00	2	223 096,00	2	290 394,00			2	548 430,00
FPTGP	4	1 202 500,00	0	0,00							3	895 500,00								
FPTL	2	345 000,00	2	345 000,00																
FPTSR	0	0,00	1	265 000,00																
VPI	0	0,00	9	1 635 000,00																
<i>Moyens élévateurs automobiles</i>																				
Ext. garantie BEA (n°2)		30 000,00		26 352,00																
BEA n°3	1	688 500,00	1	682 487,00							1	93 600,00		87 586,00	1	594 901,00				
BEA 18 ou 22	0	0,00	1	421 000,00																
EPS 18	1	477 500,00	1	455 000,00																
EPS 30	3	1 647 500,00	0	0,00																
<i>Moyens de spécialités</i>																				
BSL	6	114 750,00	3	57 003,00							2	37 000,00								
<i>Véhicules de liaison et de transport</i>																				
VL	36	485 500,00	36	477 241,00																
VLHR	3	60 000,00	4	74 727,00							3	60 000,00	4	74 727,00						
VLR	26	368 500,00	13	178 969,00							6	81 000,00	3	37 864,00	5	70 132,00			5	70 973,00
VTP	6	135 500,00	6	129 827,00							1	21 500,00	1	18 500,00	2	44 000,00			3	67 327,00
<i>Véhicules de commandement</i>																				
VLRG	0	0,00	9	126 350,00																
VPCC	0	0,00	4	380 000,00																
VSAT	0	0,00	1	205 000,00																
<i>Véhicules de balisage, protection, opérations diverses</i>																				
VTU	15	376 000,00	15	375 950,00																
<i>Moyens de soutien opérationnel</i>																				
CEDG	0	0,00	1	400 000,00																
DAL	0	0,00	1	161 774,00																
VLOG	4	105 750,00	4	99 872,00							1	25 500,00	1	24 501,00	1	24 923,00	1	25 099,00	1	161 774,00
VPCE	3	428 750,00	0	0,00																
<i>Véhicules non opérationnels</i>																				
Véhicules utilitaires	1	22 000,00	2	42 119,00																
Véhicules atelier	0	0,00	1	123 000,00																
VL Blanc	10	141 800,00	11	121 136,00							6	84 000,00	8	80 388,00	2	27 075,00	1	123 000,00	1	21 269,00
VL Blanc électrique	4	62 000,00	5	73 002,00							1	14 750,00	1	19 805,00	2	26 400,00	1	13 673,00		
VL Direction	3	69 100,00	2	45 925,00							1	22 500,00	1	22 725,00	1	13 332,00	1	13 465,00		
VLR Blanc	1	12 750,00	2	26 663,00							1	12 750,00	1	12 463,00	1	14 200,00			1	23 200,00
TOTAL	176	11 830 400,00	186	11 830 400,00							39	2 967 100,00	28	1 425 454,00	53	3 073 030,00	46	3 803 873,00	59	3 528 043,00

L'objet du présent rapport est de permettre la mise en œuvre de ce plan d'acquisition 2015-2018 modifié, en intégrant les nouveaux profils de véhicules nécessaires au service. Ces modifications s'opérant à enveloppe financière constante, le montant de l'AP reste inchangé. Son échéancier est à ce stade ajusté pour permettre le bon calibrage des crédits nécessaires en 2016. Cette ventilation devra cependant être révisée lors d'une décision modificative, après le vote du compte administratif 2015, pour permettre le redéploiement des crédits non consommés en 2015² et ainsi coller au rythme des acquisitions prévues au plan d'acquisition jusqu'en 2018.

Au vu de ces différents éléments, il vous est proposé d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2015	2016	2017	2018
Matériels	11 830 400,00	2 967 100,00	2 698 950,00	2 781 850,00	3 382 500,00
roulants	11 830 400,00	2 967 100,00	3 073 030,00	3 803 873,00	1 986 397,00

III– Autorisation de programme relative à la refonte du système de gestion opérationnelle

Suite au rapport présenté au conseil d'administration du 8 juillet 2015 relatif à la création de l'autorisation de programme sur la refonte du SGO (Système de Gestion Opérationnel) et la production du rapport d'étude technique et budgétaire de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, le périmètre fonctionnel, technique, les besoins en infrastructure et les délais de mise en œuvre peuvent désormais être précisés.

Il était prévu :

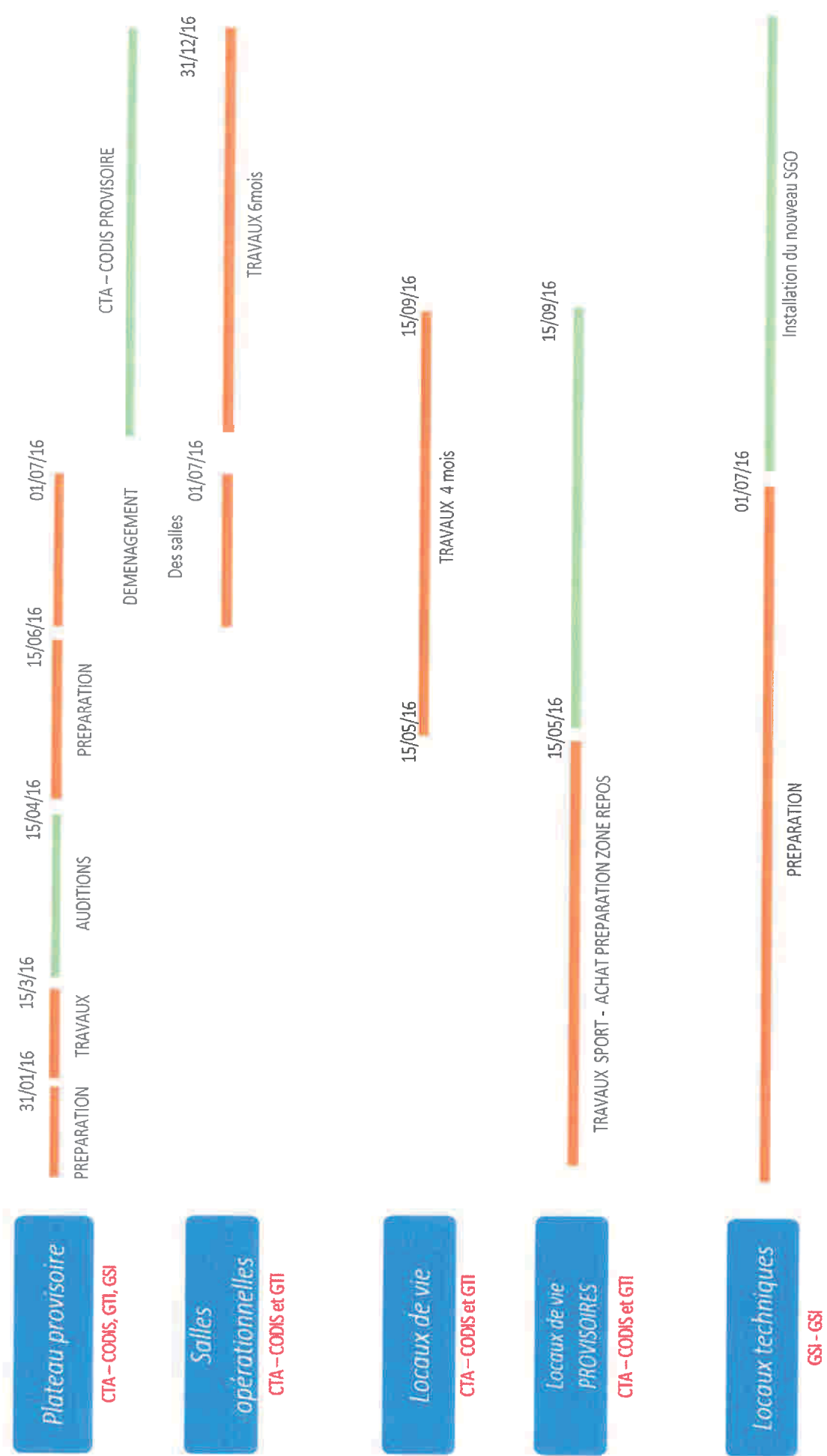
Axes	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	Total TTC
AMO	50 000 €	50 000 €	80 000 €	20 000 €	200 000 €
Matériels	- €	500 000 €	1 000 000 €	- €	1 500 000 €
Logiciels	- €	750 000 €	1 000 000 €	750 000 €	2 500 000 €
Prestations	- €	300 000 €	700 000 €	- €	1 000 000 €
Total	50 000 €	1 600 000 €	2 780 000 €	770 000 €	5 200 000 €

Il apparaît que les travaux du centre de secours CTA – CODIS (salles opérationnelles et locaux de vie) en co-activité dégraderaient fortement le niveau de qualité de service sur une période de plusieurs mois. Il a été décidé de déporter l'activité dans des salles opérationnelles transitoires en vue de libérer totalement les locaux pendant la phase de travaux.

Une étude préalable réalisée met en évidence le besoin de reprendre totalement l'alimentation en énergie des locaux techniques et des salles opérationnelles. Reprise pour laquelle l'aide d'un bureau d'étude sera nécessaire.

Vous trouverez ci-dessous, le macro-planning lié à l'infrastructure :

² Soit 1 541 646€.



En conséquence il est proposé de modifier l'autorisation de programme comme suit:

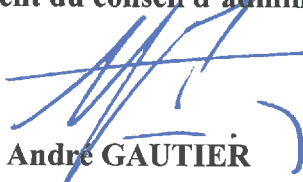
Axes	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	Total TTC
AMO	50 000 €	50 000 €	80 000 €	20 000 €	200 000 €
Matériels	- €	500 000 €	1 000 000 €	- €	1 500 000 €
Logiciels	- €	750 000 €	1 000 000 €	750 000 €	2 500 000 €
Prestations	- €	300 000 €	700 000 €	- €	1 000 000 €
Infrastructures	- €	850 000 €	- €	- €	850 000 €
Total	50 000 €	2 450 000 €	2 780 000 €	770 000 €	6 050 000 €

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
1
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTIONS 2016

Le 05 février 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 janvier 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

M. Luc LEMONNIER à M. Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.
MM. Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Capitaine André HENRY - représenté, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis76) verse des subventions de fonctionnement aux associations dont l'objet est en relation avec l'intérêt du service.

1) L'Amicale du personnel du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime

L'association Amicale du personnel du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a pour objet de resserrer les liens de camaraderie qui unissent les agents de la direction du service départemental d'incendie et de secours en activité mais également les retraités.

A cet effet, l'association organise ou parraine des cérémonies, fêtes, sorties, réceptions ou réunions qui rythment la vie associative des agents de la collectivité, essentiellement les agents de la direction départementale.

Elle est amenée à venir en aide à ses adhérents et membres en cas de nécessité.

Elle soutient et aide la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, l'œuvre des pupilles et l'Union départementale, ou tout œuvre dont l'intérêt aura retenu son attention.

Le Conseil d'administration de l'Amicale du personnel du Sdis 76 est constitué de bénévoles qui œuvrent toute l'année pour satisfaire l'ensemble de leurs adhérents et ayant-droits.

Une convention relative aux relations financières entre le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime et l'Amicale du personnel a été établie le 2 janvier 2011.

Celle-ci fixe notamment les programmes d'actions tels que :

- la proposition et l'organisation de sorties ;
- l'organisation de l'arbre de Noël ;
- proposer des services à tarifs préférentiels.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, le Sdis en facilite la réalisation en allouant une subvention annuelle à cette association et en mettant également à disposition ses locaux.

Au titre de l'année 2016, l'association sollicite l'octroi d'une subvention de 32 000 €. Le montant demandé est identique aux subventions attribuées ces deux dernières années.

Le montant de la subvention versée par le Sdis 76 représente environ 40 % des recettes de l'association.

2) Œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France

L'œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France a pour but d'assurer la protection matérielle et morale des orphelins de sapeurs-pompiers décédés des suites d'un accident ou d'une maladie contractée en service commandé, ou hors de celui-ci. Cette association vient aussi en aide à tout sapeur-pompier et sa famille en difficulté.

Depuis plusieurs années, le Sdis 76 verse une contribution financière de 2 000 € afin d'aider cette association à mener à bien sa mission.

La subvention versée par le Sdis 76 représente 0,04% des recettes de l'association.

3) Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76)

L'Udsp 76 accompagne le Sdis 76 dans la promotion du volontariat, encourage le développement des sections de jeunes sapeurs-pompiers, les activités physiques et sportives et vise à promouvoir l'image des sapeurs-pompiers.

Afin de fixer les modalités de coopération, une convention entre l'association et le Service départemental d'incendie et de secours a été signée le 14 mars 2014 fixant notamment les moyens et financements mis à disposition de l'association ainsi que les actions de l'Udsp 76 réalisées au profit du Sdis 76.

Au titre de l'année 2016, la demande de subvention est identique aux années précédentes et se décompose comme suit :

- 20 000 € de subvention de fonctionnement ;
- 22 000 € pour le soutien aux activités des jeunes sapeurs-pompiers ;
- 1 000 € de participation au financement des manifestations sportives.

Soit un total de 43 000 €.

Cette subvention représente environ 7 % des recettes de l'association.

*

* *

Les crédits sont inscrits au chapitre 65 du budget du Service départemental d'incendie et de secours « Autres charges de gestion courante ».

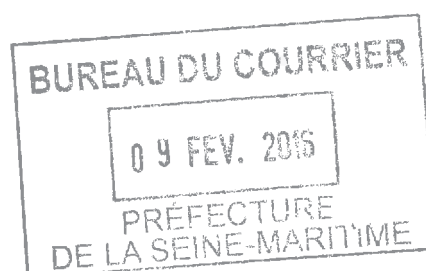
*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
1
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**REPRISE ANTICIPEE DE RESULTATS DE L'EXERCICE 2015
(budget principal)**

Le 05 février 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 janvier 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

M. Luc LEMONNIER à M. Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.
MM. Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Capitaine André HENRY - représenté, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public),
- les états des restes à réaliser au 31 décembre 2015 (établis par l'ordonnateur),
- et soit le compte de gestion s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Section de fonctionnement	Résultats propres à l'exercice 2015	88 315 394,46 €	87 319 441,80 €	- 995 952,66 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 002 du BP 2015)	/	7 271 916,50 €	7 271 916,50 €
	Résultat à affecter			6 275 963,84 €

Section d'investissement	Résultats propres à l'exercice 2015	18 076 847,17 €	19 754 054,80 €	1 677 207,63 €
	Résultats antérieurs reportés (ligne 001 du BP 2015)	/	1 818 703,59 €	1 818 703,59 €
	Solde global d'exécution			3 495 911,22 €

		Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Restes à réaliser au 31 décembre 2015	Fonctionnement	/	/	0,00 €
	Investissement	222 264,27 €	/	- 222 264,27 €

Résultats cumulés 2015 (y compris R.A.R. en Ft et Inv.)				9 549 610,79 €
---	--	--	--	----------------

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2016.

Résultat global de la section de fonctionnement 2015	+ 6 275 963,84 €
Solde d'exécution de la section d'investissement 2015	+ 3 495 911,22 €
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2015	- 222 264,27 €
Besoin de financement de la section d'investissement	0 €
Couverture du besoin de financement 2015 en investissement (compte 1068)	Sans objet
Couverture complémentaire du besoin de financement 2015 en investissement (compte 1068)	0 €
Solde net de résultat de fonctionnement	+ 6 275 963,84 €

La section d'investissement ne dégage pas de besoin de financement complémentaire. Aussi et considérant le caractère contraint des recettes de fonctionnement du service, il vous est proposé d'affecter en intégralité, le résultat au financement de la section de fonctionnement, soit 6 275 963,84 €.

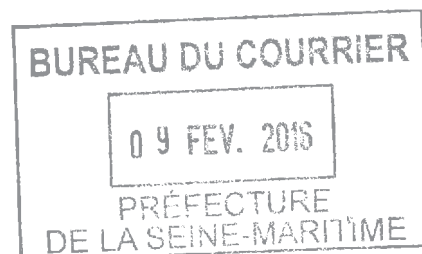
L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le budget primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat interviendra après le vote du compte administratif.

*
**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
1
- Votants :
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2016

Le 05 février 2016, le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 janvier 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Philippe LEROY, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Lieutenant André GUEROULT, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

M. Luc LEMONNIER à M. Sébastien TASSERIE.

Étaient absents excusés :

Mme Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-RAINOT.
MM. Luc LEMONNIER, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel Thierry SENEZ, le Capitaine André HENRY - représenté, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a, lors de sa séance du 17 décembre 2015, procédé au débat d'orientations budgétaires et adopté le rapport sur les prévisions de contributions des collectivités membres.

Les prévisions des contributions ont été notifiées aux différentes collectivités et leurs groupements, le 22 décembre 2015.

Ce projet de budget primitif (BP) intègre les résultats prévisionnels de l'exercice antérieur, adoptés par délibération lors de la présente séance. Ils tiennent compte des résultats passés (déficits ou excédents) et du niveau des restes à réaliser 2015, à reporter sur 2016. Les résultats 2015 définitifs seront constatés lors de l'adoption du compte administratif 2015.

Ce projet de budget pour 2016 s'inscrit dans le droit fil du débat d'orientations budgétaires, à l'exception du volet recettes qui a connu des évolutions.

Il s'équilibre en recettes et en dépenses pour un montant global de 105 264 923,16 € : 91 362 899,35 € en fonctionnement et 13 902 023,81 € en investissement, reports compris.

Ce budget se situe, au global, en diminution de 10 % par rapport aux crédits 2015 (BP+DM) tant en fonctionnement (-2,94%), qu'en section d'investissement (-39%)¹.

Dépenses (en €)	Budget 2015 (BP+DM)			Budget Primitif 2016			Variation	
	Réelles	Ordre		Réelles	Ordre		€	%
Investissement	14 454 250,42 €	8 344 057,29 €		13 679 971,30 €	222 052,51 €		- 8 896 283,90 €	-39,02%
Fonctionnement	86 959 907,80 €	7 172 369,00 €		84 766 120,03 €	6 596 779,32 €		- 2 769 377,45 €	-2,94%
TOTAL	101 414 158,22 €	15 516 426,29 €		98 446 091,33 €	6 818 831,83 €		-11 665 661,35 €	-9,98%
Recettes (en €)	Budget 2015 (BP+DM)			Budget Primitif 2016			Variation	
	Réelles	Ordre	Résultat /solde reporté	Réelles	Ordre	Résultat /solde reporté	€	%
Investissement	1 981 306,88 €	15 516 426,29 €	5 300 574,54 €	3 809 333,27 €	6 596 779,32 €	3 495 911,22 €	- 8 896 283,90 €	-39,02%
Fonctionnement	86 860 360,30 €		7 271 916,50 €	84 864 883,00 €	222 052,51 €	6 275 963,84 €	- 2 769 377,45 €	-2,94%
TOTAL	88 841 667,18 €	15 516 426,29 €	12 572 491,04 €	88 674 216,27 €	6 818 831,83 €	9 771 875,06 €	- 11 665 661,35 €	-9,98%

Derrière ces tendances globales, existent des variations disparates qu'il importe d'appréhender à l'appui d'un exposé plus détaillé des différentes inscriptions ; exposé qui débutera par la section de fonctionnement, avant de se poursuivre sur l'investissement.

¹ -3,82 % hors inscriptions pour opérations d'ordre en matière patrimoniale, neutres financièrement.

I – Section de fonctionnement

A – Recettes

Les recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2015 (BP+DM)	Budget Primitif 2016	Variation (%)	Variation (€)
70	Produits des services	1 455 776,00 €	1 162 247,00 €	-20,16%	- 293 529,00 €
74	Contributions et participations	83 820 665,00 €	82 703 381,00 €	-1,33%	- 1 117 284,00 €
75	Autres produits de gestion courante	80 500,00 €	69 255,00 €	-13,97%	- 11 245,00 €
13	Atténuations de charges	887 000,00 €	880 000,00 €	-0,79%	- 7 000,00 €
	Total recettes/gestion des services	86 243 941,00 €	84 814 883,00 €	-1,66%	- 1 429 058,00 €
77	Produits exceptionnels	120 000,00 €	50 000,00 €	-58,33%	- 70 000,00 €
78	Reprises sur provisions	496 419,30 €	- €		- 496 419,30 €
	Total recettes réelles de fonct.	86 860 360,30 €	84 864 883,00 €	-2,30%	- 1 995 477,30 €
042	Opérations d'ordre de transfert	- €	222 052,51 €		222 052,51 €
002	Résultat de fonct. reporté	7 271 916,50 €	6 275 963,84 €	-13,70%	- 995 952,66 €
	Total général recettes fonct.	94 132 276,80 €	91 362 899,35 €	-2,94%	- 2 769 377,45 €

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 91 362 899,35 €, en recul de près de 3% par rapport à 2015. Parmi les éléments explicatifs, un résultat de fonctionnement 2015 en déficit de 995 952,66 €, qui creuse d'autant le résultat global reporté en 2016.

Cette tendance résulte d'une stagnation sur la dernière période, des recettes du Sdis, constituées à plus de 85% des contributions des collectivités ; stagnation conjuguée à l'augmentation de certaines charges, de personnel notamment, en écho à diverses réformes statutaires.

2016 témoigne à cet égard d'une mutation du profil financier du Sdis au regard des années antérieures. Le Conseil départemental entend dans le même temps, faire participer le service à l'effort d'économies opéré sur son budget. La contribution 2016 du Département au budget du Sdis s'établit en conséquence à 45 731 000 €, en baisse de 932 000 € par rapport à 2015.

D'autres recettes liées à l'activité courante du service suivent cette tendance, à l'instar de la baisse de 10% attendue de la compensation pour les interventions réalisées par carence de moyens de transports sanitaires privés.

A cela s'ajoute l'absence de subvention annoncée par le Grand port maritime de Rouen en 2016 (0,268 M€ encaissé en 2015).

A l'inverse de l'inscription pour reprise de la provision constituée à l'occasion d'un contentieux² (496 419,30 €), par essence exceptionnelle, les tendances baissières évoquées plus haut renvoient à des ressources jusqu'ici récurrentes pour le service.

Ce mouvement de fond impose de poursuivre les efforts de gestion déjà entrepris au titre des charges à caractère général sur la dernière période. Le projet de budget 2016 s'en fait l'écho avec une proposition d'économie de plus d'1,8 M€ sur les dépenses liées à la gestion du service (cf. infra).

² Litige dans le cadre de la construction du CIS Rouen sud et l'obligation faite au Sdis, par décision de justice, de procéder à l'annulation des titres émis à l'encontre de l'entreprise titulaire du gros-œuvre.

Ce type de charges reste cependant rigide. Il importe donc de travailler aussi des leviers d'action sur le poste de la dotation aux amortissements, qui progresse en 2016 (cf. infra). Parmi les leviers potentiellement exploitables, le mécanisme de neutralisation comptable qui permet d'en amoindrir la charge sur les dépenses de fonctionnement. Ce mécanisme est prévu en 2016 pour l'annuité d'amortissement liée à l'opération du nouveau CIS du Havre Nord, qui se traduit par une inscription supplémentaire en recettes de 0,222 M€.

B – Dépenses

Deux éléments ont contribué à l'équilibre de la section de fonctionnement, malgré la baisse des recettes évoquée plus haut :

- la perspective de réalisation d'économies au titre des dépenses liées à la gestion du service (- 2,12% par rapport à 2015),
- le niveau de FCTVA attendu en 2016 et la faiblesse des reports 2015, permettant d'écarter la nécessité de prévoir un virement de la section de fonctionnement vers celle d'investissement (- 1 M€ par rapport au BP 2015).

Les dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2015 (BP+DM)	Budget Primitif 2016	Variation (%)	Variation (€)
011	Charges à caractère général	13 338 365,00 €	11 531 373,00 €	-13,55%	- 1 806 992,00 €
012	Charges de personnel	71 127 519,30 €	71 114 794,42 €	-0,02%	- 12 724,88 €
65	Autres charges de gestion courante	724 300,00 €	740 451,00 €	2,23%	16 151,00 €
	Total dépenses /gestion des services	85 190 184,30 €	83 386 618,42 €	-2,12%	- 1 803 565,88 €
66	Charges financières	23 000,00 €	22 500,00 €	-2,17%	- 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	584 000,00 €	188 000,00 €	-67,81%	- 396 000,00 €
68	Dotations aux provisions	- €	317 000,00 €	Sans objet	317 000,00 €
022	Dépenses imprévues	1 162 723,50 €	852 001,61 €	-26,72%	- 310 721,89 €
	Total dépenses réelles de fonct.	86 959 907,80 €	84 766 120,03 €	-2,52%	- 2 193 787,77 €
23	Virement à la section d'invest.	1 000 000,00 €	- €	-100,00%	- 1 000 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	6 172 369,00 €	6 596 779,32 €	6,88%	424 410,32 €
	Total général dépenses fonct.	94 132 276,80 €	91 362 899,35 €	-2,94%	- 2 769 377,45 €

Les charges à caractère général

Ces charges se chiffrent à 11 531 373 €, représentant 12,62% des dépenses de fonctionnement 2016. Les prévisions établies débouchent sur une diminution de plus de 13% par rapport aux crédits ouverts en 2015.

Les dépenses à caractère général ont trait à l'achat des consommables pour 4 662 564 € (40%), dont 2 749 219 € au titre des fluides et carburants. De même s'y réfèrent les frais liés aux prestations extérieures pour 6 868 809 € (60 %), avec parmi les principaux postes :

- les frais de locations immobilières et charges associées pour 898 942 €. Ce poste s'inscrit en diminution de 0,4 M€ par rapport à 2015, avec le passage en service non logé de certains personnels sapeurs-pompiers conformément à la réglementation.
- les contrats d'entretien (bâtiments, matériels roulants, autres biens mobiliers...) pour 1 680 210 €,
- les primes d'assurances pour 769 000 €, outre l'inscription d'une enveloppe de 20 000 € pour la gestion en auto-assurance de la protection juridique « élus – agents »,
- les règlements aux organismes de formation pour 389 352 € (- 0,240 M€ par rapport au BP 2015),
- les frais de déplacements et missions pour 300 714 €, en diminution de 0,243 M€ étant pour une large part liés à la formation des agents,
- les frais de télécommunications à hauteur de 433 460 €, contre 560 000 € en 2015. Le changement d'opérateur avec l'adhésion du service au groupement de commandes conduit par le Conseil départemental explique cette évolution.

L'externalisation de certaines prestations, jusqu'à présent effectuées en interne, va être opérée pour optimiser encore la sécurité des personnels, à savoir :

- la mise en conformité des installations électriques après leur contrôle périodique, déjà confié à un organisme extérieur agréé,
- le pré-contrôle des échelles pivotantes séquentielles (EPS) en amont de l'opération de maintenance annuelle confiée à un organisme certifié,
- le contrôle et la maintenance systématique de l'ensemble des matériels de désincarcération.

La diminution constatée de ces charges à caractère général s'explique pour partie par les efforts de rationalisation opérés. Elle est aussi le fait de la ré-imputation sur un autre chapitre budgétaire, de l'achat des titres restaurant, à la demande de la Paierie départementale. Cette dépense, estimée à 700 000 € en 2016, doit pointer sur le poste des charges de personnel.

Les charges de personnel

S'agissant des charges de personnel, les prévisions 2016 s'élèvent à 71 114 794,42 € et représentent 77,8% des dépenses de fonctionnement.

Cette enveloppe est dimensionnée pour un volume d'effectifs sapeurs-pompiers professionnels de 923 postes, auxquels s'ajoutent 10 postes temporaires pour anticiper le départ de la collectivité d'agents disposant d'un fort niveau d'expertise. Elle intègre en outre 252 postes de personnels administratifs, techniques et spécialisés.

Malgré le redéploiement de crédits évoqué plus haut à hauteur de 700 000 €, ce poste est stable par rapport à 2015. L'inscription proposée permettra d'après les dernières estimations établies et le niveau de réalisation 2014³, le financement du déroulement de carrière des agents sur l'exercice (avancement d'échelon, de grade...).

³ Les charges de personnel 2015 s'élèvent à 68,761 M€.

La création de 7 postes supplémentaires, dont 1 non permanent, est aussi rendu possible afin de renforcer l'expertise interne dans certains secteurs d'activités du service. Au titre de ces créations de postes, 4 recrutements seront réalisés d'ici le 1er mars 2016 : 1 poste d'adjoint technique de 2ème classe au service exploitation et production au sein du groupement des systèmes d'informations, 1 poste de rédacteur principal de 2ème classe à rédacteur principal de 1ère classe au service effectifs, emplois, activités au sein du groupement Emplois, Activités et Compétences (GEAC), 1 poste de chargé des études et projets EAC au grade d'attaché, 1 poste de rédacteur ou technicien au groupement finances et commande publique.

Les indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires s'élèvent à 10 142 927 € dont 3 780 050 € sont relatifs aux interventions (projetées par rapport au réalisé 2015), 4 048 588 € à l'organisation de la garde, de l'astreinte et de la chaîne de commandement. Le solde est consacré à la formation, aux manœuvres départementales et aux vacances du service de santé.

Les charges de gestion courante

Portées au BP pour un montant total de 740 451 €, ces charges représentent 0,8 % des dépenses de la section. Ce poste de dépenses pointe notamment sur la subvention d'équilibre du budget annexe de la restauration (267 600 €) et la contribution obligatoire au réseau Antares (260 000 €). L'enveloppe dédiée au soutien aux associations y est aussi incluse (90 000 €), tout comme celle relative aux indemnités des élus (45 851 €).

Les charges exceptionnelles

Ce poste de dépenses connaît une nette diminution par rapport à 2015 et l'application d'un jugement dans le litige survenu lors de la construction du CIS Rouen sud (-0,396 M€ par rapport à 2015) ; application intégralement financée par une provision pour risques constituée par le service sur ce dossier en 2010.

Une inscription de 160 000 € s'avère cependant nécessaire en 2016 pour faire suite à la récente condamnation du service par le tribunal administratif, dans le cadre de l'affaire de harcèlement moral du centre d'incendie et de secours de Bolbec et le défaut de réintégration de certains agents.

Les dotations aux provisions

Dans le cadre de la procédure pénale engagée à l'encontre de l'ancien chef de centre de Bolbec pour harcèlement moral, la cour d'appel de Caen a ordonné la réouverture de l'instruction. A ce titre, le directeur départemental, le directeur départemental adjoint, le chef de groupement au moment des faits ont été ou seront auditionnés. En cas de mise en cause pénale de ces personnes et de l'ancien chef de centre, et dans le cadre de la protection fonctionnelle organisée par l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, le service pourrait être amené à prendre en charge les frais d'avocat pour leur défense ainsi que les condamnations civiles qui pourraient leur être infligées .

De même, sur le plan administratif, le jugement rendu par le tribunal administratif de Rouen est susceptible d'appel. La cour administrative d'appel pourrait condamner plus lourdement le service qu'en première instance.

Ainsi, la constitution d'une provision pour risques et charges exceptionnels est proposée à hauteur de 200 000 €.

Par ailleurs, dans une logique de précaution, la constitution d'une provision de 117 000 €⁴ est proposée pour les risques gérés en auto-assurance par le Sdis que sont :

- le risque contentieux pour le service, pour un montant total de 17 000 €, incluant le volet protection fonctionnelle des agents,
- la prise en charge de dommages éventuels pour les sapeurs-pompiers volontaires, avec une provision de 100 000 € en cas de survenance d'un sinistre d'importance en service commandé.

La dotation aux amortissements

Le montant de la dotation aux amortissements pour 2016 est estimé à 6,597 M€, en augmentation de près de 0,424 M€ par rapport aux crédits 2015. Cette tendance tient à deux éléments essentiels :

- le dynamisme des investissements opérés sur la dernière période,
- le début d'amortissement de l'opération de construction du centre d'incendie et de secours du Havre Nord, avec une annuité de 0,222 M€. Cette annuité fait l'objet d'un mécanisme de neutralisation comptable pour en dispenser la charge, à la section de fonctionnement dont les recettes sont contraintes comme évoqué plus haut.

Le faible dynamisme des recettes de fonctionnement, couplée à la rigidité des charges sur la section, impose d'œuvrer à anticiper l'évolution de ce poste et donc d'appréhender globalement l'impact des investissements futurs sur le budget du Sdis. Des outils de suivi internes sont à construire, de même qu'un plan pluriannuel financier.

Cette préoccupation renvoie aussi à l'enjeu d'investir de bonne manière les possibilités de neutralisation comptable offertes par l'instruction comptable en lien avec le travail d'apurement de l'actif entamé. L'idée est de systématiser ce montage comptable s'agissant des opérations immobilières.

L'actualisation des durées d'amortissement proposée au dernier conseil d'administration participe aussi à cette démarche.

Dépenses imprévues

Un montant de 852 001,61 € est inscrit sur ce chapitre pour faire face à d'éventuelles dépenses en termes opérationnels ou s'agissant de l'entretien/réparation de matériels ou bâtiments.

⁴ Provision pour risques et charges de fonctionnement.

II – Section d'investissement

La section d'investissement s'élève à 13 902 023,81 €, en diminution de 39% par rapport aux crédits budgétés en 2015. Cette baisse s'établit toutefois à – 3,82%, une fois isolées les écritures d'ordre patrimoniales prévues en 2015 pour la clôture de l'opération du CIS du Havre Nord, lesquelles s'équilibrent sur la section en dépenses et recettes (8 344 057,29 €).

L'effort d'investissement prévu sur 2016 reste soutenu. Cette tendance globale est en effet à mettre en regard la chute du volume des reports sur la période. Les dépenses 2015 reportées sur le présent projet de budget s'élèvent en effet à 222 264,27 €, contre 2 766 918,12 € l'an passé⁵.

A – Dépenses

Les dépenses d'équipement représentent plus de 92% de l'inscription totale proposée. L'enveloppe résiduelle se ventile sur trois postes principaux :

- le remboursement en capital de la dette, avec une annuité 2016 de 235 500 €,
- une enveloppe d'environ 640 000 € dédiée aux dépenses imprévues,
- une inscription de 222 052,51 €, pour le pendant en investissement du mécanisme de neutralisation comptable d'une partie de la dotation aux amortissements évoqué plus haut.

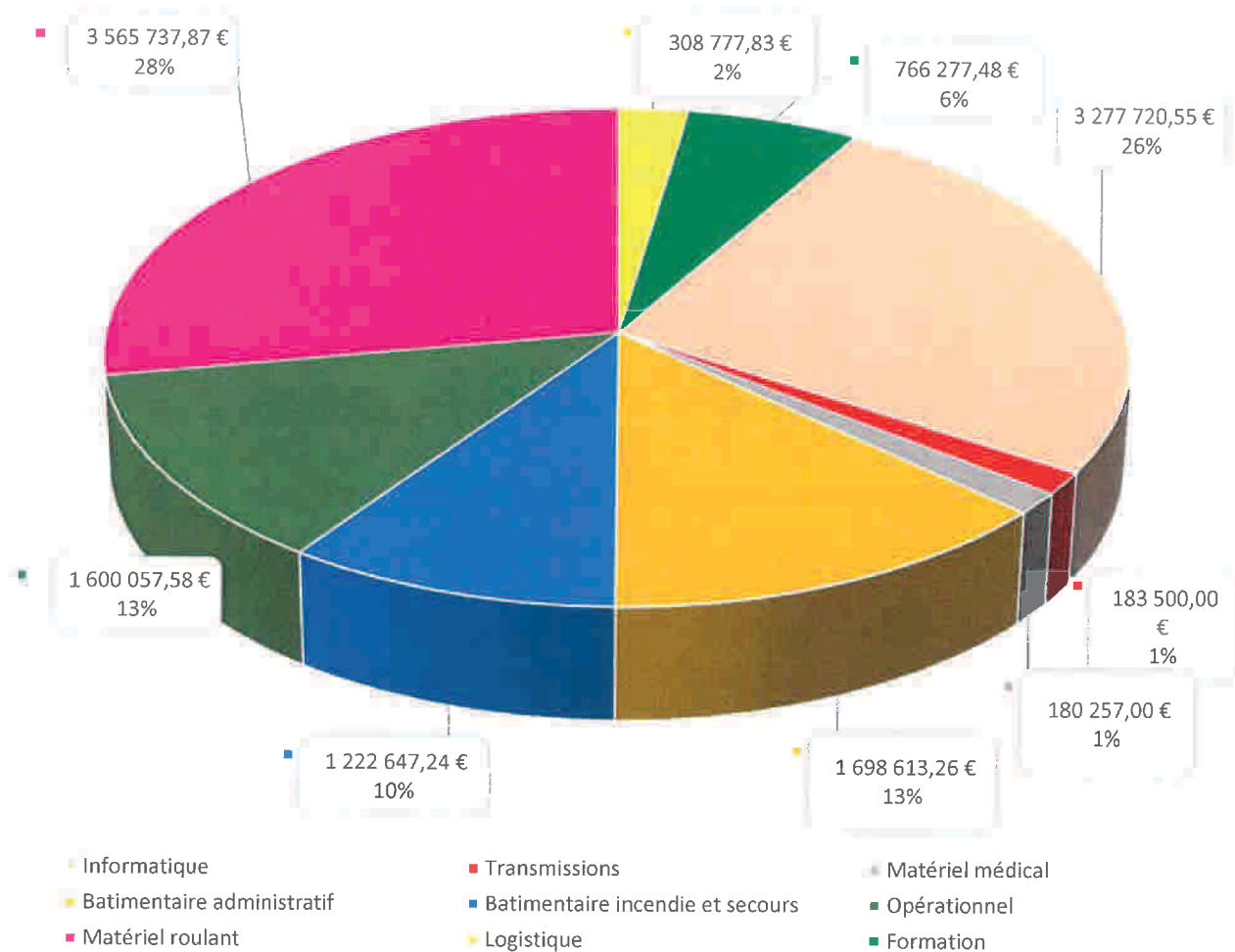
Les dépenses d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget 2015 (BP+DM)	Budget Primitif 2016	Variation (%)	Variation (€)
16	Emprunts et dettes assimilées	236 000,00 €	235 500,00 €	-0,21%	- 500,00 €
20	Immobilisations incorporelles	132 459,18 €	166 974,58 €	26,06%	34 515,40 €
204	Subventions d'équipement versées	- €	- €	Sans objet	- €
21	Immobilisations corporelles	4 604 466,39 €	3 161 253,08 €	-31,34%	- 1 443 213,31 €
23	Immobilisations en cours	112 664,68 €	31 671,99 €	-71,89%	- 80 992,69 €
27	Autres immobilisations financières	1 200,00 €	1 000,00 €	-16,67%	- 200,00 €
	Chapitre programme équipt hors AP	1 170 489,43 €	70 508,62 €	-93,98%	- 1 099 980,81 €
	Chapitre programme équipt en AP	8 088 970,74 €	9 373 180,54 €	15,88%	1 284 209,80 €
20	Dépenses imprévues	108 000,00 €	639 882,49 €	492,48%	531 882,49 €
040	Opé. d'ordre transfert entre sections	- €	222 052,51 €	Sans objet	222 052,51 €
041	Opérations patrimoniales	8 344 057,29 €	- €	-100,00%	- 8 344 057,29 €
	Total général dépenses investissement	22 798 307,71 €	13 902 023,81 €	-39,02%	- 8 896 283,90 €

⁵ Et 5,851 M€ au budget 2014.

Les dépenses d'équipement envisagées sur 2016, d'un montant total de 12 803 588,81 €, peuvent être réparties comme suit :

Typologie dépenses d'équipement 2016



Un peu plus du quart des crédits d'équipement 2016 est consacré à l'acquisition de matériels roulants pour le service (3,56 M€), en lien avec le programme pluriannuel réajusté pour optimiser la couverture opérationnelle du territoire⁶.

Cet objectif suppose une évolution dans l'organisation et la distribution des secours qui pourra prendre appui sur la modernisation de l'outil de traitement de l'alerte. Ce projet d'envergure, qui s'accompagne de la réhabilitation des locaux associés⁷, capte à hauteur de 2,450 M€, une partie des crédits dédiés aux questions informatiques (3,28 M€).

Ces crédits liés à l'informatique représentent donc un autre quart des dépenses d'équipement du service. Ils pointent aussi sur la poursuite de la modernisation des outils informatiques de gestion, avec la réception prévue sur 2016 des logiciels finances et technique en cours de déploiement. Le chantier de la dématérialisation des procédures se concrétisera, avec la mise en place d'une gestion électronique des documents.

⁶ Voir rapport particulier consacré à l'ajustement des autorisations de programme votées.

⁷ Idem supra.

23% des crédits ici mobilisés le seront pour poursuivre la politique immobilière à l'œuvre avec, parmi les opérations significatives, la finalisation sur 2016 de la construction de l'état-major du groupement Ouest. S'agissant des centres d'incendie et de secours, 2016 verra se tenir le concours pour la réalisation de l'opération du Havre Sud et se poursuivre la réhabilitation du centre de Forges-les-Eaux.

Les crédits dédiés aux équipements opérationnels⁸ (12,5%), sont consacrés à hauteur de 0,506 M€ à l'acquisition des matériels nécessaires aux équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques. Ces sommes sont intégrées à l'autorisation de programme dédiée pour un montant total de 1 401 895€ sur cinq ans. Sa création au présent stade budgétaire fait l'objet d'un rapport particulier.

Plus de 0,766 M€ est consacré aux questions de formation, dont 0,360 M€ pour développer une structure multi-activités sur Neufchâtel-en-Bray. Outre les crédits dédiés à la finalisation des aménagements du plateau technique de formation de Tourville (0,244 M€), 0,1 M€ est prévu au titre du projet dit « Firediag », intégralement subventionné par l'agence nationale de recherche et conduit en partenariat avec les universités de Rouen et du Havre. Il est question d'installer sur ce site, une cellule expérimentale de foyer principal pour améliorer les connaissances sur la physique du feu et la propagation des fumées. La visée dudit projet est d'améliorer les modes opératoires des équipes d'intervention, d'où l'implication du service sur ce dossier.

B – Recettes

Les recettes d'investissement se chiffrent à 13 902 023,81 €. Elles prennent appui sur le solde d'exécution 2015 de 3 495 911,22 €. Ce dernier s'inscrit au-delà de l'estimation posée en novembre dernier pour le débat d'orientations budgétaires. L'exécution budgétaire 2015 des crédits d'investissement n'a pu en effet être optimum, pour trois raisons essentielles :

- le retard pris dans l'avancement de certaines opérations immobilières par rapport au calendrier initial,
- la temporisation des commandes de certains véhicules prévues initialement, avec la redéfinition du programme d'acquisition à l'aune du nouveau Sdacr,
- le retard dans la livraison de certains matériels, empêchant leur règlement sur 2015.

⁸ Hors matériels roulants.

Les recettes d'investissement

Chapitre	Libellé	Budget 2015 (BP+DM)	Budget Primitif 2016	Variation (%)	Variation (€)
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 419 077,21 €	2 805 085,27 €	97,67%	1 386 008,06 €
13	Subventions d'investissement	562 229,67 €	164 248,00 €	-70,79%	- 397 981,67 €
16	Emprunts	- €	700 000,00 €	Sans objet	700 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	- €	- €		- €
024	Produits de cessions d'immobilisations	- €	140 000,00 €	Sans objet	140 000,00 €
	Total recettes réelles invest.	1 981 306,88 €	3 809 333,27 €	92,26%	1 828 026,39 €
021	Virement de la section de fonct.	1 000 000,00 €	- €	-100,00%	- 1 000 000,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	6 172 369,00 €	6 596 779,32 €	6,88%	424 410,32 €
041	Opérations patrimoniales	8 344 057,29 €	- €		- 8 344 057,29 €
001	Solde d'exécution reporté	1 818 703,59 €	3 495 911,22 €	92,22%	1 677 207,63 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	3 481 870,95 €	- €	-100,00%	- 3 481 870,95 €
	Total général recettes invest.	22 798 307,71 €	13 902 023,81 €	-39,02%	- 8 896 283,90 €

Les recettes attendues du fond de compensation de la TVA sont quant à elles évaluées à 2 805 085,27 €, représentant ainsi 20,2 % des recettes d'investissement. Elles doublent par rapport à l'an passé, essentiellement du fait de la clôture administrative et financière de l'opération de construction du CIS Havre nord. Les écritures d'ordre patrimoniales évoquées plus haut opérées en 2015 ont en effet rendu les sommes décaissées par le Sdis, éligibles au FCTVA.

Corollaire de l'inscription en dépenses de fonctionnement, la dotation aux amortissements s'élève à 6 596 779,32 €, constituant plus de 47% des recettes 2016 budgétées.

Compte tenu de ce qui précède, le recours à l'emprunt est projeté à hauteur de 700 000 €.

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

Les propositions formulées portent le budget de la restauration à 436 600 € en fonctionnement, en stabilité par rapport à 2015. L'inscription en investissement, dans l'optique du remplacement de matériels vieillissants, s'élève à 17 402,86 €, intégralement financée par la dotation aux amortissements et le solde d'exécution 2015 reporté de 4 902,86 €.

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2015
TOTAL 011	Charges à caractère général	412 000,00 €
60623	alimentation	230 000,00 €
60631	fournitures d'entretien	15 000,00 €
60632	fournitures de petit équipement	5 000,00 €
6068	autres matières & fournitures	5 000,00 €
611	contrats de prest. de serv. avec des entreprises	140 000,00 €
61558	entretien des autres biens mobiliers	13 000,00 €
6288	autres (analyses microbiologiques)	4 000,00 €
6358	autres droits et taxes	0,00 €
TOTAL 66	Charges financières	1 000,00 €
6688	Autres charges financières	1 000,00 €
TOTAL 67	Charges exceptionnelles	11 100,00 €
6718	Autres charges exceptionnelles opé gestion	100,00 €
673	titres annulés	1 000,00 €
678	Autres charges exceptionnelles	10 000,00 €
TOTAL 042	Opérations d'Ordre	12 500,00 €
6811	dotations aux amortissements	12 500,00 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		436 600,00 €

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2015
TOTAL 21	Immobilisations corporelles	17 402,86 €
21578	autre matériel et outil technique	17 402,86 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		17 402,86 €

CHAPITRE	LIBELLE	BP 2015
TOTAL 70	Produits des services	3 000,00 €
7068	autres prestations de service	3 000,00 €
TOTAL 75	Autres produits de gestion courante	432 600,00 €
7552	prise en charge du déficit	267 600,00 €
758	produits divers de gestion courante	165 000,00 €
TOTAL 77	Produits exceptionnels	1 000,00 €
7711	débits et pénalités perçues	1 000,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		436 600,00 €

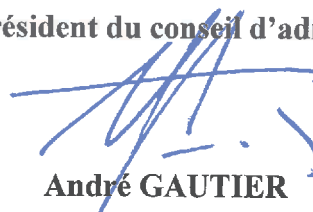
CHAPITRE	LIBELLE	BP 2015
TOTAL 001	Déficit ou excédent d'investissement reporté	4 902,86 €
TOTAL 040	opérations d'ordre	12 500,00 €
281578	autre matériel et outillage technique	12 500,00 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		17 402,86 €

*

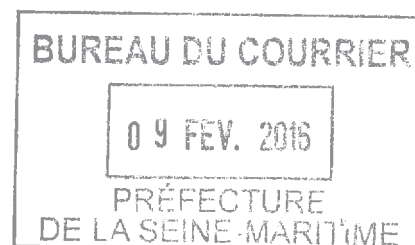
**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er mars 2016

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/03/2016			ECART POURVUS BUDGETAIRES
		BCA 01/03/2016	Création de poste	Suppression de poste	CA 01/03/2016	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
A1	Colonel	3			3	2	0	2	-1
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1
	Capitaine	36			36	36	0	36	0
B1	Lieutenant hors classe	6			6	6	0	6	0
B2	Lieutenant 1ère classe	40			40	39	0	39	-1
B3	Lieutenant 2ème classe	34			34	28	0	28	-6
C1	Adjudants	179			179	179	0	179	0
	Sergents	239			239	227	0	227	-12
C2	Caporal-chef	37			37	37	0	37	0
	Caporal	193			193	192	0	192	-1
C3	Sapeur 1 ^{re} classe	114			114	113	0	113	-1
TOTAL DES POSTES BUDGETAIRES		913	0	0	913	890	0	890	-23
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	1			1	1	0	1	0
	Médecin de 1ère classe	1			1	0	1	1	0
	Pharmacien 1ère classe	1			1	1	0	1	0
	Pharmacien 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A2	Infirmier d'encadrement	1			1	1	0	1	0
B1	Infirmier-chef	2			2	2	0	2	0
B2	Infirmier principal	1			1	1	0	1	0
B3	Infirmier	1			1	0	1	1	0
TOTAL DES POSTES BUDGETAIRES		10	0	0	10	8	2	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	0			0	0	0	0	0
A2	Attachés Territoriaux	14			15	9	5	14	-1
B	Rédacteurs Territoriaux	36			38	30	5	35	-3
C	Adjointes Administratives	99			99	94	5	99	0
TOTAL DES POSTES BUDGETAIRES		149	3	0	152	133	15	148	-4
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
TOTAL DES POSTES BUDGETAIRES		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	9			9	5	3	8	-1
B	Techniciens territoriaux	29			29	21	6	27	-2
C1	Agents de Maîtrise	28			26	24	1	25	-1
C2	Adjointes Techniques*	39			40	34	5	39	-1
TOTAL DES POSTES BUDGETAIRES		103	1	0	104	84	15	99	-5
TOTAUX		1176	4	0	1180	1116	32	1148	-32
Emplois temporaires	Sapeur 1 ^{re} classe	8			8	8	0	8	0
	Lieutenant 2ème classe	1			1	0	0	0	-1
	Sergent-chef	1			1	1	0	1	0
TOTAL DES EMPLOIS TEMPORAIRES		10	0	0	10	9	0	9	-1

Effectifs non budgétaires (hors effectif)	nombre
contractuels	9
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	10
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	1
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

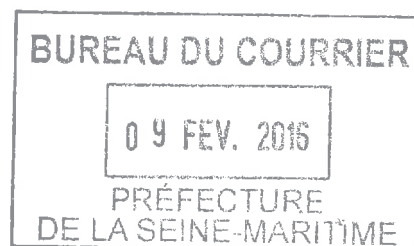
Budget primitif

BUDGET : Budget Principal (1)
Agrégé au budget principal de (2)

ANNEE 2016

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.



SOMMAIRE

BUDGET PRINCIPAL

I – Informations générales

A – Modalités de vote du budget	3
B – Exécution du budget de l'exercice précédent (dépenses – recettes)	4 - 5

II – Présentation générale du budget

A1 – Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 – Équilibre financier du budget – Section de fonctionnement	7
A2.2 – Équilibre financier du budget – Section d'investissement	8
B1 – Balance générale du budget – Dépenses	9
B2 – Balance générale du budget – Recettes	10 - 11

III - Vote du budget

A – Section de fonctionnement – Vue d'ensemble	12
A1 – Section de fonctionnement – Détail des dépenses	13-14 - 15
A2 – Section de fonctionnement – Détail des recettes	16
B – Section d'investissement – Vue d'ensemble	17
B1.1 - Section d'investissement – Dépenses non individualisées en programme d'équipement	18
B1.2 - Section d'investissement – Dépenses individualisées en programme d'équipement	19
B1.4 - Section d'investissement – Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	21-26
B1.3 - Section d'investissement – Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	27 - 44
B2 - Section d'investissement – Subventions d'équipement à verser	45
B3 - Section d'investissement – Dépenses financières	46
B4 - Section d'investissement – Recettes d'équipement	47
B5 - Section d'investissement – Recettes financières	48
B6 - Section d'investissement – Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	49
B7 - Section d'investissement – Opérations d'ordre entre sections	50
B8 - Section d'investissement – Opérations patrimoniales	51
B9.1 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières - Dépenses	52
B9.2 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières – Recettes	53

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

I – Informations générales

A – Modalités de vote du budget	3
B – Exécution du budget de l'exercice précédent	4 - 5

II – Présentation générale du budget

A1 – Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 – Équilibre financier du budget – Section de fonctionnement	7
A2.2 – Équilibre financier du budget – Section d'investissement	8
B1 – Balance générale du budget – Dépenses	9
B2 – Balance générale du budget – Recettes	10 - 11

III - Vote du budget

A – Section de fonctionnement – Vue d'ensemble	12
A1 – Section de fonctionnement – Détail des dépenses	13
A2 – Section de fonctionnement – Détail des recettes	14
B – Section d'investissement – Vue d'ensemble	15
B1.1 - Section d'investissement – Dépenses non individualisées en programme d'équipement	16
B1.2 - Section d'investissement – Dépenses individualisées en programme d'équipement	17
B1.3 - Section d'investissement – Dépenses d'équipement	18

B1.4 - Section d'investissement – Dépenses d'équipement	19
B2 - Section d'investissement – Subventions d'équipement à verser	20
B3 - Section d'investissement – Dépenses financières	21
B4 - Section d'investissement – Recettes d'équipement	22
B5 - Section d'investissement – Recettes financières	23
B6 - Section d'investissement – Opérations pour compte de tiers	24
B7 - Section d'investissement – Opérations d'ordre de transfert entre sections	25
B8 - Section d'investissement – Opérations patrimoniales	26
B9.1 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières - Dépenses	27
B9.2 - Section d'investissement – Équilibre des opérations financières – Recettes	28

IV – Annexes

A – Éléments du bilan

A1.1 – État de la dette – Détail des crédits de trésorerie	Sans objet
A1.2 – État de la dette – Répartition par nature de dette	A1.2
A1.3 – État de la dette – Répartition des emprunts par structure de taux	A1.3
A1.4 – État de la dette – Typologie de la répartition de l'encours	A1.4
A1.5 – État de la dette – Détail des opérations de couverture	Sans objet
A1.6 – État de la dette – Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans objet
A1.7 – État de la dette – Emprunt renégociés au cours de l'année N	Sans objet
A2 – Méthodes utilisées	A2
A3 – État des provisions	A3
A4 – État des charges transférées	Sans objet
A5 – Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans objet

B – Engagements hors bilan

B1 – Subventions versées dans le cadre du vote du budget	B1
B2 – État des contrats de crédit-bail	Sans objet
B3 – État des contrats de PPP	Sans objet
B4 – État des engagements donnés	Sans objet
B5 – État des engagements reçus	Sans objet
B6 – Situation des autorisations de programme	B6
B7 – Situation des autorisations d'engagement	Sans objet

C – Autres éléments d'information

C1 – État du personnel	C1
C2 – Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans objet
C3.1 – Liste des organismes de groupement	Sans objet
C3.2 – Liste des établissements publics créés	Sans objet
C3.3 – Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans objet
C3.4 – Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans objet

D – Arrêté et signatures

D – Arrêté et signatures	Signatures
--------------------------	------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau **du chapitre** pour la section de fonctionnement.
 - au niveau **du chapitre** pour la section d'investissement.
 - **avec** les programmes d'équipement listés sur l'état II-B1.2.
 - **sans** vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'articles à articles est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice précédent (4).

III – En absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté **avec reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent avant le vote du Compte Administratif**.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer "primitif de l'exercice précédent" ou "cumulé de l'exercice précédent"

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	106 392 241,63 €	107 073 496,60 €	9 090 620,09 €	9 771 875,06 €
Investissement	18 076 847,17 €	19 754 054,80 € (1)	1 818 703,59 €	3 495 911,22 €
Fonctionnement	88 315 394,46 €	87 319 441,80 € (2)	7 271 916,50 €	6 275 963,84 €

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si déficitaire, et + si excédentaire

(3) Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap./Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(I) 222 264,27 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
18	Compte de liaison : affectation (BA)	
	[...]	
	Programme d'équipement	70 508,62 €
20	Immobilisations incorporelles	30 424,58 €
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	89 659,08 €
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	31 671,99 €
	[...]	
26	Participations et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
	[...] opération pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(II)
	Charges à caractère général	
	[...]	
012	Charges de personnel et frais assimilés	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	
	[...]	

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration

I – INFORMATION GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
Dépenses	Recettes	Solde (B)	
I+II 222 264,27 €	III+IV 0,00 €	-222 264,27 €	9 549 610,79 €
I 222 264,27 €	III 0,00 €	-222 264,27 €	3 273 646,95 €
II	IV		6 275 963,84 €

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(III) 0,00 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subvention d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
18	Compte de liaison : affectation (BA)	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participations et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
	[...] opération pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(IV)
70	Prod.services, domaine, ventes diverses	
	[...]	
74	Contributions et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
V O T E	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	13 679 759,54	10 406 112,59

+ + +

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	222 264,27	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 495 911,22

= = =

Total de la section d'investissement (3)	13 902 023,81	13 902 023,81
--	---------------	---------------

		DEPENSES	RECETTES
V O T E	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	91 362 899,35	85 086 935,51

+ + +

R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 275 963,84

= = =

Total de la section de fonctionnement (4)	91 362 899,35	91 362 899,35
---	---------------	---------------

TOTAL DU BUDGET (5)	105 264 923,16	105 264 923,16
---------------------	----------------	----------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	13 457 707,03	222 052,51	13 679 759,54	3 809 333,27	6 596 779,32	10 406 112,59
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	84 766 120,03	6 596 779,32	91 362 899,35	84 864 883,00	222 052,51	85 086 935,51
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	98 223 827,06	6 818 831,83	105 042 658,89	88 674 216,27	6 818 831,83	95 493 048,10

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	11 531 373,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42	
65	Autres charges de gestion courante	740 451,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		1 162 247,00
74	Contributions et participations		82 703 381,00
75	Autres produits de gestion courante		69 255,00
013	Atténuations de charges		880 000,00
Total gestion des services		83 386 618,42	84 814 883,00
66	Charges financières	22 500,00	
67	Charges exceptionnelles	188 000,00	
68	Dotations amortissements et provisions	317 000,00	
022	Dépenses imprévues	852 001,61	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		50 000,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 84 766 120,03	II 84 864 883,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	98 762,97
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	6 596 779,32	222 052,51
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 6 596 779,32	IV 222 052,51

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	6 374 726,81
---	---------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 6 275 963,84
---	---------------	------------------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 91 362 899,35	II+IV+VI 91 362 899,35
----------------------------	------------------------------	-------------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER–SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 2 805 085,27
13	Subventions d'investissement	0,00	164 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées	235 500,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 673 720,55	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 9 605 378,08	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 2 524 490,18	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	639 882,49	
024	Produits des cessions d'immobilisations		140 000,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 13 679 971,30	II 3 809 333,27

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :.....	9 870 638,03
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	222 052,51	6 596 779,32
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 222 052,51	IV 6 596 779,32

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	6 374 726,81
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 3 495 911,22
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 13 902 023,81	II + IV + VI + VII 13 902 023,81
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	11 531 373,00		11 531 373,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 114 794,42		71 114 794,42
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	740 451,00		740 451,00
66	Charges financières	22 500,00	0,00	22 500,00
67	Charges exceptionnelles	188 000,00	0,00	188 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	317 000,00	6 596 779,32	6 913 779,32
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	852 001,61		852 001,61
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		84 766 120,03	6 596 779,32	91 362 899,35

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35
--	----------------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	235 500,00	0,00	235 500,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	9 443 689,16		9 443 689,16
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	166 974,58	0,00	166 974,58
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	3 161 253,08	0,00	3 161 253,08
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	31 671,99	0,00	31 671,99
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	1 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Diff. sur réalisations d'immobilisations		222 052,51	222 052,51
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	639 882,49		639 882,49
Dépenses d'investissement –Total		13 679 971,30	222 052,51	13 902 023,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 902 023,81
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	880 000,00		880 000,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 162 247,00		1 162 247,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	82 703 381,00		82 703 381,00
75	Autres produits de gestion courante	69 255,00	0,00	69 255,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	50 000,00	222 052,51	272 052,51
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		84 864 883,00	222 052,51	85 086 935,51

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	6 275 963,84
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35
--	----------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 805 085,27	0,00	2 805 085,27
13	Subventions d'investissement	164 248,00	0,00	164 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	700 000,00	0,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		6 596 779,32	6 596 779,32
19	Diff. sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	140 000,00		140 000,00
Recettes d'investissement –Total		3 809 333,27	6 596 779,32	10 406 112,59

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	3 495 911,22
--	---------------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 902 023,81
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	13 351 365,00	0,00	11 531 373,00	11 531 373,00	11 531 373,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	13 351 365,00	0,00	11 531 373,00	11 531 373,00	11 531 373,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 127 519,30	0,00	71 114 794,42	71 114 794,42	71 114 794,42
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	705 300,00	0,00	740 451,00	740 451,00	740 451,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	705 300,00	0,00	740 451,00	740 451,00	740 451,00
66	Charges financières	23 000,00	0,00	22 500,00	22 500,00	22 500,00
67	Charges exceptionnelles	571 000,00	0,00	188 000,00	188 000,00	188 000,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		317 000,00	317 000,00	317 000,00
022	Dépenses imprévues	1 354 092,50		852 001,61	852 001,61	852 001,61
023	Virement à la section d'investissement	1 000 000,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	6 000 000,00		6 596 779,32	6 596 779,32	6 596 779,32
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		94 132 276,80	0,00	91 362 899,35	91 362 899,35	91 362 899,35

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35
--	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 184 476,00	0,00	1 162 247,00	1 162 247,00	1 162 247,00
74	Contributions et participations	84 091 965,00	0,00	82 703 381,00	82 703 381,00	82 703 381,00
75	Autres produits de gestion courante	80 500,00	0,00	69 255,00	69 255,00	69 255,00
013	Atténuations de charges	887 000,00	0,00	880 000,00	880 000,00	880 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	120 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	496 419,30		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		222 052,51	222 052,51	222 052,51
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		86 860 360,30	0,00	85 086 935,51	85 086 935,51	85 086 935,51

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	6 275 963,84
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35
--	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap./ Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	13 351 365,00 €	11 531 373,00 €	11 531 373,00 €
6042	Achats prestations de services	750 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
60611	Eau et assainissement	250 100,00 €	174 774,00 €	174 774,00 €
60612	Énergie électricité	1 547 300,00 €	1 548 525,00 €	1 548 525,00 €
60621	Combustibles	111 600,00 €	99 920,00 €	99 920,00 €
60622	Carburants	999 000,00 €	926 000,00 €	926 000,00 €
60623	Alimentation	43 800,00 €	52 977,00 €	52 977,00 €
60631	Fournitures d'entretien	134 745,00 €	125 300,00 €	125 300,00 €
60632	Fournitures petit équipement	594 792,00 €	632 009,00 €	632 009,00 €
60636	Habilllements et vête. de travail	365 682,00 €	364 421,00 €	364 421,00 €
6064	Fournitures administratives	110 000,00 €	107 531,00 €	107 531,00 €
60661	Médicaments	36 708,00 €	36 991,00 €	36 991,00 €
60662	Vaccins et sérums	7 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €
60668	Autres produits pharmaceutiques	149 609,00 €	151 073,00 €	151 073,00 €
6067	Produits d'intervention	40 480,00 €	25 530,00 €	25 530,00 €
6068	Autres matériels et fournitures	480 605,00 €	406 513,00 €	406 513,00 €
611	Contrats de prestations et serv.	374 000,00 €	384 850,00 €	384 850,00 €
6132	Locations immobilières	1 220 200,00 €	853 640,00 €	853 640,00 €
6135	Locations mobilières	65 717,00 €	70 553,00 €	70 553,00 €
614	Charges locatives et de copropriété	76 622,00 €	45 302,00 €	45 302,00 €
61521	Terrains	79 000,00 €	109 250,00 €	109 250,00 €
61522	Bâtiments	527 950,00 €	0,00 €	0,00 €
615221	Bâtiments publics	0,00 €	560 950,00 €	560 950,00 €
61551	Matériel roulant	629 250,00 €	629 150,00 €	629 150,00 €
61558	Autres biens mobiliers	415 145,00 €	380 860,00 €	380 860,00 €
6156	Maintenance	437 510,00 €	543 954,00 €	543 954,00 €
616	Primes d'assurances	765 000,00 €	0,00 €	0,00 €
6161	Multirisques	0,00 €	505 000,00 €	505 000,00 €
6168	Autres primes d'assurance	0,00 €	264 000,00 €	264 000,00 €
617	Etudes et recherches	35 000,00 €	74 000,00 €	74 000,00 €
61821	Abonnements	32 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
61828	Autres	25 000,00 €	6 500,00 €	6 500,00 €
6184	Versement à des organismes de form.	629 300,00 €	389 352,00 €	389 352,00 €
6185	Frais de colloques et séminaires	2 300,00 €	1 300,00 €	1 300,00 €
6225	Indemnités au comptables	9 500,00 €	9 500,00 €	9 500,00 €
6226	Honoraires	8 000,00 €	8 902,00 €	8 902,00 €
6227	Frais d'actes et de contentieux	94 400,00 €	82 000,00 €	82 000,00 €
6231	Annonces et insertions	66 500,00 €	70 500,00 €	70 500,00 €
6232	Fêtes et cérémonies	500,00 €	200,00 €	200,00 €
6234	Réceptions	85 000,00 €	62 800,00 €	62 800,00 €
6236	Catalogues, imprimés et public.	36 000,00 €	21 600,00 €	21 600,00 €
6238	Divers	200,00 €	0,00 €	0,00 €
6241	Transports de biens	42 500,00 €	26 400,00 €	26 400,00 €
6247	Transports collectifs du pers.	23 200,00 €	5 940,00 €	5 940,00 €
6251	Voyages, déplacements et miss.	544 050,00 €	300 714,00 €	300 714,00 €
6255	Frais de déménagement	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
6262	Frais de télécommunications	560 000,00 €	433 460,00 €	433 460,00 €
6283	Frais de nettoyage des locaux	554 000,00 €	560 820,00 €	560 820,00 €
6288	Autres	286 100,00 €	325 350,00 €	325 350,00 €
63512	Taxes foncières	8 500,00 €	2 752,00 €	2 752,00 €
6354	Droit d'enregistrement timbre	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
6355	Taxes et impôts véhicules	6 500,00 €	14 900,00 €	14 900,00 €
637	Autres impôts et taxes	35 000,00 €	38 310,00 €	38 310,00 €

Chap./ Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
012	Charges de personnel et frais assimilés	71 127 519,30 €	71 114 794,42 €	71 114 794,42 €
6218	Autre personnel extérieur	43 000,00 €	37 701,00 €	37 701,00 €
6331	Versement de transport	352 400,00 €	348 992,00 €	348 992,00 €
6332	Cotisations versées FNAL	136 000,00 €	134 881,00 €	134 881,00 €
6336	Cotisations au CNFPT et CDG	507 500,00 €	504 967,00 €	504 967,00 €
64111	Rémunération principale	26 943 119,30 €	26 005 434,42 €	26 005 434,42 €
64112	Suppl. familiale de traitement	584 600,00 €	619 458,00 €	619 458,00 €
64113	NBI	156 100,00 €	150 029,00 €	150 029,00 €
64118	Autre indemnités	13 128 600,00 €	13 600 578,00 €	13 600 578,00 €
64131	Rémunération	1 071 500,00 €	1 196 306,00 €	1 196 306,00 €
64141	Vacations versées Sap.Pomp.Vol.	10 379 100,00 €	10 092 927,00 €	10 092 927,00 €
64145	Vacations versées aux empl.	25 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
64146	Service de santé	45 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €
64162	Emplois d'avenir	176 000,00 €	176 306,00 €	176 306,00 €
6417	Rémunérations des apprentis	6 500,00 €	18 454,00 €	18 454,00 €
6451	Cotisations à l'URSSAF	4 740 800,00 €	4 736 618,00 €	4 736 618,00 €
6453	Cotisations Caisse de retraite	10 502 100,00 €	10 411 084,00 €	10 411 084,00 €
6454	Cotisations ASSEDIC	62 300,00 €	84 094,00 €	84 094,00 €
6456	Versement au FNC sup. fam.	70 000,00 €	44 997,00 €	44 997,00 €
6458	Cotisations autres organismes	979 000,00 €	981 000,00 €	981 000,00 €
646	Allocation de vétéran	642 700,00 €	633 323,00 €	633 323,00 €
6472	Prestations familiales directes	22 000,00 €	30 018,00 €	30 018,00 €
6473	Allocation chômage	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €
6474	Versement au œuvres sociales	340 000,00 €	356 000,00 €	356 000,00 €
6475	Médecine du travail pharmacie	60 000,00 €	66 100,00 €	66 100,00 €
6478	Autres charges sociales diverses	2 000,00 €	702 000,00 €	702 000,00 €
6488	Autres charges	148 200,00 €	133 527,00 €	133 527,00 €
65	Autres charges de gestion courante	705 300,00 €	740 451,00 €	740 451,00 €
6521	Déficit des budgets annexes	267 100,00 €	267 600,00 €	267 600,00 €
6531	Indemnités	46 200,00 €	45 851,00 €	45 851,00 €
6532	Frais de mission	6 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €
6541	Créances admises en non-valeurs	5 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
6542	Créances éteintes	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
6558	Autres contributions obligatoires	260 000,00 €	260 000,00 €	260 000,00 €
656	Participation	0,00 €	41 000,00 €	41 000,00 €
6574	Sub. de fonc. aux assoc. et autres	100 000,00 €	90 000,00 €	90 000,00 €
658	Charges diverses de gestion courante	16 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €
014	Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		85 184 184,30 €	83 386 618,42 €	83 386 618,42 €
66	Charges financières (B)	23 000,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €
66111	Intérêts réglés à l'échéance	23 000,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE			
668	Autres charges financières			
67	Charges exceptionnelles (C)	571 000,00 €	188 000,00 €	188 000,00 €
6711	Intérêts moratoires et pénalités	50 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
6718	Autres charges except. OP. gs.	0,00 €	165 000,00 €	165 000,00 €
673	Titres annulés	521 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
6745	Subventions aux personnes	0,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €
68	Dotations aux provisions (D)	0,00 €	317 000,00 €	317 000,00 €
6815	Dot.prov. Pour risques et charges de fonctionnement	0,00 €	117 000,00 €	117 000,00 €
6875	Dot.prov. Pour risques et charges exceptionnelles	0,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €
022	Dépenses imprévues (E)	1 354 092,50 €	852 001,61 €	852 001,61 €
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		87 132 276,80 €	84 766 120,03 €	84 766 120,03 €

023	Virement à la section d'investissement	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	6 000 000,00 €	6 596 779,32 €	6 596 779,32 €
6811	Dot. Amort. Et prov. Immobilisations	6 000 000,00 €	6 596 779,32 €	6 596 779,32 €
043	Opérations d'ordre intérieur de la section (2)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		7 000 000,00 €	6 596 779,32 €	6 596 779,32 €
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		94 132 276,80 €	91 362 899,35 €	91 362 899,35 €

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00 €
---------------------------	--------

+

D 002 RESULTAT ANTICIPE (3)	0,00 €
-----------------------------	--------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35 €
--	------------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	483,62 €
Montant des ICNE de l'exercice N – 1	1 255,21 €
= Différence ICNE N - ICNE N – 1	- 771,59 €

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap./ Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
70	Produits services, domaine, ventes diverses	1 184 476,00 €	1 162 247,00 €	1 162 247,00 €
7061	Intervention soumises à fact.	579 174,00 €	450 707,00 €	450 707,00 €
7068	Autres prestations de services	245 540,00 €	54 040,00 €	54 040,00 €
70848	Aux autres organismes	359 762,00 €	622 000,00 €	622 000,00 €
70878	Par des tiers	0,00 €	35 500,00 €	35 500,00 €
74	Contributions et participations	84 091 965,00 €	82 703 381,00 €	82 703 381,00 €
74712	Emplois d'avenir	130 000,00 €	133 000,00 €	133 000,00 €
7473	Départements	46 663 000,00 €	45 731 000,00 €	45 731 000,00 €
7474	Communes	19 535 000,00 €	19 546 702,00 €	19 546 702,00 €
7475	Groupements de collectivités	16 222 000,00 €	16 211 077,00 €	16 211 077,00 €
7478	Autres organismes	1 541 965,00 €	1 081 602,00 €	1 081 602,00 €
75	Autres produits de gestion courante	80 500,00 €	69 255,00 €	69 255,00 €
752	Revenus des immeubles	80 500,00 €	0,00 €	0,00 €
758	Produits divers de Gestion Courante	0,00 €	69 255,00 €	69 255,00 €
013	Atténuations de charges	887 000,00 €	880 000,00 €	880 000,00 €
6419	Remboursements sur rémunération	885 000,00 €	506 874,00 €	506 874,00 €
6479	Remboursement sur autres charges sociales	2 000,00 €	373 126,00 €	373 126,00 €
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		86 243 941,00 €	84 814 883,00 €	84 814 883,00 €
76	Produits financiers (B)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
77	Produits exceptionnels (C)	120 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
7711	Débts et pénalités perçus	120 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
78	Reprises sur provisions (D)	496 419,30 €	0,00 €	0,00 €
7875	Reprises provisions pour risques et charges	496 419,30 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		86 860 360,30 €	84 864 883,00 €	84 864 883,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00 €	222 052,51 €	222 052,51 €
7768	Neutralisation des amortissements	0,00 €	222 052,51 €	222 052,51 €
043	Opérations d'ordre intérieur de la section (2)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL DES RECETTES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		86 860 360,30 €	85 086 935,51 €	85 086 935,51 €

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00 €
----------------------------------	---------------

+

R 002 RESULTAT ANTICIPE (3)	6 275 963,84 €
------------------------------------	-----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	91 362 899,35 €
--	------------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N – 1	
= Différence ICNE N - ICNE N – 1	

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Dépenses d'équipement	13 910 686,09	222 264,27	12 581 324,54	12 581 324,54	12 803 588,81
- Non individualisées en programmes d'équipement	3 179 463,00	151 755,65	3 208 144,00	3 208 144,00	3 359 899,65
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	3 179 463,00	151 755,65	3 208 144,00	3 208 144,00	3 359 899,65
- Individualisées en programmes d'équipement	10 731 223,09	70 508,62	9 373 180,54	9 373 180,54	9 443 689,16
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	10 731 223,09	70 508,62	9 373 180,54	9 373 180,54	9 443 689,16
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	345 200,00	0,00	876 382,49	876 382,49	876 382,49
040 Opérations d'ordre entre sections	0,00		222 052,51	222 052,51	222 052,51
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	14 255 886,09	222 264,27	13 679 759,54	13 679 759,54	13 902 023,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 902 023,81
---	----------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Recettes d'équipement	3 602 800,00	0,00	864 248,00	864 248,00	864 248,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 070 000,00	0,00	2 945 085,27	2 945 085,27	2 945 085,27
Opérations d'ordre entre sections	7 000 000,00		6 596 779,32	6 596 779,32	6 596 779,32
041 Opérations patrimoniales	3 481 870,95		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	15 154 670,95	0,00	10 406 112,59	10 406 112,59	10 406 112,59

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	3 495 911,22
--	---------------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 902 023,81
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		3 179 463,00	151 755,65	3 208 144,00	3 208 144,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	127 850,00	30 424,58	136 550,00	136 550,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	127 850,00	30 424,58	136 550,00	136 550,00
21	Immobilisations corporelles	3 051 613,00	89 659,08	3 071 594,00	3 071 594,00
21311	Bâtiments administratifs	27 000,00	2 283,26	132 330,00	132 330,00
21312	Centres d'incendie et de secours	237 200,00	15 110,39	378 500,00	378 500,00
21531	Réseaux de transmission	213 800,00	0,00	183 500,00	183 500,00
21532	Réseaux d'alerte	23 860,00	0,00	18 160,00	18 160,00
21538	Autres réseaux	169 810,00	0,00	44 280,00	44 280,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	239 500,00	23 207,87	460 100,00	460 100,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 018 874,00	27 574,58	1 009 270,00	1 009 270,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	158 205,00	0,00	154 657,00	154 657,00
21571	Ateliers	31 695,00	16 266,00	1 144,00	1 144,00
21578	Autre matériel et outillage technique	14 760,00	0,00	47 385,00	47 385,00
2158	Autres install., mat et outil. techn.	3 000,00	0,00	25 600,00	25 600,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	242 100,00	0,00	148 000,00	148 000,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	9 400,00	9 400,00
2183	Matériel informatique	241 850,00	4 758,00	199 800,00	199 800,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	134 662,00	0,00	165 688,00	165 688,00
2188	Autres immobilisations corporelles	295 297,00	458,98	93 780,00	93 780,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	31 671,99	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	31 671,99	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du Président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		13 494 323,38 €	70 508,62 €	9 373 180,54 €	9 373 180,54 €
2004000005	Contruction CIS Rouen SUD	10 119 434,19 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2005000002	Contruction CIS Le Havre Sud	492 800,73 €	7 515,85 €	0,00 €	0,00 €
2007000001	Construction CIS Saint Nicolas d'Alermont	869 797,83 €	5 688,35 €	0,00 €	0,00 €
2007000002	Construction CIS Blangy sur Bresle	1 210 995,38 €	8 158,47 €	0,00 €	0,00 €
2007000003	Construction CIS Luneray	927 623,67 €	14 090,10 €	0,00 €	0,00 €
2008000002	Extension Direction Départementale / Plateau logistique	2 468 425,42 €	35 055,85 €	0,00 €	0,00 €
2010000006	Groupement Ouest	2 276 147,55 €	0,00 €	1 450 000,00 €	1 450 000,00 €
2012000001	Plateau Technique de Formation	848 117,30 €	0,00 €	244 397,48 €	244 397,48 €
2013000001	Groupement Est Etat Major	767 755,26 €	0,00 €	93 500,00 €	93 500,00 €
2013000002	Modernisation des outils informatiques de gestion	779 603,36 €	0,00 €	456 745,97 €	456 745,97 €
2013000003	Révision du SDACR et RO	139 395,20 €	0,00 €	61 200,00 €	61 200,00 €
2014000004	Réhabilitation CIS Yerville	212 090,15 €	0,00 €	41 378,56 €	41 378,56 €
2014000005	Réhabilitation CIS Caudebec	410 285,57 €	0,00 €	28 333,53 €	28 333,53 €
2014000006	Réhabilitation CIS Forges les eaux	39 819,87 €	0,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €
2014000008	Réhabilitation CIS La Mailleye	319 958,58 €	0,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €
2014000009	Réhabilitation CIS Montivilliers	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
2014000010	Réaménagement locaux de la direction	242 035,09 €	0,00 €	20 500,00 €	20 500,00 €
2014000011	Reconstruction Cany	11 724,00 €	0,00 €	55 200,00 €	55 200,00 €
2014000012	Construction CIS Le Havre Sud	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
2015000001	Matériels roulants	1 425 453,32 €	0,00 €	3 073 030,00 €	3 073 030,00 €
2015000002	Masques ARI	34 681,50 €	0,00 €	43 800,00 €	43 800,00 €
2015000003	Système de gestiojn opérationnelle	17 613,60 €	0,00 €	2 450 000,00 €	2 450 000,00 €
2015000004	Caisson multi-activités	0,00 €	0,00 €	360 000,00 €	360 000,00 €
2016000001	Ajustement moyens matériels des équipes spécialisées	0,00 €	0,00 €	506 095,00 €	506 095,00 €
	[...]				

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2004000005
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS ROUEN SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		10 119 434,19 €	a 0,00 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	21 346,97 €			
2031	Frais d'études	21 346,97 €			
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	10 098 087,22 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21312	Centres d'incendie et de secours				
231312	Centres d'incendie et de secours	9 936 255,83 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels	161 831,39 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2005000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	492 800,73 €	a 7 515,85 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 415,34 €			
2031	Frais d'études	15 415,34 €			
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	477 385,39 €	7 515,85 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	149 870,39 €	7 515,85 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels	327 515,00 €			

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-7 515,85
--------------------------------------	------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2007000001
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS SAINT D'ALIERMONT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	869 797,83 €	a 5 688,35 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 068,34 €			
2031	Frais d'études	6 068,34 €			
21	Immobilisations corporelles	4 576,12 €			
21312	Centres d'incendie et de secours	4 576,12 €			
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	859 153,37 €	5 688,35 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	859 153,37 €	5 688,35 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels				

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-5 688,35
--------------------------------------	------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2007000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS BLANGY SUR BRESLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	1 210 995,38 €	a 8 158,47 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	4 767,02 €			
2031	Frais d'études	4 767,02 €			
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	1 206 228,36 €	8 158,47 €	0,00 €	0,00 €
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €			
231312	Centres d'incendie et de secours	1 201 414,18 €	8 158,47 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels	4 814,18 €			

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-8 158,47
--------------------------------------	------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2007000003

LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LUNERAY

NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	927 623,67 €	a 14 090,10 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 462,13 €			
2031	Frais d'études	5 462,13 €			
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	922 161,54 €	14 090,10 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	916 579,37 €	14 090,10 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels	5 582,17 €			

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-14 090,10
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2008000002
LIBELLE : CONSTRUCTION EXTENSION DIRECTION DEPARTEMENTALE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	2 468 425,42 €	a 35 055,85 €	0,00 €	b 0,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 042,93 €			
2031	Frais d'études	9 042,93 €			
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours	2 459 382,49 €	35 055,85 €	0,00 €	0,00 €
231311	Centres d'incendie et de secours	2 459 382,49 €	35 055,85 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances et acomptes sur immo. Corporels				

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) - (a + b) (4)	-35 055,85
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2010000006
LIBELLE : GROUPEMENT OUEST
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		4 250 000,00 €	2 276 147,55 €	a 0,00 €	1 450 000,00 €	b 1 450 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	4 250 000,00 €	2 276 147,55 €	0,00 €	1 450 000,00 €	1 450 000,00 €
231311	Centres d'incendie et de secours	4 250 000,00 €	2 257 662,15 €	0,00 €	1 450 000,00 €	1 450 000,00 €
238	Avances et acomptes		18 485,40 €		0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours				0,00 €	0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-1 450 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 142 500,00 €	848 117,30 €	a 0,00 €	244 397,48 €	b 244 397,48 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 821,30 €	9 821,30 €			
2031	Frais d'études	9 821,30 €	9 821,30 €			
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	1 132 678,70 €	838 296,00 €	0,00 €	244 397,48 €	244 397,48 €
231311	Centres d'incendie et de secours	1 132 678,70 €	838 296,00 €	0,00 €	244 397,48 €	244 397,48 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-244 397,48
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2013000001

LIBELLE : GROUPEMENT EST ETAT MAJOR

AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1301

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 400 000,00 €	767 775,26 €	a 0,00 €	93 500,00 €	b 93 500,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles	1 357 572,11 €	753 503,12 €	0,00 €		
21311	Bâtiments administratifs	1 349 760,64 €	744 244,19 €	0,00 €		
21571	Outillages ateliers	1 930,20 €	1 930,20 €	0,00 €		
2183	Matériel informatique	1 724,36 €	1 724,36 €	0,00 €		
2184	Matériel de bureau et mobilier	1 030,22 €	2 128,68 €	0,00 €		
2188	Autres	3 126,69 €	3 475,69 €	0,00 €		
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	42 427,89 €	14 272,14 €	0,00 €	93 500,00 €	93 500,00 €
231311	Bâtiments administratifs	42 427,89 €	14 272,14 €	0,00 €	93 500,00 €	93 500,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

-93 500,00

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES DE GESTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 675 000,00 €	779 603,36 €	a 0,00 €	456 745,97 €	b 456 745,97 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 675 000,00 €	655 047,64 €	0,00 €	456 745,97 €	456 745,97 €
2031	Frais d'études	70 713,61 €	71 752,23 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	Concessions droit similaires, brevet	1 604 286,39 €	583 295,41 €	0,00 €	456 745,97 €	456 745,97 €
21	Immobilisations corporelles		124 555,72 €			
2183	Matériel informatique		124 555,72 €			
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours		0,00 €		0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-456 745,97
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2013000003
LIBELLE : REFONTE SDACR ET RO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1303

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		204 052,00 €	139 395,20 €	a 0,00 €	61 200,00 €	b 61 200,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	204 052,00 €	139 395,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études	204 052,00 €	137 852,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	Concession et droits simil.brevet.		1 543,20 €		0,00 €	0,00 €
21	Immobilisations corporelles				61 200,00 €	61 200,00 €
21532	Réseaux d'alerte				61 200,00 €	61 200,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours		0,00 €		0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	61 200,00
--------------------------------------	------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000004
LIBELLE : REHABILITATION CIS YERVILLE
AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1404

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		260 000,00 €	212 090,15 €	a 0,00 €	41 378,56 €	b 41 378,56 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					0,00 €
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	260 000,00 €	212 090,15 €	0,00 €	41 378,56 €	41 378,56 €
231312	Centres d'incendie et de secours	260 000,00 €	212 090,15 €	0,00 €	41 378,56 €	41 378,56 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	41 378,56
--------------------------------------	------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000005
LIBELLE : REHABILITATION CIS CAUDEBEC
AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1405

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		440 000,00 €	410 285,57 €	a 0,00 €	28 333,53 €	b 28 333,53 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		1 145,57 €		0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études		1 145,57 €			0,00 €
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	440 000,00 €	410 285,57 €	0,00 €	28 333,53 €	28 333,53 €
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	440 000,00 €	410 285,57 €	0,00 €	28 333,53 €	28 333,53 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-28 333,53
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000006
LIBELLE : REHABILITATION CIS FORGES LES EAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00 €	39 819,87 €	a 0,00 €	249 000,00 €	b 249 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles				0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	520 000,00 €	39 819,87 €	0,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	520 000,00 €	39 819,87 €	0,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-249 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000008
LIBELLE : REHABILITATION CIS LA MAILLERAYE
AFFECTATION A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		585 000,00 €	319 958,58 €	a 0,00 €	125 000,00 €	b 125 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles				0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	585 000,00 €	319 958,58 €	0,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	585 000,00 €	319 958,58 €	0,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-125 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000009

LIBELLE : REHABILITATION MONTIVILLIERS

AFFECTATION A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		445 000,00 €	0,00 €	a 0,00 €	15 000,00 €	b 15 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles				0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	445 000,00 €	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	445 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-15 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000010
LIBELLE : REAMENAGEMENT LOCAUX DE LA DIRECTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00 €	242 035,09 €	a 0,00 €	20 500,00 €	b 20 500,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles	39 047,17 €	242 035,09 €	0,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
21311	Centres d'incendie et de secours	36 574,35 €	236 762,07 €	0,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
2184	Matériel de bureau et mobilier	2 472,82 €	5 273,02 €	0,00 €	0,00 €	
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	480 952,83 €	0,00 €	0,00 €	19 000,00 €	19 000,00 €
231311	Centres d'incendie et de secours	480 952,83 €	0,00 €	0,00 €	19 000,00 €	19 000,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-20 500,00
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000011

LIBELLE : RECONSTRUCTION CANY

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1411

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N - 1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 650 000,00 €	11 724,00 €	a 0,00 €	55 200,00 €	b 55 200,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		2 700,00 €		0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études		2 700,00 €			
21	Immobilisations corporelles			0,00 €	0,00 €	0,00 €
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	1 650 000,00 €	9 024,00 €	0,00 €	55 200,00 €	55 200,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	9 024,00 €	9 024,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours	1 640 976,00 €	0,00 €	0,00 €	55 200,00 €	55 200,00 €
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N - 1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-55 200,00
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2014000012

LIBELLE : Construction CIS LE HAVRE SUD

AFFECTATION A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		10 200 000,00 €	0,00 €	a 0,00 €	100 000,00 €	b 100 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					
21	Immobilisations corporelles					
	[...]					
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-100 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS
AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		11 830 400,00 €	1 425 453,32 €	a 0,00 €	3 073 030,00 €	b 3 073 030,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					0,00 €
21	Immobilisations corporelles	11 830 400,00 €	1 425 453,32 €	0,00 €	3 073 030,00 €	3 073 030,00 €
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	11 830 400,00 €	1 312 797,37 €	0,00 €	2 961 780,00 €	2 961 780,00 €
2182	Matériel de transport		112 655,95 €		111 250,00 €	111 250,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-3 073 030,00
--------------------------------------	----------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2015000002
LIBELLE : MASQUES DES APPAREILS RESPIRATOIRES ISOLANTS
AFFECTATION A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1502

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		197 700,00 €	34 681,50 €	a 0,00 €	43 800,00 €	b 43 800,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					0,00 €
21	Immobilisations corporelles	197 700,00 €	34 681,50 €		43 800,00 €	43 800,00 €
21562	Matériel non modifié d'incendie et de secours	197 700,00 €	34 681,50 €	0,00 €	43 800,00 €	43 800,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-43 800,00
--------------------------------------	-------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2015000003
LIBELLE : SYSTÈME DE GESTION OPERATIONNELLE
AFFECTÉ À L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		6 050 000,00 €	17 613,60 €	a 0,00 €	2 450 000,00 €	b 2 450 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	200 000,00 €	17 613,60 €	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
2031	Frais d'études	200 000,00 €	17 613,60 €		50 000,00 €	50 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	5 850 000,00 €	0,00 €		2 400 000,00 €	2 400 000,00 €
21311	Bâtiments administratifs	850 000,00 €	0,00 €	0,00 €	850 000,00 €	850 000,00 €
21532	Réseau d'alerte	5 000 000,00 €			1 550 000,00 €	1 550 000,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-2 450 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2015000004

LIBELLE : CAISSON MULTI-ACTIVITES

AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1504

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		540 000,00 €	0,00 €	a 0,00 €	360 000,00 €	b 360 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					0,00 €
21	Immobilisations corporelles	540 000,00 €	0,00 €		360 000,00 €	360 000,00 €
21311	Bâtiments administratifs	540 000,00 €	0,00 €	0,00 €	360 000,00 €	360 000,00 €
21532	Réseau d'alerte				0,00 €	0,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

-360 000,00

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT [...]	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N °2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

N°	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 401 895,00 €	0,00 €	a 0,00 €	506 095,00 €	b 506 095,00 €
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais d'études					0,00 €
21	Immobilisations corporelles	1 401 895,00 €	0,00 €		506 095,00 €	506 095,00 €
21562	Matériels non mobiles d'inc. et de sec.	1 401 895,00 €	0,00 €	0,00 €	506 095,00 €	506 095,00 €
					0,00 €	0,00 €
22	Immobilisations reçues en affectation					
	[...]					
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
231312	Centres d'incendie et de secours					
2317312	Centres d'incendie et de secours					
	[...]					

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap./ Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N -1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTUEES (2)			c		d
13	Subvention d'investissement (sauf 138)				
	[...]				
16	Emprunts et dettes assimilées (3)				
	[...]				
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)				
	[...]				
21	Immobilisations corporelles				
	[...]				
22	Immobilisations reçues en affectation				
	[...]				
23	Immobilisations en cours				
	[...]				

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-506 095,00
--------------------------------------	--------------------

(1) détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	345 200,00	0,00	876 382,49	876 382,49
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	236 000,00	0,00	235 500,00	235 500,00
1641	Emprunts en euros	236 000,00	0,00	235 500,00	235 500,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 200,00	0,00	1 000,00	1 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 200,00	0,00	1 000,00	1 000,00
020	Dépenses imprévues	108 000,00		639 882,49	639 882,49

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	3 602 800,00	0,00	864 248,00	864 248,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	602 800,00	0,00	164 248,00	164 248,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	41 800,00	0,00	41 800,00	41 800,00
1312	Subv. transf. régions	0,00	0,00	13 323,00	13 323,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	561 000,00	0,00	109 125,00	109 125,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	3 000 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	1 070 000,00	0,00	2 945 085,27	2 945 085,27
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 070 000,00	0,00	2 805 085,27	2 805 085,27
10222	FCTVA	1 070 000,00	0,00	2 805 085,27	2 805 085,27
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	222 052,51	222 052,51
198	Neutralisation des amortissements	0,00	222 052,51	222 052,51
	RECETTES (2)	7 000 000,00	6 596 779,32	6 596 779,32
040	Opérations d'ordre entre sections	6 000 000,00	6 596 779,32	6 596 779,32
28032	Frais de recherche et de développement	6 000 000,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	6 596 779,32	6 596 779,32
021	Virement de la section de fonctionnement	1 000 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	3 481 870,95	0,00	0,00
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	<i>3 481 870,95</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		875 382,49	875 382,49
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		235 500,00	235 500,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	235 500,00	235 500,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		639 882,49	639 882,49
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	639 882,49	639 882,49

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	875 382,49	222 264,27	0,00	1 097 646,76

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		9 541 864,59	III 9 541 864,59
Ressources propres externes de l'année (a)		2 805 085,27	2 805 085,27
10222	FCTVA	2 805 085,27	2 805 085,27
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		6 736 779,32	6 736 779,32
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	6 596 779,32	6 596 779,32
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	140 000,00	140 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	9 541 864,59	0,00	3 495 911,22	0,00	13 037 775,81

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 097 646,76
Ressources propres disponibles	IV 13 037 775,81
Solde	V = IV – II (5) 11 940 129,05

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Budget primitif

BUDGET : Budget Restauration (1)
Agrégé au budget principal de Budget Principal (2)

ANNEE 2016

(1) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau **du chapitre** pour la section de fonctionnement.
 - au niveau **du chapitre** pour la section d'investissement.
 - **avec** les programmes d'équipement listés sur l'état II-B1.2.
 - **sans** vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'articles à articles est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif de l'exercice précédent (4).

III – En absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté **avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 avant le vote du Compte Administratif.**

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer "primitif de l'exercice précédent" ou "cumulé de l'exercice précédent"

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES				I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT				B
RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	368 809,42 €	370 066,73 €	3 645,55 €	4 902,86 €
Investissement	14 026,75 €	15 284,06 €	(1) 3 645,55 €	4 902,86 €
Fonctionnement	354 782,67 €	354 782,67 €	(2) 0,00 €	0,00 €

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe - si déficitaire, et + si excédentaire

(3) Indiquer le signe - si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap./ Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(III) 169,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subventions d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
18	Compte de liaison : affectation (BA)	
	[...]	
	[...] Programme d'équipement n°	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	169,00 €
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participations et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
	[...] opération pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(IV)
	Charges à caractère général	
	[...]	
012	Charges de personnel et frais assimilés	
	[...]	
014	Atténuations de produits	
	[...]	
65	Autres charges de gestion courante	
	[...]	
66	Charges financières	
	[...]	
67	Charges exceptionnelles	
	[...]	

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration

INFORMATION GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B)
Dépenses	Recettes	Solde (B)	Excédent si positif Déficit si négatif
I+II -	III+IV -	-	
I 169,00 €	III 0,00 €	-169,00 €	4 733,86 €
II -	IV -	-	-

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap./ Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT - TOTAL		(III) 0,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	[...]	
13	Subvention d'investissement	
	[...]	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	[...]	
18	Compte de liaison : affectation (BA)	
	[...]	
20	Immobilisations incorporelles	
	[...]	
204	Subventions d'équipement versées	
	[...]	
21	Immobilisations corporelles	
	[...]	
22	Immobilisations reçues en affectation	
	[...]	
23	Immobilisations en cours	
	[...]	
26	Participations et créances rattachées	
	[...]	
27	Autres immobilisations financières	
	[...]	
	[...] opération pour compte de tiers n°	
SECTION DE FONCTIONNEMENT - TOTAL		(IV)
70	Prod.services, domaine, ventes diverses	
	[...]	
74	Contributions et participations	
	[...]	
75	Autres produits de gestion courante	
	[...]	
013	Atténuations de charges	
	[...]	
76	Produits financiers	
	[...]	
77	Produits exceptionnels	
	[...]	

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	17 233,86	12 500,00

+ + +

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	169,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 4 902,86

= = =

Total de la section d'investissement (3)	17 402,86	17 402,86
--	-----------	-----------

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	436 600,00	436 600,00

+ + +

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

= = =

Total de la section de fonctionnement (4)	436 600,00	436 600,00
---	------------	------------

TOTAL DU BUDGET (5)	454 002,86	454 002,86
---------------------	------------	------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	17 233,86	0,00	17 233,86	0,00	12 500,00	12 500,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	424 100,00	12 500,00	436 600,00	436 600,00	0,00	436 600,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	441 333,86	12 500,00	453 833,86	436 600,00	12 500,00	449 100,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	412 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		3 000,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		432 600,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		412 000,00	435 600,00
66	Charges financières	1 000,00	
67	Charges exceptionnelles	11 100,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		1 000,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 424 100,00	II 436 600,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	12 500,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 12 500,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	12 500,00
---	------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 436 600,00	II+IV+VI 436 600,00
----------------------------	---------------------------	----------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 17 402,86	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 17 402,86	II 0,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	17 402,86
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	12 500,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 12 500,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	12 500,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 4 902,86
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 17 402,86	II + IV + VI + VII 17 402,86
----------------------------	------------------------------	-------------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	412 000,00		412 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	1 000,00	0,00	1 000,00
67	Charges exceptionnelles	11 100,00	0,00	11 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	12 500,00	12 500,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		424 100,00	12 500,00	436 600,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	436 600,00
--	-------------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	17 402,86	0,00	17 402,86
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Diff. sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement –Total		17 402,86	0,00	17 402,86

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	17 402,86
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	3 000,00		3 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
74 Contributions et participations	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante	432 600,00	0,00	432 600,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	1 000,00
78 Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	436 600,00	0,00	436 600,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	436 600,00
--	-------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		12 500,00	12 500,00
19 Diff. sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
45 Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à répartir		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total	0,00	12 500,00	12 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	4 902,86
--	-----------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	17 402,86
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	419 000,00	0,00	412 000,00	412 000,00	412 000,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	419 000,00	0,00	412 000,00	412 000,00	412 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 100,00	0,00	11 100,00	11 100,00	11 100,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	16 000,00		12 500,00	12 500,00	12 500,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		436 100,00	0,00	436 600,00	436 600,00	436 600,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						436 600,00
---	--	--	--	--	--	------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
74	Contributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	432 100,00	0,00	432 600,00	432 600,00	432 600,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		436 100,00	0,00	436 600,00	436 600,00	436 600,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						436 600,00
---	--	--	--	--	--	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES	A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	419 000,00	412 000,00	412 000,00
60623	Alimentation	230 000,00	230 000,00	230 000,00
60631	Fournitures d'entretien	15 000,00	15 000,00	15 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	5 000,00	5 000,00
611	Contrats de prestations de services	140 000,00	140 000,00	140 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	13 000,00	13 000,00
6288	Autres remboursements de frais	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6358	Autres droits	7 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		419 000,00	412 000,00	412 000,00
66	Charges financières (B)	0,00	1 000,00	1 000,00
6688	Autres	0,00	1 000,00	1 000,00
67	Charges exceptionnelles (C)	1 100,00	11 100,00	11 100,00
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	100,00	100,00	100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		420 100,00	424 100,00	424 100,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	16 000,00	12 500,00	12 500,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	16 000,00	12 500,00	12 500,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		16 000,00	12 500,00	12 500,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		436 100,00	436 600,00	436 600,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	436 600,00
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES		A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 000,00	3 000,00	3 000,00
7068	Autres prestations de services	3 000,00	3 000,00	3 000,00
74	Contributions et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	432 100,00	432 600,00	432 600,00
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	267 100,00	267 600,00	267 600,00
758	Produits divers de gestion courante	165 000,00	165 000,00	165 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		435 100,00	435 600,00	435 600,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
7711	Dédits et pénalités perçus	1 000,00	1 000,00	1 000,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		436 100,00	436 600,00	436 600,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		436 100,00	436 600,00	436 600,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
---------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	436 600,00
---	------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Dépenses d'équipement	19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86	17 402,86
- Non individualisées en programmes d'équipement	19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86	17 402,86
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86	17 402,86
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations d'ordre entre sections</i>	0,00		0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86	17 402,86

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	17 402,86
---	------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Opérations d'ordre entre sections</i>	16 000,00		12 500,00	12 500,00	12 500,00
<i>041 Opérations patrimoniales</i>	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	16 000,00	0,00	12 500,00	12 500,00	12 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	4 902,86
--	-----------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	17 402,86
---	------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	19 645,55	169,00	17 233,86	17 233,86
21578	Autre matériel et outillage technique	15 000,00	169,00	17 233,86	17 233,86
2184	Matériel de bureau et mobilier	4 645,55	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER	B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	16 000,00	12 500,00	12 500,00
040	Opérations d'ordre entre sections	16 000,00	12 500,00	12 500,00
281578	Autre matériel et outillage technique	16 000,00	12 000,00	12 000,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	500,00	500,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	169,00	0,00	169,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		12 500,00	III 12 500,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		12 500,00	12 500,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281578	Autre matériel et outillage technique	12 000,00	12 000,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	500,00	500,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	12 500,00	0,00	4 902,86	0,00	17 402,86

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 169,00
Ressources propres disponibles	IV 17 402,86
Solde	V = IV – II (5) 17 233,86

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III - ANNEXES

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d' amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuel					
163 Emprunts obligataires (Total)					2 986 666,71									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					2 986 666,71									
1641 Emprunts en euros (total)														
2019906000	CAISSE D'EPARGNE	07/09/2005	07/09/2005	07/12/2005	930 000,00	C	Taux fixe 4.37% à barrière 5.5% sur Euribor 03 M	4,37	4,51	EUR	T	C	O	B-1
2029907300	CAISSE D'EPARGNE	20/11/2005	20/11/2005	20/02/2006	960 000,00	C	Taux fixe 4.13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,13	4,26	EUR	T	C	O	B-4
sg-13/06/02	SOCIETE GENERALE	13/09/2005	13/09/2005	13/12/2005	1 096 666,71	C	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,60	4,75	EUR	T	C	O	B-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)														
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)														
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)														
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)														
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locaux-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)														
1681 Autres emprunts (total)														
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
Total général					2 986 666,71									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Emprunts et dettes au 01/01/2016												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture 7 O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)				362 000,18					235 333,32	12 088,29		483,62
1641 Emprunts en euros (total)				362 000,18					235 333,32	12 088,29		483,62
2019906000	N		B-1	62 000,00	0,93	C	Taux fixe 4,37% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,51	62 000,00	1 721,60		
2029907300	N		B-4	160 000,00	1,89	C	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,26	80 000,00	5 456,18		376,29
sg-13/06/02	N		B-1	140 000,18	1,45	C	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,75	93 333,32	4 910,51		107,33
1643 Emprunts en devises (total)												
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)												
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)												
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locaux-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)												
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
Total général		0,00		362 000,18					235 333,32	12 088,29	0,00	483,62
(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette, exclusive pour l'exercice												

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/2016 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
2019906000	CAISSE D'EPARGNE	930 000,00	62 000,00	1	11,25		Taux fixe 4,37% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	Taux fixe 4,37% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M		Taux fixe 4,37% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,51	1 721,60		17,13
2029907300	CAISSE D'EPARGNE	960 000,00	160 000,00	4	12		Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur USD 03 M	Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M		Taux fixe 4,13% à barrière 7% sur Libor USD 03 M	4,26	5 456,18		44,20
sg-13/06/02	SOCIETE GENERALE	1 036 666,71	140 000,18	1	11,75		Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M		Taux fixe 4,6% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M	4,75	4 910,51		38,67
TOTAL (B)		2 986 666,71	362 000,18									12 088,29		100,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL		2 986 666,71	362 000,18									12 088,29		100,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE
LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure	(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits					
		% de l'encours					
		Montant en euros					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier		Nombre de produits	2		1		
		% de l'encours	55,80%		44,20%		
		Montant en euros	202 000 €		160 000 €		
(C) Option d'échange (swaption)		Nombre de produits					
		% de l'encours					
		Montant en euros					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3: multiplicateur jusqu'à 5 capé		Nombre de produits					
		% de l'encours					
		Montant en euros					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5		Nombre de produits					
		% de l'encours					
		Montant en euros					
(F) Autres types de structures		Nombre de produits					
		% de l'encours					
		Montant en euros					

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

A1.4

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	A2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels bureautiques	3	05/02/2016
L	Prologiciels métiers	6	05/02/2016
L	Matériel de transmission et de téléphonie	8	05/02/2016
L	PC fixes	3	05/02/2016
L	PC portables	4	05/02/2016
L	Tablettes	3	05/02/2016
L	Ecrans	5	05/02/2016
L	Fax	3	05/02/2016
L	Imprimantes	1	05/02/2016
L	Serveurs	4	05/02/2016
L	Matériel réseau	4	05/02/2016
L	Copieurs	5	05/02/2016
L	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20	05/02/2016
L	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20	05/02/2016
L	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10	05/02/2016
L	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20	05/02/2016
L	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI)	25	05/02/2016
L	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20	05/02/2016
L	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20	05/02/2016
L	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20	05/02/2016
L	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20	05/02/2016
L	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20	05/02/2016
L	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20	05/02/2016
L	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20	05/02/2016
L	Dévidoirs Automobiles (DA)	25	05/02/2016
L	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20	05/02/2016
L	Véhicules Tous Usages(VTU)/VTU opt.Balis.&Signal.(VTU-BS)/Véhicules LOGistiques(VLOG)	20	05/02/2016
L	Véhicules de Maintenance (VMA)	10	05/02/2016
L	Véhicules Légers (VL)	10	05/02/2016
L	Véhicules légers (VL) électriques	10	05/02/2016
L	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12	05/02/2016
L	Véhicules Légers Reconnaissance Chefs Groupe(VLRG)/VLR Chefs Colonne(VLRCC)	12	05/02/2016
L	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12	05/02/2016
L	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25	05/02/2016
L	Véhicule de tranport de personnes (VTP)	15	05/02/2016
L	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20	05/02/2016
L	Fourgon Risques Technologiques (FRT)	20	05/02/2016
L	Véhicule de Secours AQuatique (VSAQ)	10	05/02/2016
L	Véhicule poste de commandement (VPC) site	20	05/02/2016
L	Véhicule poste de commandement (VPC) colonne	12	05/02/2016
L	Véhicule Porte-Cellules Moyen (VPCEM)	25	05/02/2016
L	Toutes cellules	25	05/02/2016
L	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20	05/02/2016
L	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10	05/02/2016

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		Délibération du
L	Incendie	10	05/02/2016
L	Sauvetage	10	05/02/2016
L	dont cordes et harnais	7	05/02/2016
L	Désincarcération	15	05/02/2016
L	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15	05/02/2016
L	Matériel biomédical	8	05/02/2016
L	Matériel d'immobilisation	4	05/02/2016
L	Bagagerie	4	05/02/2016
L	Dispositif de transport	8	05/02/2016
L	Tenue de protection textile	10	05/02/2016
L	Tenue F1/ Polos / Gants	2	05/02/2016
L	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	5	05/02/2016
L	Casques	15	05/02/2016
L	ARI	10	05/02/2016
L	Bouteilles sous pression	15	05/02/2016
L	Tenues à usage limité	5	05/02/2016
L	Tenues lourdes	10	05/02/2016
L	Appareils de détection	10	05/02/2016
L	Sondes	5	05/02/2016
L	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15	05/02/2016
L	Barrages flottants	10	05/02/2016
L	Ecran de protection des rayonnements	15	05/02/2016
L	Citernes souples	10	05/02/2016
L	Détecteurs gazeux	5	05/02/2016
L	Douche de décontamination SAS	10	05/02/2016
L	Pincés à distance	10	05/02/2016
L	Combinaisons	3	05/02/2016
L	Vibraphones et vibrascopes	10	05/02/2016
L	Elingues textiles	7	05/02/2016
L	Elingues et câbles acier	10	05/02/2016
L	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10	05/02/2016
L	Tenues de survie en mer	7	05/02/2016
L	Bottes Feux de navire	7	05/02/2016
L	Combinaisons humides et semi-sèches	5	05/02/2016
L	Combinaisons étanches	7	05/02/2016
L	Instruments d'éclairage (lampes...)	5	05/02/2016
L	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7	05/02/2016
L	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10	05/02/2016
L	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10	05/02/2016
L	Ceintures de lestage et plomb	10	05/02/2016
L	Détendeurs	10	05/02/2016
L	Paddle board	15	05/02/2016
L	Combinaisons	3	05/02/2016
L	Treuiis	15	05/02/2016
L	Barquettes	20	05/02/2016
L	Civières	10	05/02/2016
L	Siège	5	05/02/2016
L	Autres	10	05/02/2016
L	Construction bâtiment	40	05/02/2016
L	Réhabilitation bâtiment	20	05/02/2016
L	Pylônes	15	05/02/2016
L	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10	05/02/2016

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

IV

A3

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
	A		B	C = A + B	D	E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux	0,00 €					
[...]						
Provisions pour pertes de change	0,00 €					
[...]						
Provisions pour grosses réparations	0,00 €					
[...]						
Autres provisions pour risques	0,00 €		506 419,30 €	823 419,30 €	496 419,30 €	327 000,00 €
Protocole Société Systel Marché 20090023	0,00 €	15/12/2011	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Recours contentieux de la Société CMIEG	0,00 €	17/11/2010	496 419,30 €	496 419,30 €	496 419,30 €	0,00 €
Contentieux CIS bolbec	200 000,00 €	05/02/2016	0,00 €	200 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €
Provision auto-assurance	117 000,00 €	05/02/2016	0,00 €	117 000,00 €	0,00 €	117 000,00 €
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations	0,00 €					
[...]						
- des stocks	0,00 €					
[...]						
- des comptes de tiers	0,00 €					
[...]						
- des comptes financiers	0,00 €					
[...]						
TOTAL	317 000,00 €		506 419,30 €	823 419,30 €	496 419,30 €	327 000,00 €

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET (Article L 2311-7 du CGCT par renvoi de l'article L3241-1 et L.3312-7 du CGCT)	B1

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
FONCTIONNEMENT					
6574			Amicale du personnels du SDIS76	Association	32 000,00 €
6574			Œuvre des pupilles	Association	2 000,00 €
6574			UDSP 76	Association	43 000,00 €

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votés y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01 (N) (1))	Credits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N-1	Restes à financer (exercices au-delà de N-1)
TOTAL	42 481 547,00 €	850 000,00 €	43 311 547,00 €	7 524 700,35 €	9 373 180,54 €	13 074 256,66 €	13 339 409,45 €
1008 GROUPEMENT OUEST	4 250 000,00 €	0,00 €	4 250 000,00 €	2 276 147,55 €	1 450 000,00 €	523 852,45 €	0,00 €
1201 PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION (Trouville la Rivière)	1 142 500,00 €	0,00 €	1 142 500,00 €	848 117,30 €	244 397,48 €	49 985,22 €	0,00 €
1301 GROUPEMENT EST ETAT-MAJOR	1 400 000,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	767 775,26 €	93 500,00 €	507 500,00 €	31 224,74 €
1302 Modernisation des outils informatiques de gestion	1 675 000,00 €	0,00 €	1 675 000,00 €	779 603,36 €	456 745,97 €	438 650,67 €	0,00 €
1303 Révision SDACR ET RO	204 052,00 €	0,00 €	204 052,00 €	139 395,20 €	61 200,00 €	3 456,80 €	0,00 €
1404 Réhabilitation CIS Yerville	260 000,00 €	0,00 €	260 000,00 €	212 090,15 €	41 378,55 €	6 531,29 €	0,00 €
1405 Réhabilitation CIS Caudebec	440 000,00 €	0,00 €	440 000,00 €	410 285,57 €	28 333,53 €	1 380,90 €	0,00 €
1406 Réhabilitation CIS Forges les eaux	520 000,00 €	0,00 €	520 000,00 €	39 819,87 €	249 000,00 €	224 000,00 €	7 180,13 €
1408 Réhabilitation CIS La Mailletaye	585 000,00 €	0,00 €	585 000,00 €	319 958,58 €	125 000,00 €	140 041,42 €	0,00 €
1409 Réhabilitation CIS Montivilliers	445 000,00 €	0,00 €	445 000,00 €		15 000,00 €	269 000,00 €	161 000,00 €
1410 Réaménagement locaux de la direction	520 000,00 €	0,00 €	520 000,00 €	242 035,09 €	20 500,00 €	257 464,91 €	0,00 €
1411 Reconstruction Cany	1 650 000,00 €	0,00 €	1 650 000,00 €	11 724,00 €	55 200,00 €	749 320,00 €	833 756,00 €
1412 Construction CIS Le Havre Sud	10 200 000,00 €	0,00 €	10 200 000,00 €	0,00 €	100 000,00 €	2 665 000,00 €	7 435 000,00 €
1501 Matériels roulants	11 830 400,00 €	0,00 €	11 830 400,00 €	1 425 453,32 €	3 073 030,00 €	3 803 873,00 €	3 528 043,68 €
1502 Masques des appareils respiratoires isolants	197 700,00 €	0,00 €	197 700,00 €	34 681,50 €	43 800,00 €	42 000,00 €	77 216,50 €
1503 Système de gestion opérationnelle	5 200 000,00 €	850 000,00 €	6 050 000,00 €	17 613,60 €	2 450 000,00 €	2 780 000,00 €	802 386,40 €
1504 Caisson multi-activités	540 000,00 €	0,00 €	540 000,00 €	0,00 €	360 000,00 €	180 000,00 €	0,00 €
1601 Ajustement moyens matériels des équipes spécialisées	1 401 895,00 €	0,00 €	1 401 895,00 €	0,00 €	506 095,00 €	432 200,00 €	463 600,00 €
...							

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2016 N

IV

C1- ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2016

C1

		EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIE (2)	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENT A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
1- EMPLOIS FONCTIONNELS							
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL							
Colonel	A	1	0	1	1	0	1
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT							
Colonel	A	1	0	1	1	0	1
CHEF DE GROUPEMENT							
Colonel	A	1	0	1	0	0	0
Lieutenant-colonel	A	6	0	6	6	0	6
Attaché principal	A	2	0	2	1	1	2
EMPLOIS CREEES AU TITRE DE L'ARTICLE 6-1 DE LA LOI N°84-53							
		11	0	11	9	1	10
2- FILIERE SAPEURS-POMPIERS							
SERVICES GENERAUX							
Colonel	A	0	0	0	0	0	0
Lieutenant-colonel	A	4	0	4	4	0	4
Commandant	A	22	0	22	21	0	21
Capitaine	A	36	0	36	33,68	0	33,68
Lieutenant hors classe	B	6	0	6	6	0	6
Lieutenant de 1ère classe	B	40	0	40	37,01	0	37,01
Lieutenant de 2ème classe	B	34	0	34	28	0	28
Adjudant/Adjudant-chef	C	178	0	178	178	0	178
Sergent/Sergent-chef	C	240	0	240	229,43	0	229,43
Caporal-chef	C	31	0	31	29,16	0	29,16
Caporal	C	199	0	199	185	0	185
Sapeur de 1ère classe	C	114	0	114	110,38	0	110,38
SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL							
Médecin de classe exceptionnel	A	1	0	1	1	0	1
Médecin hors classe	A	1	0	1	1	0	1
Médecin de 1ère classe	A	1	0	1	0	1	1
Pharmacien de 1ère classe	A	1	0	1	0,79	0	0,79
Pharmacien de 2ème classe	A	1	0	1	0,55	0	0,55
Infirmier d'encadrement	A	1	0	1	1	0	1
Infirmier-chef	B	2	0	2	2	0	2
Infirmier principal	B	1	0	1	0,80	0	0,80
Infirmier	B	1	0	1	0	1	1
		914	0	914	868,81	2	870,80
3- FILIERE ADMINISTRATIVE							
Directeur	A	0	0	0	0	0	0
Attachés territoriaux	A	11	0	11	6,30	2,24	8,54
Rédacteurs territoriaux	B	36	0	36	27,50	4	31,50
Adjoint administratifs	C	99	0	99	88,28	3,54	91,82
		146	0	146	122,04	9,78	131,86
4- FILIERE TECHNIQUE							
Ingénieurs territoriaux	A	9	0	9	4,80	1,95	6,75
Techniciens territoriaux	B	30	0	30	17,70	6,92	24,62
Agents de maîtrise	C	27	0	27	24	0,60	24,60
Adjoint techniques	C	38	0	38	34	2,14	36,14
		104	0	104	86,50	10,61	97,11
5- FILIERE SOCIALE							
Assistant socio-éducatif principal	B	1	0	1	0,80	0	0,80
		1	0	1	0,80	0	0,80
6- EMPLOIS NON CITES (5)							
Engagés service civique	C	4	0	4	0	0,08	0,08
Emplois d'avenir	C	10	0	10	0	9,37	9,37
Apprenti	C	2	0	2	0	0,81	0,81
		16	0	16	0	10,26	10,26
TOTAL (2+3+4+5+6)							
		1181	0	1181	1072,18	33,95	1105,83

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INT B9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) équivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année.

(5) par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

DONT :

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/2016 Agents occupant un emploi permanent (6)	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			INDICE (8)	EUROS	Fondement du contrat (4)	nature du contrat (5)
Médecin 1 ^{re} classe	A	Sapeur-Pompier	750		Art. 3-3-2°	CDD
Infirmier	B	Sapeur-Pompier	407		Art. 3-2°	CDD
Attaché principal	A	Administratif	916		Art. 3-3-2°	CDD
Attaché principal	A	Administratif	864		Art. 3-3-2°	CDD
Attaché	A	Administratif	379		Art. 3-2°	CDD
Attaché	A	Administratif	466		Art. 3-3-2°	CDD
Rédacteur	B	Administratif	393		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur	B	Administratif	348		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur	B	Administratif	352		Art. 3-2°	CDD
Rédacteur	B	Administratif	352		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur principal	A	Technique	641		Art. 3-3-2°	CDD
Ingénieur	A	Technique	540		Art. 3-2°	CDD
Ingénieur	A	Technique	379		Art. 3-2°	CDD
Technicien principal de 1 ^{re} classe	B	Technique	404		Art. 3-2°	CDD
Technicien principal de 2 ^e classe	B	Technique	367		Art. 3-2°	CDD
Technicien principal de 2 ^e classe	B	Technique	367		Art. 3-2°	CDD
Technicien principal de 2 ^e classe	B	Technique	397		Art. 3-2°	CDD
Technicien	B	Technique	367		Art. 3-2°	CDD
Technicien	B	Technique	360		Art. 3-2°	CDD
Technicien	B	Technique	348		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique de 1 ^{re} classe	C	Technique	352		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique de 2 ^e classe	C	Technique	348		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique de 2 ^e classe	C	Technique	340		Art. 3-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	Technique	340		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 1 ^{re} classe	C	Administratif	423		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	342		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	347		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	347		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	437		Art. 3-2°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	341		Art. 3-2°	CDD

Agents occupant un emploi non permanent (7)	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			INDICE (8)	EUROS	Fondement du contrat (4)	nature du contrat (5)
Rédacteur	B	Administratif	393		Art. 3-1°	CDD
Rédacteur	B	Administratif	348		Art. 3-1°	CDD
Adjoint administratif de 1 ^{re} classe	C	Administratif	342		Art. 3-1°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	340		Art. 3-1°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	364		Art. 3-1°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	341		Art. 3-1°	CDD
Adjoint administratif de 2 ^e classe	C	Administratif	340		Art. 3-1°	CDD
Technicien	B	Technique	348		Art. 3-2°	CDD
Adjoint technique de 2 ^e classe	C	Technique	340		Art. 3-1°	CDD
Adjoint technique de 2 ^e classe	C	Technique	340		Art. 3-1°	CDD
Adjoint technique de 2 ^e classe	C	Technique	340		Art. 3-1°	CDD

Emplois spécifiques	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			INDICE (8)	EUROS	Fondement du contrat (4)	nature du contrat (5)
Apprenti	Autre	Technique				A / autre Contrat apprentissage
Apprenti	Autre	Technique				A / autre Contrat apprentissage
Emploi d'avenir	Autre	Administratif				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Technique				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Emploi d'avenir	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé
Engagé service civique	Autre	Sapeur-Pompier				A / autre Contrat aidé

(1) catégories : A, B, C

(2) secteur = administratif, technique, social...

(3) Rémunération : référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels brut (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle)

(4) contrat : motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

(5) indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "Autres" et feront l'objet d'une précision (EX : contrats aidés)

(6) occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347

(7) occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1

(8) si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV - ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 17
 Nombre de membres présents 12 ; 1 pouvoir
 Nombre de suffrages exprimés 13
 VOTES :
 Pour 13
 Contre 0
 Abstentions 0

Date de convocation : 19 janvier 2016

Présenté par le Président, M. GAUTIER André,
A YVETOT, le 05/02/2016

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session
A YVETOT, le 05/02/2016

Les membres du conseil d'administration,

M. LEMONNIER Luc	Mme LUCOT-AVRIL Virginie
M. TASSERIE Sébastien	Mme SINEAU PATRY Cécile
Mme DURANDE Florence	M. BERTRAND Nicolas
M. LEJEUNE Michel	Mme MSICA GUEROUT Christelle
Mme ALLAIS Sophie	M. ROUSSELIN Jean-Louis
Mme COTTEREAU Chantal	Mme CARON Marine
Mme LEFEBVRE Blandine	M. DUVAL Christian
Mme THIBAudeau RAINOT Florence	Mme FLAVIGNY Catherine
Mme CANU Pierrette	M. MARCHE Frédéric
M. REGNIER Didier	Mme VIEUBLE Nacéra
M. CORITON Bastien	Mme DUPARC Fabienne

Mme FIRMIN-LE-BODO Agnès	M. BLOND Eric
M. THEVENOT Jean-Pierre	M. GUEGAN François
M. JOUAN Gérard	Mme GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
M. LEROY Philippe	
M. COUTEY Guillaume	Mme DIALLO Dieynaba
	Mme TESSIER Dominique

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le 2016

